

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE HISTORIQUE ET LÉGISLATIVE
DU
PAYEMENT DU SALAIRE EN NATURE

THÈSE DE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le Samedi 3 Juin 1899

PAR

Jean RECORBET

« Nous avons trop pour mourir et pas assez pour vivre. »

(Les ouvriers de Zele.)

« Bien que, sous le prétexte fallacieux de sociétés coopé-
« ratives, vous ayez accaparé tout le commerce d'ici ; que
« vous soyez notre boucher, notre boulanger, notre épicier,
« notre marchand de vin, il y aurait peut-être lieu de vous
« résigner à gagner un peu moins sur notre santé en nous
« vendant autre chose que du poison. Tout ce que nous res-
« pirons ici, c'est de la mort. Tout ce que nous buvons ici,
« c'est de la mort. Eh bien nous voulons boire et respirer
« de la vie.

(*Les Mauvais Bergers. — MIRBEAU.*)

LYON

IMPRIMERIE CHAMBEFORT

Place Bellecour, 26

—
1899

ÉTUDE HISTORIQUE ET LÉGISLATIVE

DU

PAYEMENT DU SALAIRE EN NATURE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE HISTORIQUE ET LÉGISLATIVE
DU
PAYEMENT DU SALAIRE EN NATURE

THÈSE DE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le Samedi 3 Juin 1899

PAR

Jean RECORBET

« Nous avons trop pour mourir et pas assez pour vivre. »
(Les ouvriers de Zélé.)

« Bien que, sous le prétexte fallacieux de sociétés coopératives, vous ayez accaparé tout le commerce d'ici ; que vous soyez notre boucher, notre boulanger, notre épicier, notre marchand de vin, il y aurait peut-être lieu de vous résigner à gagner un peu moins sur notre santé en nous vendant autre chose que du poison. Tout ce que nous respirons ici, c'est de la mort. Tout ce que nous buvons ici, c'est de la mort. Eh bien nous voulons boire et respirer de la vie. »

(*Les Mauvais Bergers. — MIRBEAU.*)



LYON
IMPRIMERIE CHAMBEFORT

Place Bellecour, 26

—
1899

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

MM.

CAILLEMER, O. ✱, C. ✱, I. ✱, *doyen*, professeur de droit civil.

MABIRE, ✱, C. ✱, professeur honoraire.

THALLER, I. ✱, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ✱, professeur de droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ✱, professeur de droit romain.

FLURER, I. ✱, professeur de droit civil.

ROUGIER, I. ✱, professeur d'économie politique.

AUDIBERT, I. ✱, professeur de droit romain.

COHENDY, I. ✱, professeur de droit commercial.

PIC, A. ✱, professeur de droit international.

BARTIN, A. ✱, professeur de droit civil.

SOUCHON, A. ✱, professeur d'histoire des doctrines économiques.

APPLETON (Jean), agrégé.

LAMBERT, agrégé.

BOUVIER, agrégé.

LAMEIRE, agrégé.

JOSSERAND, agrégé.

GUERNIER, chargé de cours.

BECQ, I. ✱, *secrétaire*.

JURY

Président : M. PIC.

Assesseurs { M. ROUGIER, professeur.
 { M. GUERNIER, chargé de cours.

HISTOIRE ET LÉGISLATION

DU

Trucksystème ou du payement du salaire en nature

INTRODUCTION

Infériorité de l'ouvrier vis à vis du patron. —
Sur la scène politique, les protagonistes du socialisme chantent le grand soir où le soleil se mourra dans la splendeur des ors, après avoir illuminé l'accomplissement de l'œuvre de bonheur, où les foules désormais apaisées et assagies, s'uniront dans la fraternité reconquise. Mais n'est-ce pas là le plus beau des rêves éclos dans le cerveau des hommes ? et ne peut-on prévoir au contraire une longue semaine de pâles crépuscules éclairant de ses feux voilés la réalisation d'un moins vaste progrès.

Pourquoi l'un d'eux ne s'éteindrait-il pas, témoin de la réconciliation du fait et du droit, alors qu'ils affichent aujourd'hui la plus criarde haine. Si nous choisissons le contrat de louage, les événements montrent l'inégalité des parties et la législation pro-

clame cependant leur égalité ; de là est née la question sociale, affirme M. Cornil (1). Sans croire avec lui que cette idée seule a semé le germe des hostilités entre le capital et le travail, entre l'employeur et l'employé, il est certain que la loi en fondant la force obligatoire du contrat de louage de service sur le consentement libre des parties, en ignorant les inégalités de fait, excite au combat l'armée des travailleurs.

Le remède ? L'école socialiste, proprement dite, le cherche dans la socialisation des agents de production, dans le travail de tous les hommes à l'œuvre commune sous la direction de l'État ; l'école coopérative prône la fusion du capital et du travail, détruisant l'antagonisme entre employeurs et employés, en changeant l'ouvrier en patron et le patron en ouvrier. Les deux écoles s'accordent à supprimer le contrat de louage ; mais l'un ou l'autre des systèmes n'est pas encore proclamé, et avant que ce contrat soit aboli et effacé, il importe de le perfectionner.

Qu'est-ce que le contrat de travail ? — L'article 1710 du Code civil définit le louage de service un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre moyennant un prix convenu. La rémunération peut être promise soit pour le travail, c'est le louage de services ; soit pour le produit du travail, c'est le devis, le prix fait.

(1) *Du louage de service ou du contrat de travail.*

Si les modernes comme les Romains qualifient de louage la convention entre patrons et ouvriers, c'est que le contrat de louage en général a pour objet l'échange et l'usage de quelque chose contre une rémunération, l'usage de la force productive de l'ouvrier contre le paiement d'un salaire : l'ouvrier est locateur, le patron locataire. C'est l'avis de M. Cornil et avant lui du tribun Mouricault. De nos jours, on tend à remplacer l'expression « louage de service » par « contrat de prestation de travail » ou même « contrat de travail ».

M. Renouard, en 1854, signale l'artifice de langage qui réunit le louage de choses et le louage d'ouvrage en une même phrase. La différence d'objet devait suffire à faire voir au législateur deux contrats distincts et non deux branches du même contrat. C'est aussi rétrécir le cadre d'une pareille convention qu'appeler louage de service la convention réglant les rapports juridiques entre patrons et ouvriers. Les codes italien, suisse, belge ont la même terminologie que nous ; le projet allemand seul adopte une terminologie nouvelle en consacrant un titre au contrat de services et de travail.

Le chapitre de notre Code consacré au louage de service ne comprend plus qu'un article depuis que le second a été abrogé en 1868. Ce silence peut paraître étrange si l'on pense à la réglementation minutieuse des autres contrats ; on peut l'expliquer par le fait de la suppression des corporations ; le régime du travail était modifié, et par réaction ce devait être dans un sens libéral ; de plus, on ne pouvait prévoir l'impor-

tance que prendrait ce contrat par la liberté du travail et le développement de l'industrie.

Tout est changé, et M. Delacroix, dans la *Revue de la législation des mines*, 1885, p. 66, croit que ce contrat est le plus grave, celui en considération duquel tous les autres ne sont rien. La loi qui a réglementé les autres contrats a ainsi évité nombre de procès ; mais son silence pour celui-ci explique les fréquents litiges entre patrons et ouvriers, et quoi de moins étonnant puisque des usages douteux et incertains remplacent les lois.

Présomption du consentement libre des parties. — De plus, comme nous l'avons dit tout à l'heure, notre Code fonde la force obligatoire des contrats sur le consentement libre des parties. Il sait si bien que cette égalité juridique des hommes n'est jamais adéquate à la réalité des faits, qu'il prévoit de nombreuses infractions au principe d'égalité absolue des parties contractantes : citons pour exemple le partage ou la vente rescindés pour cause de lésion. Et l'ouvrier qui est dans un état d'infériorité terrible, qui lutte seul avec son ignorance et sa pauvreté contre l'instruction et la richesse du patron, est abandonné encore par le Code. L'on prévoit facilement quel sera le vainqueur. « Dans tous les pays d'Europe, pour un ouvrier indépendant, il y en a vingt qui servent un maître », dit A. Smith. M. Nyssens, ministre de l'industrie en Belgique, affirme que « ce serait une erreur de croire que l'égalité soit assurée entre les preneurs et les donneurs de travail ».

Que faire contre cette inégalité? En attendant la réalisation du rêve coopératif, des remèdes ont été proposés. Du côté des patrons, nous trouvons les systèmes augmentant l'intérêt de l'ouvrier au résultat de son travail, comme la participation aux bénéfices, le sursalaire, etc., puis les mesures qui n'entraînent qu'une amélioration apparente de la situation des ouvriers, mais en revanche augmentent leur dépendance : logements ouvriers, caisses de prévoyance, de retraite, enfin les institutions de bienfaisance : elles confèrent des avantages réels aux ouvriers sans que les patrons en retirent eux-même, et c'est rare. Mais ces institutions s'adressent aux indigents et l'ouvrier, s'il est dépourvu de biens, ne demande pas l'aumône, mais le travail. Elles ont le tort aussi d'être basées sur la dépendance du travailleur.

L'ouvrier, de son côté, cherche à améliorer son sort. Il est isolé, il se coalise. Ce droit lui est reconnu : grève, trades-unions, syndicats. Il est exploité par les commerçants ou les patrons sans cœur, il fonde des sociétés coopératives.

Patrons et ouvriers ont raison de chercher chacun pour leur part à combattre cette inégalité, car la question sociale n'est pas née de la faute des patrons, elle est la résultante de notre organisation sociale, et de même que les ouvriers seuls sont impuissants à résoudre cette question, de même il n'incombe pas aux patrons seuls d'améliorer les rapports entre le capital et le travail.

Le législateur, dans cette lutte, a sa tâche à remplir : il doit rétablir l'équilibre; le principe d'égalité

doit donc avoir plus d'élasticité pour mieux s'adapter à une situation qui accuse l'infériorité d'une des parties.

On conçoit deux manières différentes d'intervenir entre patrons et ouvriers : par des dispositions impératives auxquelles il est interdit de déroger ou par des dispositions offertes et non imposées; celles-ci dispensent les contractants d'un effort, ces derniers s'abandonnent volontiers aux prévisions tutélaires du législateur, au lieu d'entrer dans de longues explications et de faire péniblement leurs conditions au moment où se forme l'accord des volontés.

La plupart des dispositions du droit civil présentent ce caractère, et MM. Glasson, Desjardins, Cornil estiment qu'en règle générale il doit en être ainsi des dispositions réglementant le contrat de travail. Cependant il doit y en avoir d'impératives, ainsi l'article 1780, qui est le seul de notre Code relatif à ce contrat, est de ce nombre.

Nous ne voulons pas entrer dans l'étude des conditions de validité du contrat de travail, elles se rapportent soit à la capacité des parties, soit à l'objet du contrat, soit au consentement. Quoique le louage implique le libre consentement, des restrictions sont demandées par l'intérêt général ou par la morale pratique. Ces restrictions se rapportent soit à la réglementation du travail : travail des femmes, des enfants, limitation de la journée pour les adultes, repos hebdomadaire, etc., soit à la rémunération du travail : différents systèmes de rémunération, fixation du taux du salaire, mode de paiement du salaire, etc.

Des restrictions sont apportées dans le mode de paiement des salaires, exigées par des abus de puissance patronale retirant aux malheureux ouvriers le salaire péniblement gagné par eux. Ce sont ces abus et les lois qui les empêchent que nous nous proposons d'étudier ici.

PREMIÈRE PARTIE

THÉORIE DU TRUCKSYSTEME

CHAPITRE PREMIER

Pourquoi le salaire doit-il être payé en argent?

Ce n'est pas une convention juridique qui nous donnera la solution du problème : nous verrons au contraire que des considérations sociales seules sont capables de fixer l'esprit sur ce sujet. Nous remarquerons même que l'idée théorique, l'idée conçue dans le droit pur, a marché à l'encontre de l'idée née de la situation ouvrière.

Le type idéal du salaire c'est la rétribution en argent ; les jurisconsultes romains adoptent cette solution, et en pratique nous voyons pourtant les ouvriers payés en nature depuis les temps les plus reculés, sans qu'ils aient protesté. Puis les théoriciens admettent que le salaire en argent peut être complété par le salaire en nature, et M. Cabouat est

d'avis enfin que ce dernier peut être accepté contractuellement (1), et cela précisément quand l'ouvrier réclame à grands cris au législateur l'obligation pour le patron de le payer en argent ; et, depuis l'ordonnance du prévôt Hangast, au XIII^e siècle, jusqu'à la loi anglaise de 1896 et le vote du Parlement français de décembre 1898, nous compterons les nombreuses victoires remportées par la conception issue du sort de l'ouvrier.

Cette évolution était inévitable : dans les organisations primitives, l'argent joue un rôle secondaire ; le salaire en nature constitue la seule rémunération possible du travail ; et cela est si vrai, qu'aujourd'hui encore partout où le système patriarcal survit, le salaire en nature subsiste : le domestique, l'ouvrier agricole reçoivent des subventions ; l'artele russe conséquence du mir, survivance du communisme agricole, est payé en nature. Le budget d'une famille de race simple ou même seulement agricole renferme plus de recettes en nature que de recettes en argent. Chez un paysan la colonne des premières représente une partie considérable des récoltes qui sont directement consommées. Pour le domestique ou l'ouvrier agricole il en est ainsi encore. Ceux-ci sont attachés à la personne ou à la terre ; ils reçoivent de leurs maîtres la nourriture et le logement. Le domestique ne peut, par la nature même de son contrat de louage, quitter la maison où il sert ; il doit forcément

(1) *Revue critique*, 1894, p. 221 : « De la réglementation législative des salaires.

y loger et y être nourri. Pour l'ouvrier agricole il en est de même : l'argent est plus rare à la campagne qu'à la ville, il sert à l'épargne beaucoup plus qu'à la consommation. Le maître vit des produits de sa terre et n'achète que peu de chose ; son ouvrier vit comme lui et avec lui, pourquoi ne consommerait-il pas directement ce qu'il irait acheter ailleurs ?

Nous voyons que la coutume est que maîtres et domestiques vivent ensemble ; si ces derniers sont mal nourris et logés ils ne le sont guère plus que les premiers.

D'ailleurs la situation sociale n'est plus la même ; si l'ouvrier industriel est dans un état d'infériorité notoire vis-à-vis de son patron, l'ouvrier agricole est souvent le plus fort, nous en voyons la preuve dans les rapports faits au Conseil fédéral Suisse. « Un ouvrier de campagne de quelque habileté est tout à fait choyé depuis 20 ou 30 ans et n'a absolument besoin d'aucune protection ; il sait fort bien défendre de toute atteinte ses intérêts et son droit, et du reste, en présence du manque de bras, il est nécessaire que l'employeur soit sous la dépendance de l'employé. »

Un grand avantage pour l'ouvrier agricole, est que par le paiement en nature il est mis à l'abri des enchérissements des choses nécessaires à la vie ; l'employeur donne forcément ce à quoi il s'est engagé quel que soit le prix de la denrée sur le marché. Pour l'ouvrier industriel, au contraire, non seulement le patron ne manquera pas de lui faire tout payer proportionnellement au cours du jour, puisque

lui-même achète à ce cours, mais il pourra faire des enchérissements quand il n'y en a pas, rien ne l'empêche de vendre cher de mauvaises denrées.

Il y a cependant des inconvénients :

Les mauvais logements sont trop nombreux, en France, comme ailleurs, on trouve des propriétaires trop durs. Lavallée, dans le troisième volume des *Classes ouvrières en Europe*, cite en Angleterre des exemples révoltants.

Pour la nourriture il en est ainsi quelquefois, bien que le plus souvent la même table réunisse maîtres et valets.

Aussi la loi russe du 12 juin 1886, relative aux louages des ouvriers agricoles, prescrit que si les ouvriers sont nourris par le maître, les aliments qui leur sont préparés ou les provisions qui leur sont fournies doivent être de bonne qualité et de la même nature et la même quantité que la nourriture des paysans de condition moyenne de la localité.

De plus, le maître n'a pas le droit d'obliger les ouvriers à accepter pour la paye qui leur est due, au lieu d'argent, du pain et des marchandises, sous peine d'une amende de 100 roubles.

En Angleterre on a interdit la fourniture des liqueurs fortes, parce qu'il fut prouvé que certains ouvriers avaient reçu jusqu'à moitié de leur salaire en fourniture de cidre.

Il en est de même pour la marine marchande française depuis le décret-loi du 24 mars 1852. En effet, tout capitaine, hors le cas de force majeure, qui ne donne pas la ration stipulée dans l'engagement, ou

à défaut de stipulation, l'équivalent des rations de la flotte de guerre, devra des dommages-intérêts et sera puni d'une amende.

Chez l'ouvrier de la petite industrie, qui mange et souvent couche chez son patron, c'est la même idée de patriarcat qui survit. Nous voyons au contraire, dans le budget de l'ouvrier des grandes usines, les recettes en argent prendre une importance démesurée ; il ne peut consommer ce qu'il a produit, il ne recoit donc pas, sauf exceptions, de celui qui l'emploie, des objets qui puissent être employés utilement dans le cours ordinaire de son existence ; il est payé en argent et doit, pour ses besoins, recourir aux intermédiaires.

Pour les uns il suffit de l'amour du travail pour posséder directement les produits nécessaires à la vie. Pour les autres, il leur faut, avec l'amour du travail, être doué d'un jugement bien assis, ce dernier dirigeant l'emploi habile de l'équivalent du travail, ce qui est plus délicat et plus rare. Le salaire en nature était donc supérieur sous le rapport de la sécurité de l'existence du salaire. Une livre de pain correspond aujourd'hui comme hier à la consommation quotidienne d'un adulte, tandis qu'un écu ne garde pas toujours la même valeur et peut être gaspillé en satisfactions moins impérieuses et moins légitimes. S'adressant directement aux besoins sans recourir à l'intermédiaire variable de la monnaie, la rémunération en nature met l'ouvrier à l'abri des tentations dangereuses et de l'enchérissement des denrées, elle fait disparaître le trompe-l'œil du salaire nominal pour y substituer le salaire réel.

Mais à mesure que les sociétés se condensent, l'ouvrier sent se développer sa personnalité ; il veut être maître de son salaire, il veut échapper au contrôle de son patron, la méfiance naît chez lui et il est juste de remarquer qu'il n'a pas tort, car si l'affection patriarcale du petit pour le grand a disparu il est évident que le désintéressement et la bonne foi de l'employeur pour l'employé s'est éteinte. Chacun pour soi, et malheur au plus faible. L'amour du travail indispensable à l'acquisition du pain quotidien doit maintenant être lié à la raison, à la moralité et à la prévoyance. Aussi à côté des vaincus de la maladie, du vice, de la paresse, que connaissaient les sociétés primitives, nous voyons grandir démesurément la horde des vaincus de l'imprévoyance personnelle et aussi de la trop grande prévoyance d'autrui, et l'armée lamentable et immense du prolétariat se recrute parmi eux.

Le Play (1) disait aussi : « Il faut un développement assez considérable d'intelligence et de moralité pour apprécier les avantages inhérents à la conservation d'un capital et surtout pour se pénétrer des devoirs que la possession de ce capital impose envers la famille et la société. Il faut également exercer un certain empire sur ses passions pour préférer la sécurité et l'indépendance qu'assure la perception d'un intérêt annuel aux jouissances éphémères, mais beaucoup plus larges, qu'on peut tirer de la consommation immédiate de ce capital ». N'est-ce pas là ce que nous disions ? L'ouvrier pourrait sur son salaire

(1) *Les ouvriers Européens.*

économiser ce capital dont parle de Play, mais le fera-t-il? Cet économiste pense que oui, mais avec certaines restrictions nécessaires pour garantir les femmes et les enfants contre l'imprévoyance et les imperfections du chef de famille.

Il n'est donc pas étonnant que Le Play ait considéré que dans l'intérêt de tous les subventions en nature devraient tenir une grande place dans la rémunération de l'ouvrier. Mais l'esprit moderne garantit la liberté et la dignité de l'ouvrier même aux dépens de son bien-être ou de la sécurité de la famille.

Avec cet économiste, un Anglais prône le payement en nature. Son point de départ, pour n'être pas économique, n'en est pas moins intéressant. Ruskin, le fondateur de la religion de la beauté, disait : « Puisqu'on n'a plus de monnaies esthétiques comme le beau florin de Florence, on n'usera pas de monnaie. Les fermiers apporteront leur laine qui sera emmagasinée dans le moulin, et ils s'en retourneront payés soit en drap, soit en fil pour les tricots qu'on fera à la maison, soit en laine préparée pour le filage au rouet ». Et il mit ses théories en pratique : il construisit un moulin à Laxey, dans l'île de Man ; il en bannit la vapeur comme inesthétique, se contentant de l'eau et du vent, et ces conceptions hardiment réactionnaires n'ont pas fait sombrer l'industrie du Laxey homespum.

Le droit, qui n'est que la cristallisation de la vie d'un peuple, à un moment donné devait suivre l'évolution vers le salaire en argent contre le salaire en nature. La législation a un caractère utilitaire et

nullement doctrinal ; elle cherche à guérir une plaie sociale et non à définir un principe juridique. Or la plaie existait dans l'industrie, tandis qu'elle était inconnue dans l'agriculture et la domesticité ; les législateurs ont donc interdit le paiement en nature dans la première.

S'il en était autrement, si le législateur avait voulu fixer une vérité de droit, la convention dans laquelle on stipulerait une rémunération en nature ne serait pas dépourvue d'existence juridique, car à défaut de réaliser un louage parfait elle constituerait un contrat innomé absolument valable. On ne s'expliquerait pas non plus pourquoi ce qui est vrai pour le travailleur industriel ne le serait pas pour l'agricole.

Le législateur a simplement distingué la qualité de l'ouvrier, alors que les juristes n'ont étudié que la nature du contrat de louage.

Droit romain. — Dans la doctrine romaine on a discuté pour savoir si le prix est par la nature même du contrat payable obligatoirement en argent, à cause du vague des déclarations rapportées aux *Institutes* III, 24, 2, et au *Digeste*, XIX, T. II. Cependant la loi 5, § 2, D, XIX, 5, de *præscriptis verbis et in factum actionibus*, est claire. Le jurisconsulte Paul y établit une doctrine bien conforme au formalisme romain : « pecunia data locatio erit, si res non erit locatio, sed nascetur vel civilis actio in hoc, quod mea interest, vel ad repetendum condictio ».

Le prix doit donc consister en argent monnayé,

sinon il y a une convention relative à un contrat réel innommé, mais alors ce contrat est garanti par une action innommée, l'action *præscriptis verbis*. Nous savons que celle-ci avait été rendue nécessaire par ce fait que la plupart des nouveaux contrats n'avaient pas de nom particulier et dès lors pas d'action.

Le payement en nature était donc parfaitement légal, d'après le principe reconnu sous l'Empire qu'une simple prestation faite en vue d'une prestation réciproque est une cause suffisante d'obligation. Sous Trajan, le jurisconsulte Ariston pose la règle générale qu'il existe une cause d'obligation toute les fois que l'une des parties a donné quelque chose dans le but de recevoir en échange une prestation quelconque, et à la fin de la période classique cette règle avait été étendue à tous les cas où une prestation autre qu'une dation avait été faite en vue d'une prestation réciproque.

Mais le droit romain aime à analyser, à distinguer les divers rôles que les parties tiennent dans les contrats, aussi les juristes anciens délaissent la convention complexe où l'on donne une quantité de denrées en échange d'un service et s'arrêtent avec complaisance devant le type simple du louage où quelqu'un prête un travail contre une pièce d'argent. Le type simple devient le type idéal et les autres combinaisons parfaitement admissibles rentrent dans la catégorie des contrats innommés.

Droit français. — Pothier suit les mêmes enseigne-

ments : le prix du contrat de louage doit consister dans une certaine somme d'argent. Si je donne un ouvrage à faire à quelqu'un qui se charge de le faire à la charge que je lui donnerai une certaine chose autre que de l'argent ou à la charge que je ferai de mon côté quelque chose pour lui, ces contrats ne sont pas des contrats de louage, mais des contrats innommés : *facio ut des, facio ut facias* (1).

Sous l'empire du Code civil, ce rigorisme a disparu. Troplong et Duranton ont admis que le paiement en denrées conservait au contrat son caractère de louage. Le premier le dit expressément : « peu importe au surplus que le prix consiste en argent ou en denrées. Nous ne suivons pas la loi romaine qui mettait dans la catégorie des contrats innommés la stipulation d'ouvrage moyennant un prix en nature (2) ».

C'est aussi le sentiment des commentateurs de Dalloz dans son *Répertoire* (Louage d'ouvrage et d'industrie, n° 8). Ce sentiment paraît cependant s'être modifié dans le *Supplément*, où les auteurs exigent que la partie principale au moins soit en argent. « Le prix ou salaire doit être en principe payé en argent ; toutefois si accessoirement au prix en argent, certaines prestations en nature avaient été stipulées, le contrat n'en conserverait pas moins son caractère de louage de service d'ouvrage. »

Fuzier Hermann, dans son *Répertoire du Droit*

(1) Bodeux : *Études sur le contrat de travail*.

(2) *Idem*.

français (louage d'ouvrage, 91), se range à ce dernier avis : « Le prix ou salaire que le maître s'engage à payer à l'ouvrier doit consister en argent, sans un salaire en argent il n'y aurait pas un louage proprement dit. Cependant si l'élément principal du salaire doit consister en argent, rien n'empêche qu'à ce salaire principal vienne s'ajouter, à titre d'accessoires, certaines prestations en nature fournies par le maître à l'ouvrier, mais ces prestations doivent avoir un caractère essentiellement accessoire ».

M. Cabouat, dans sa *Réglementation législative du salaire*, dit : « La portée de ce principe que le salaire doit être payé en argent n'est pas de lui assigner un objet nécessairement pécuniaire, ni de limiter le pouvoir des parties de fixer comme elles l'entendent la rémunération du travail, mais seulement de régler le mode de paiement et d'assurer l'exécution légale des engagements. Que lorsque le montant du salaire aura été fixé en argent il devra être payé de même; défense au patron de se libérer par une dation en paiement consistant en marchandises ou en toute autre valeur. Ce paiement irrégulier eût-il été accepté, sera déclaré nul comme entaché de pression ».

Pour M. Cabouat, le paiement en nature n'est donc illicite que lorsque l'ouvrier sera obligé de souscrire à la dation en paiement, ce qui est un vice grave (C. c., 1243), mais si le salaire a été fixé en nature, il n'y a plus contrainte et le paiement est licite.

Comme application de cette thèse, nous pouvons citer la loi russe de 1886, dont nous avons parlé plus

haut, et qui, tout en permettant le paiement en nature avec certaines conditions vis-à-vis de l'ouvrier agricole, inflige une amende de 100 roubles au maître qui a obligé son ouvrier à accepter pour la paye qui lui était due, au lieu d'argent, du pain ou des marchandises.

Que vaut cette thèse? En théorie elle est exacte, puisqu'elle repose sur la liberté du consentement, mais c'est précisément cette liberté qui n'existe pas en réalité, car la coutume, le désir de travailler, la crainte du renvoi, sont autant de motifs pour l'ouvrier d'accepter ce qu'au fond il déteste. Et n'est-ce pas précisément pour forcer l'employé à vaincre ces raisons que les premières ordonnances françaises dont nous parlerons plus tard punissent non seulement le patron mais encore l'ouvrier coupable d'avoir accepté des objets quelconques en paiement.

CHAPITRE II

Histoire du trucksysteme.

Avant d'entrer dans l'étude détaillée de ce fléau, il importe de faire deux remarques.

Nous ne confondrons pas salaire et subvention :

Le premier est une *rétribution en argent ou en objets* accordée à l'ouvrier en *proportion du travail accompli* et qui prend fin aussitôt que pour une cause quelconque le travail est suspendu.

La subvention est une *distribution en objets, en usufruits*, accordée en *proportion des besoins* de l'ouvrier plutôt qu'en proportion du travail accompli. Les conséquences de cette idée est qu'elle est accordée pour toute la durée de l'engagement et ne prend pas fin lorsque le travail est suspendu par une cause indépendante de la volonté de l'ouvrier.

En réalité ces deux modes de paiement sont très unis et se complètent. Si un travailleur accepte tel salaire, trop minime par rapport à son travail, c'est

qu'il le voit hausser par la jouissance d'un terrain, d'un logement. Dans ce cas la subvention, toute distincte qu'elle soit du salaire, doit, ce nous semble, se confondre avec lui dans l'esprit simpliste de l'ouvrier.

A ce propos cherchons-nous à définir le mot « ouvrier ». La loi anglaise de 1875 s'exprime ainsi : « Le mot ouvrier ne comprend pas les domestiques, mais seulement les individus engagés pour un service manuel, rural ou industriel »; d'autre part, M. Glasson, dans son ouvrage *Du Code civil et la question ouvrière*, nous dit que les ouvriers et les domestiques sont ceux qui se livrent à des travaux manuels pour le compte d'autrui et moyennant salaire. Ces définitions sont presque semblables.

Mais il importe de bien marquer les différences existant entre le domestique, l'ouvrier, l'artisan. Le premier est aux ordres du maître, il doit lui rendre tous les services que celui-ci lui demande; la limite aux exigences du maître ne se trouve que dans la faculté qu'a le domestique de mettre fin au contrat par un refus d'exécuter les ordres donnés.

L'ouvrier ne livre jamais tous ses services d'une façon indéterminée; il s'engage à faire une ou plusieurs catégories de services manuels, et en dehors des services prévus dans le contrat de travail, l'ouvrier ne relève en rien des ordres du maître ou du patron. Le louage de l'ouvrier a un objet précis qui manque généralement au louage des domestiques; nous disons généralement, car dans certaines maisons où il y a plusieurs serviteurs, chacun d'entre eux est engagé pour un service différent.

L'artisan travaille de ses mains comme l'ouvrier, mais à son propre compte, à ses risques et périls, tandis que l'autre travaille pour le compte d'un patron et moyennant salaire. L'artisan est donc un petit entrepreneur et combine ainsi le profit du patron avec le salaire de l'ouvrier. La grande *Encyclopédie* Larousse nous dit que l'artisan est celui qui exerce un art mécanique; les deux définitions ne se contrediront pas, car l'on peut dire que celui qui travaille de ses mains pour son propre compte exerce en général un métier mécanique.

Une définition légale du mot ouvrier est-elle utile? M. Cornil est pour la négative, car il craindrait une législation sur le contrat de louage spéciale à une certaine classe de citoyens, ~~ce~~ qui serait contraire à l'égalité des hommes devant la loi. Cet avis ne saurait valoir que théoriquement, car en pratique nous voyons au contraire soit les législateurs, soit les initiateurs de projets, soucieux d'écarter des effets de leurs articles certaines classes de travailleurs : domestiques, ouvriers agricoles, et de réserver toutes leurs sollicitudes pour les ouvriers industriels; ceux-ci en effet seuls ont vraiment souffert de cette lèpre appelée trucksysteme, ou système du troc, système de l'échange.

. ORIGINE DU TRUCKSYSTEME

C'est par cette périphrase anodine que les économistes désignent les abus du payement en nature,

tandis que les ouvriers rançonnés les flétrissent par le vocable plus caractéristique de « pluck me » ou « pillez-moi ».

Le truck consiste dans le payement du salaire en marchandises ; c'est là la forme primitive, mais en même temps que la loi cherche à le frapper, nouveau Protée, il change de nature pour vivre librement au grand soleil. Il semble qu'à l'origine le système ait été pratiqué dans une bonne intention. Sismondi en raconte ainsi la naissance en Angleterre : « Lorsque le mécanisme pour filer le coton eut été perfectionné en 1769 par Arkwright et que la puissance empruntée aux cours d'eau eut été rendue capable d'exécuter rapidement un des plus délicats entre les ouvrages humains, de grands capitaux furent immédiatement destinés à fonder ce qu'on appelle en Angleterre des « factoreries » cad, des manufactures sur la plus grande échelle, le long des cours d'eau du Derbyshire, Vellinghamire, Lancashire. C'était en quelque sorte la Suisse de l'Angleterre, un pays de montagnes, de rivières, de vallées, où l'agriculture était peu profitable, la population peu nombreuse, mais où des chutes d'eau abondantes offraient au mécanicien une force dont Arkwright avait enseigné à tirer un immense profit ». L'entrepreneur établissait un magasin là où il n'y avait rien. Il achetait une grande quantité de vivre un bon prix, et les revendait au détail mais au prix de gros à ses ouvriers. Il rendait un service évident à ceux-ci. Même s'il payait en livrant des produits de sa fabrique il pouvait être poussé par cette idée que la femme et les enfants,

par le colportage, pourraient tirer un bon bénéfice. Mais le caractère bienfaisant de l'institution disparut. Les villes se fondèrent et le truck devait disparaître en même temps, mais comme toutes les institutions qui survivent à l'état de chose qui furent leur raison d'être, il dévia ; l'individualisme et l'égoïsme de la race à qui appartient Adam Smith, amenèrent les patrons à faire servir à un but personnel et exclusif ce qui avait été créé dans un but de solidarité, et dans la lutte entre employeurs et employés le truck devint une arme d'autant plus puissante que les premiers tenaient les seconds courbés sous la barre de fer d'un esclavage nouveau : l'ouvrier rivé à l'usine par les dettes.

Ce que nous venons de dire pour l'Angleterre peut s'appliquer à tous les États : l'histoire du truck est la même partout.

DIFFÉRENTS ASPECTS DU TRUCK

M. Morisseaux cite cinq sortes de truck :

1° Le patron paye tout ou partie du salaire en marchandises en cotant celles-ci à un prix plus élevé ; l'obligation d'accepter le paiement fait partie du contrat de travail : c'est là la première forme du truck ; celle-ci n'a pas tardé à être interdite, et d'autres plus hypocrites, plus savantes, mais toutes aussi mauvaises, apparaissent ;

2° Le patron paye ou est censé payer en espèces,

mais il tient une boutique où les ouvriers sont tenus de s'approvisionner ;

3° La boutique est tenue par un parent ou une personne protégée et les ouvriers doivent y aller s'ils veulent avoir du travail ;

4° Le patron paye en espèces et ne fait aucune retenue, mais un contremaitre tient cabaret ou magasin et fait expulser l'ouvrier qui n'y vient pas ;

5° L'ouvrier est payé par un intermédiaire : chef de trait, chef de bande, courtier, entrepreneur ; il tient un cabaret, l'ouvrier doit y consommer.

On pourrait ajouter deux autres formes plus récentes :

6° Le patron paye ou en coupons de valeurs : l'ouvrier subit la perte de l'escompte et de l'impôt, ou en effets sur lui-même ou sur une maison, qu'il escompte à son profit ;

7° Le patron tient des économats où l'ouvrier trouve des choses nécessaires à son existence.

Il ne faut pas généraliser cette septième forme, car les abus du truck ne se montrent pas avec des patrons consciencieux. Nous étudierons du reste les économats à ce point de vue.

INCONVÉNIENTS DU TRUCK

Les inconvénients du trucksystème sont nombreux et l'on peut les ranger sous trois chefs principaux : au point de vue social, économique et psychologique.

Au point de vue social : l'ouvrier n'est plus libre de disposer ni de sa personne ni de son salaire. Le patron lui ouvrant un crédit illimité, lui faisant des avances en nature, l'endette à son profit. L'ouvrier ne peut dès lors quitter l'atelier sans se voir réclamer ce qu'il doit, il est donc attaché à sa machine, comme les anciens serfs à la glèbe. L'ouvrier ayant gagné son salaire, celui-ci étant le paiement du travail qu'il a fourni, doit en avoir la pleine propriété ; or, dans le trucksystème, il doit l'employer à tel ou tel achat déterminé, et pour continuer la comparaison de tout à l'heure il est comme le serf qui ne pouvait disposer de ses biens.

Du reste les patrons russes recourent ouvertement à ce système pour conserver leurs ouvriers. Nous verrons dans les pages consacrées à l'empire Moscovite que le moujik, ouvrier nomade, n'est retenu à l'usine que comme un prisonnier.

Les inconvénients économiques sont plus nombreux.

Cet emploi déterminé du salaire entraîne *une perte énorme du gain de l'ouvrier*, par la vente forcée des objets reçus. Le travailleur ne peut échanger contre les objets dont il a besoin ceux qu'on lui donne. L'argent est la marchandise tierce qui en pays civilisés sert aux échanges ; privé d'argent il ne peut rien acheter, il doit donc vendre et ce sera toujours à bas prix, d'autant plus que le patron, en général, donne de la mauvaise marchandise à des prix très élevés, car l'ouvrier n'est pas un client ordinaire ; le patron, avec son monopole de fait, peut, comme tout déten-

teur de monopole, hausser les prix et son client ne peut discuter ni le prix ni la qualité.

Ensuite le patron peut abaisser le salaire en dehors de toute convention. En fournissant des marchandises de qualité inférieure il diminuera le salaire réel en conservant le salaire nominal. L'ouvrier ne se doutera même pas du changement opéré dans les conditions du contrat.

L'ouvrier est *trompé sur la valeur du gain*. Il ne peut pas se rendre compte s'il est volé ou payé exactement, puisqu'il ne touche pas l'argent qui est une commune mesure, mais des marchandises qu'on lui donne pour un prix et qu'il revend pour un autre. « Spéculation malhonnête et reprise détournée du salaire », dit Levasseur. Le comte de Paris estime à 10 %, Morisseaux à 20 %, Maxime Leconte à 25 à 30 % et Levasseur à 40 %, la perte subie ainsi par le salaire.

Les inconvénients psychologiques ne sont pas moins graves. *L'imprévoyance de l'ouvrier grandit*, il vit au jour le jour puisqu'il ne connaît pas ses ressources. Comme tout crédit l'oblige, il prendra au magasin des choses dont il n'a pas besoin, qu'il gaspillera. L'épargne est absolument impossible pour lui, et si au point de vue privé ce fait est désastreux, il l'est encore plus au point de vue national, puisque l'épargne fait le capital d'une nation.

Les souffrances des femmes d'ouvriers augmentent. Un commissaire enquêteur anglais de 1870, le 27 novembre, s'était rendu auprès d'une boutique où l'on délivrait le salaire en nature. C'était la veille de la

paye. « A 1 heure 50 du matin je vis arriver une vieille femme et un petit garçon qui s'assirent sur les marches de la porte. Avant 2 heures, deux autres femmes arrivèrent. Je leur demandais ce qu'elles venaient faire à pareille heure : « Hélas, Monsieur. c'est la fin du mois, c'est pour la paye ; la boutique ne s'ouvre qu'à 6 heures, mais si nous ne venons pas maintenant nous ne serons pas servies avant le milieu du jour ». Quand la porte s'ouvrit, plus de soixante femmes et enfants attendaient, grelottants, assis sur des pierres dans la neige ; la nuit était encore noire, et les hauts-fourneaux allumés sur les hauteurs voisines éclairaient de lueurs de sang cette assemblée de misérables. »

L'orgueil, le sentiment de la personnalité de l'ouvrier sont souvent froissés sans qu'il puisse répondre et sans qu'il puisse faire autre chose que courber la tête. L'entrepreneur répond « jetez-les » à la jeune fille qui reçoit des cigares en payement. Et il rit en haussant les épaules, si l'ouvrier à qui il donne une canne de fantaisie pour tout salaire brise celle-ci de rage et de dépit.

Le premier résultat de ces froissements est d'amener la défiance, la rancune, la haine entre l'employeur et l'employé, alors que la bonne entente est nécessaire entre eux aussi bien pour l'un que pour l'autre.

Les intérêts matériels des travailleurs sont aussi lésés : ne pouvant choisir ni un fournisseur, ni acheter ce qu'il veut, il ne peut profiter des fluctuations du marché ni débattre le prix. Si les prix bais-

sent, le patron égoïste vendra tout aussi cher, mais s'ils montent, il s'empressera de majorer d'autant la valeur fictive de ses marchandises.

Nous venons de voir les formes anciennes du truck, formes résumées par M. Morisseaux dans son rapport à la Chambre belge. Nous avons dit que l'on pouvait étudier trois autres formes de truck : les paiements en papier, les cantines, les économats.

TRUCK MODERNE

Nous avons d'abord parlé *du paiement en coupons et effets de commerce*. Si les coupons ne sont pas échus l'ouvrier supporte la perte de l'escompte, et échus ou non il paye l'impôt. Bien plus, si l'usine est loin de toute banque, c'est le patron lui-même qui escompte le coupon, d'où bénéfice assez important pour lui.

Ailleurs on leur donne des effets de commerce. M. Brunaert, consul général à Chicago, rapporte qu'un ouvrier qui a travaillé en juillet n'est souvent payé qu'en août. Nombre de compagnies minières agissent ainsi. Si les ouvriers ont besoin d'acomptes, ils reçoivent des billets payables à deux ans ; ils les font escompter avec 25 % de perte, soit à la Compagnie, soit à des amis de la Compagnie, ou ils vont au magasin qui vend 50 % plus cher.

M. du Maroussem rapporte qu'un grand commissionnaire du faubourg Saint-Antoine, à Paris, agent de l'un des grands magasins de la rive droite, payait

en papier à trois mois les marchandises qu'on lui apportait. Sur les instances de la femme de l'ébéniste rappelant les échéances et la nécessité de subir l'escompte à 3 %, il consentait, avec une pitié attendrie, à reprendre ses propres billets pour les escompter à 2 %.

Les cantines aujourd'hui font souvent grand mal à l'ouvrier : l'origine de ces cantines est la même que celle du truck : des grands travaux publics se font dans des pays pauvres sans ressources, l'entrepreneur est obligé d'assurer l'existence de l'armée de travailleurs qu'il dirige ; une circonstance nouvelle exagère l'importance de son rôle : c'est qu'une bonne partie des salariés sont des ouvriers nomades le plus souvent étrangers ; ils n'ont pas de crédit, ont une réputation détestable. On a recours alors à trois combinaisons, puisqu'il est interdit de payer en marchandises :

1° L'entrepreneur fait installer des cantines où les ouvriers trouvent le logement et la nourriture. Les cantiniers opèrent à leur compte, mais l'entrepreneur leur garantit une somme fixe, 2 francs en moyenne par homme et par jour. Cette somme est payée chaque mois par une retenue sur le salaire ; l'entrepreneur prélève lui-même 3 % sur cette somme comme compensation des pertes nombreuses dont il court la chance. Ce système est employé dans les pays sans ressources.

2° Si le pays a des ressources suffisantes, l'entrepreneur ne fournit que les matières premières. Il achète en gros et revend en détail, ne prélevant qu'un

bénéfice minime destiné à l'indemniser de ses frais généraux. L'avantage est de soustraire l'ouvrier aux exigences du commerce.

3° Les tâcherons fournissent les ouvriers travaillant avec ou pour eux. Ils achètent en gros et revendent au prix de facture ; la remise qu'ils obtiennent du marchand suffit à rémunérer la personne qui s'occupe du détail, en général c'est la femme du tâcheron.

Telle est l'organisation de ces cantines. Il est certain qu'à première vue rien dans tout cela n'est contre l'ouvrier. Tel est l'avis de nombreuses sommités. Ainsi nous trouvons dans *Les Ouvriers européens*, XXXIV, que les entrepreneurs obligés de se faire fournisseurs n'abusent pas de cette position pour réaliser aux dépens de leurs ouvriers des bénéfices illicites. Le général Cosseron de Villenoisy écrit au directeur de la Commission du travail à propos d'une décision prise interdisant le paiement du salaire autrement qu'en monnaie courante : il trouve que l'on a oublié les ouvriers des travaux publics ou des chantiers temporaires pour ne penser qu'aux ouvriers des usines et manufactures. Les premiers, sans crédit et travaillant dans des pays sans ressources, doivent être nourris par les entrepreneurs. L'usage est de distribuer, dit-il, chaque jour des jetons de présence aux ouvriers : ceux-ci les donnent en paiement de leur nourriture, qui est déduite à la fin du mois. Il raconte que dans les travaux de défense qu'il fit faire dans le Sud-Est, ses officiers donnaient des jetons qui passaient aux mains des cantiniers et des logeurs

pour leur être payés à la fin de la quinzaine. Tout le monde était content à tel point qu'il fallut prendre des mesures pour empêcher la désertion des autres chantiers dirigés par des entrepreneurs.

Ceci n'est pourtant pas l'avis général. Ainsi le Conseil municipal de Paris a pris en 1896 un arrêté interdisant à l'Administration d'autoriser l'ouverture des cantines. Elle a raison, car le mal, s'il ne se fait pas toujours, ce qui est vrai, peut se faire, ce qui est non moins vrai. Le premier et le plus grave inconvénient, c'est que si l'ouvrier ne se nourrit pas à la cantine, il sera expulsé à la première faute, ou même sous un prétexte quelconque. Le salaire est ensuite dépensé dans la cantine : les neuf dixièmes, assure M. Bassinet, conseiller municipal, car le mauvais consommateur devient un mauvais ouvrier, et le renvoi n'est pas loin ; et pour que la moindre parcelle du salaire ne puisse s'échapper, la pension et le logement sont au cabaret même. L'usage de payer en jetons est déplorable ; l'ouvrier pour avoir de l'argent vend ses jetons à perte, ou, s'il veut consommer, va chez des commerçants acceptant les jetons pour une somme minime. Ainsi des personnes dignes de foi nous ont assuré avoir vu ce fait se produire sur les chantiers d'une grande entreprise de notre région.

ÉCONOMATS

On pourrait nous reprocher, en étudiant séparément les économats, d'étudier à nouveau une question

qui semblait épuisée par nos recherches sur le truck. Il est certain que les deux questions nous offrent de nombreux points de ressemblance : les inconvénients des deux systèmes sont les mêmes, et tous deux concourent à un payement en fournitures délivrées à crédit.

Mais d'autre part nous avons pensé que puisque le législateur met entre eux des différences assez essentielles pour interdire l'un et réglementer l'autre, il serait utile de les séparer aussi dans notre étude.

Les économats sont des magasins patronaux où l'ouvrier trouve les choses nécessaires à son existence de chaque jour : denrées, habillements ou même repas complets. Ils sont en général établis loin des grands centres, là où l'approvisionnement pourrait être difficile, parfois aussi ils se créent dans le voisinage d'une grande ville. Mais le résultat est le même, dans les deux cas ils augmentent le salaire réel de l'ouvrier, en lui procurant des fournitures à bon marché et en nombre suffisant.

D'autre part ils assurent l'existence de la famille même contre le père de famille. Celui-ci peut être impunément débauché, car les fournitures délivrées contre les bons ou inscrites sur un livret réglé à chaque paye permettent à la mère d'entretenir son ménage sans craindre de voir le salaire dissipé entièrement, ce qui n'est pas rare, s'il est reçu intégralement par le mari.

Bien mieux, le truck est employé comme système de moralisation dans l'Afrique du Sud. M. Rouliot, président du meeting de fin d'année de la Chambre

des mines de Rand, nous donne des détails intéressants sur cette question.

Constatons en passant que M. Rouliot est Français ; on nous accuse si souvent d'être attachés aux fonctions bureaucratiques que cet exemple de vitalité extérieure est bon à noter.

De l'*Express de Lyon*, du samedi 11 mars 1899, nous détachons le passage suivant : « Tout le monde connaît les ravages de l'alcool dans le monde des travailleurs nègres. Le plus grand nombre se grisent régulièrement chaque semaine après la paye. D'où incapacité de travail, querelles, rixes, meurtres et vols, se renouvelant incessamment, et finalement intoxication et abrutissement des pauvres noirs.

« Tout le monde reconnaît le mal, et on ne peut malheureusement s'entendre pour le remède à y apporter.

« Pour les Compagnies minières, le remède serait dans le « Compound system » c'est-à-dire la claustration des noirs dans leur compound (enclos attenant à la mine où vivent les noirs), comme à Kimberley, dans les mines de diamant, sous la surveillance absolue des managers, lesquels deviendraient par le fait les fournisseurs exclusifs de toutes choses à leur personnel indigène.

« Le gouvernement ne se soucie pas du tout de ce système, comportant l'omnipotence des Compagnies minières, déjà plus puissantes qu'il ne le voudrait. Quant aux commerçants libres, ils protestent de toutes leurs forces contre l'accaparement qui résulterait de ce chef, en faveur des Compagnies, de la

clientèle des 100,000 travailleurs noirs du Witwatersrand.

« Ne pouvant arriver à une solution qui satisfasse tous les intéressés, on laisse aller les choses, et le fléau de l'alcoolisme continue ses ravages. Quant à l'opinion des noirs sur la question, inutile de dire que cela ne pèse pas dans la balance. »

Cette considération que l'économat est utile généralement, alors que le truck est toujours spoliateur, entraîne le législateur à la réglementation de l'un et à l'interdiction de l'autre. Mais ce ne fut pas sans peine, car les socialistes volontairement aveuglés ne voient pas ses avantages, et réclament sans cesse la suppression obligatoire de ces institutions en se bassant sur les raisons que nous allons voir.

L'employeur, disent-ils, prend la philanthropie pour prétexte alors qu'il n'est guidé que par l'intérêt, qu'il ne cherche qu'à faire le plus de profit possible. Ceci est vrai quelquefois, le rapporteur de la loi sur les sociétés coopératives, le 7 mai 1894, le reconnaît lui-même. « Il y a beaucoup d'industriels dans l'Est, notamment dans la Meurthe-et-Moselle, qui se font de 30,000 à 40,000 francs de rentes en vendant du mauvais lard à leurs ouvriers; entre autres une aciérie dont l'économat fait de 40,000 à 45,000 francs de bénéfices par an. » C'est le truck dissimulé, conclut M. Doumer à la même séance.

Ces institutions volontairement déviées de leur but par le patron sont heureusement rares, et nous ne saurions accepter l'allégation des socialistes repoussant dans la même réprobation et la même horreur tous les magasins patronaux.

Mais nous sommes forcés de constater que même l'économat créé pour accroître le bien-être des ouvriers présente des inconvénients bien graves.

IL LIE L'OUVRIER A L'USINE. — En apparence il est bien libre de se fournir où il lui plaît : personne ne l'empêche de s'adresser à un commerçant quelconque, mais il est impossible que cet ouvrier affectant l'indépendance ne soit pas mal vu du patron et du contremaître. Une peccadille, il est chassé, alors qu'un bon client de l'économat serait gardé. S'il part on lui retient les sommes dues et le reliquat est peut-être insuffisant pour lui permettre de se déplacer, pour chercher du travail. Que lui restera-t-il ? la mendicité. Si une grève éclate, l'économat ferme ses portes. A la discussion de 1894, M. Basly raconte qu'occupé à la Compagnie d'Anzin en 1879, il était aussi actionnaire d'une société coopérative, en réalité économat patronal dirigé par les directeurs des mines, « Une grève éclate, dit-il ; le lendemain j'allais demander du pain et quoique ne devant rien à la Société il me fut refusé ». Que faire dans ce cas pour l'ouvrier, car il lui sera difficile de trouver du crédit chez les commerçants. Cette entrave à l'exercice du droit de grève est peut-être pour beaucoup dans la haine des chefs socialistes.

L'OUVRIER TOUCHE PEU D'ARGENT. — La fameuse grève de Decazeville n'eut pas d'autre cause : les travailleurs ne recevaient que 8 à 10 francs par paye et nous savons jusqu'où l'exaspération les mena. Il est alors excité à acheter à l'économat pour revendre avec perte. M. Lamendin affirme avoir vu des ou-

vriers, pour se procurer du tabac, vendre 0 fr. 30 ou 0 fr. 40 du pain qu'ils avaient payé 0 fr. 80 ou 0 fr. 90 à l'économat (Conseil supérieur du travail). M. Metzner, au Reichstag, déclare que certains ouvriers ne touchent rien, d'autres 3 à 5 pfennig (4 à 5 centimes) à chaque paye.

Le remède existe bien : il suffit de fixer un maximum d'achat ; la Compagnie d'Orléans s'arrête à deux cinquièmes, celle de l'Ouest au tiers du traitement. Mais ce n'est qu'un mythe ; ce remède est neutralisé par l'action de l'ouvrier gêné par cette limitation et par la négligence des contremaîtres chargés d'en assurer l'exécution.

L'ÉCONOMAT PERMET DE DIMINUER LE SALAIRE. — C'est l'avis de M. Basly : « A l'heure qu'il est, dit-il à la séance du 5 mai 1894, les économats ne servent qu'à faire connaître aux Compagnies les dépenses des ouvriers pour permettre d'y proportionner leur salaire ».

M. Jules Guesde, à la séance du 7, assure qu'il est un instrument de servitude car il supprime la liberté ouvrière et un instrument de famine car il permet un contrôle sur la consommation ouvrière.

Nous ne nous arrêterons pas à réfuter cette idée : elle n'est qu'une variante de la vieille loi d'airain, elle-même déjà classée parmi les vieux accessoires du socialisme.

Si l'ouvrier est atteint dans sa vie sociale, dans son existence journalière, il peut l'être aussi dans son MORAL. On ne lui fait pas crédit suffisamment, on arrête ainsi son désir de jouissance immédiate; puisque

le patron veut se faire son fournisseur, qu'il ne lui refuse rien, pourquoi le limite-t-il dans ses besoins ? pour le tracasser, pour le rationner. Et les bénéfices faits par l'employeur, quels sont-ils ? ils grossissent démesurément et deviennent le produit du vol, de l'exploitation. Autant de sujets de haine, de méfiance envers le supérieur, alors que tout devrait concourir à l'apaisement, au rapprochement des deux classes.

Il y a des inconvénients économiques plus généraux dont souffriront d'autres classes que la classe ouvrière ; d'abord c'est le PETIT COMMERCE QUI EST RUINÉ : ses clients s'en vont courir à l'économat, puisque celui-ci vend moins cher et jouit d'une contrainte morale sur le travailleur. Aussi voyons-nous les commerçants haïr le magasin patronal, exciter contre lui les ouvriers, poursuivre âprement ceux qui en changeant de fournisseurs peuvent leur devoir encore.

Il est certain qu'il y a de la cruauté à laisser les grands détruire les petits ; il y a de l'injustice à voir la ville lésée par l'usine, lorsque la première, par des sacrifices financiers : entretien des routes, agrandissement des écoles, travaux d'hygiène, a droit à la reconnaissance de la seconde. Et puis le petit commerce est encore un moyen pour l'ouvrier de briser la chaîne du salariat. La femme s'occupe de quelques petites ventes ; si elle est adroite elle fait prospérer le commerce jusqu'à avoir besoin du concours de son mari, et celui-ci enfin quitte l'usine pour vendre derrière son comptoir.

UNE ENTRAVE SÉRIEUSE A L'ÉPARGNE est ainsi posée

par l'économat ; par cela seul qu'il vend au prix de revient, il laisse submerger par le courant de la consommation et de la dépense quotidienne les économies réalisées sur le prix de vente et sans même en laisser de traces dans le ménage. L'ouvrier, encouragé par le bas prix des denrées, consommera plus et ne songera pas un instant à économiser.

Et encore que la vente ait lieu au prix de revient ou au prix du commerce, du moment qu'elle est faite à crédit, l'ouvrier n'ayant pas à payer comptant achètera, outre le nécessaire, le superflu ; car c'est un effet bien connu du crédit que de pousser à la consommation. Dès lors, le jour de la paye, l'ouvrier verra son gain dépassé par ses dépenses ; dès lors impossible d'épargner. Et pourtant outre l'intérêt personnel de l'ouvrier à économiser et créer ainsi du capital, il est certain qu'il y a un intérêt social à voir la classe ouvrière augmenter ainsi la richesse nationale.

Si nous voulons conclure, le Congrès des chemins de fer, tenu à Milan en 1887, nous fournit la solution de la question, dans son ordre du jour : « Le Congrès admet que lorsque pour une raison quelconque l'initiative individuelle ne peut avoir cours, les économats et institutions patronales sont à recommander, à la condition pourtant qu'ils ne soient jamais obligatoires et que toutes les mesures à adopter tendent à dégager et à développer les administrations d'une tutelle qui n'est pas sans danger et à développer les sociétés coopératives dégagées de toute ingérence directe, *desideratum* auquel doivent tendre nos efforts incessants. »

Eh bien, ce *desideratum* est aujourd'hui atteint : les inconvénients signalés ont rendu les économats suspects ; on n'en crée plus et ceux qui furent créés tendent à se transformer en sociétés coopératives. La vente au prix de revient amena en France tous les commerçants contre les magasins patronaux ; ils durent fermer ou vendre au prix du commerce. Mais alors une grosse question se pose : à qui iront les bénéfices ? Au patron, les ouvriers ne l'admettaient pas ; les donner à une œuvre de bienfaisance ? soit, mais alors les employés voulaient vérifier les livres, ce que les patrons refusèrent. De là surgissent les grèves qui toutes se terminent par la fermeture de l'économat. C'est ce qui se passa au Creuzot, à Bes-sèges, etc., où la prétention des ouvriers d'examiner le chiffre exact des bénéfices amena la fermeture d'économats florissants.

Il ne faudrait pas croire pourtant que les ouvriers éprouvèrent toujours la même haine pour l'influence patronale. Nous en voyons qui prièrent leur patron de se charger de la gestion de leur magasin : c'est ce qui arriva à l'usine Menier ; à Noisel.

Mais l'économat n'est pas condamné, dit M. Cheys-son dans son rapport : ceux des chemins de fer le montrent ; l'Ouest a 6,500 clients sur 36,000 agents. Elle ne fait pas de bénéfices et le montant des livrai-sons est limité au tiers du traitement. Le Nord four-nit le combustible et l'épicerie à 16,700 clients. Dans la Compagnie d'Orléans on a remarqué que le déve-loppement de l'économat correspondait avec la dimi-nution du nombre de traitements saisis ; il y avait

donc un bien-être réel, et pourtant la Compagnie soutint en 1884 un procès contre les marchands de vin d'Ivry ; elle gagna en 1^{re} instance et en appel. En 1886 M. Stude, député de la Seine, porta la question à la Chambre, mais la pétition des commerçants fut écartée par un rapport de M. Déjardin-Verkinder.

Mais, dit M. Léon Say dans son rapport à l'Exposition de 1889, « les économats ne forment qu'une « étape où l'on s'arrête avant la forme définitive à « laquelle il faut tendre et qui paraît devoir être la « société coopérative de consommation ».

Et en effet, nous voyons l'action patronale se continuer et présider à cette transformation ; et elle-même se transforme, comme le fait remarquer M. Cheysson. Trois patronages se succèdent : le militaire qui tient avant tout à son autorité ; le patriarcal qui au principe d'autorité ajoute la bienveillance ; le libéral qui émancipe l'ouvrier ; ce dernier s'impose actuellement. Les deux premiers, après avoir fleuri longtemps, se sont étiolés et meurent. L'ouvrier ne veut plus de tutelle, il repousse la charité. L'assistance-aumône lui répugne ; la mutualité-indépendance lui sourit. Aussi la plupart des exploitants ont-ils laissé aux travailleurs une certaine part dans les charges et l'administration des institutions, quoique souvent ces délégués devinssent des meneurs. Cette part est toujours allée en grandissant, rongéant celle du patron jusqu'à ce quelle disparaisse. Beaucoup d'économats sont en France en voie de transformation, l'administration y est partagée entre les ouvriers et les patrons : c'est le cas de la Compagnie

d'Orléans où la direction est aux mains de l'ouvrier et où les achats sont faits par la Compagnie.

En 1858, à Hérimoncourt, les ouvriers de l'usine de Terre-Blanche demandèrent la formation d'une société pour l'achat en gros des denrées. Plusieurs chefs d'industrie acceptèrent et fournirent un fonds de roulement. Trois d'entre eux forment un Comité achetant et vérifiant les denrées, chaque chef d'industrie fait connaître périodiquement à trois chefs d'atelier et trois ouvriers délégués le résultat des opérations. A Sain-Bel, l'administration fit les premiers frais d'une société coopérative et les achats sont faits pour le compte de la Compagnie. La viande s'y vend 0 fr. 65 la livre, le pain 10 %, l'épicerie et le vin 25 % moins cher que dans le commerce.

La Compagnie de l'Ouest assimile aujourd'hui ses économats à une société coopérative, administrée par une Commission spéciale, vivant par elle-même, sans aucun secours extérieur. L'État, dans ses grandes gares, a laissé se créer des sociétés de ce genre.

Constatons les résultats de cette évolution. La société coopérative laisse toute liberté à l'ouvrier ; gérée par lui, elle alimente son activité ; elle nécessite l'achat au comptant. Les bonis en fin d'exercice sont une dotation à la prévoyance, car elle vend au prix courant, ce qui assure encore l'apaisement des commerçants. Pour ceux-ci le meilleur moyen est d'adopter le vœu du Congrès de Liège de 1887 : on recommande un mode de coopération fondée sur l'entente avec les négociants de la localité. Ceux-ci, devenus auxiliaires, calment leur haine et apportent le

fruit de leur expérience. Quant au patron, qu'il s'ingère le moins possible, qu'il se contente de donner une subvention, fournir le local, le chauffage, l'éclairage ; que surtout il n'achète pas lui-même les denrées ou fournitures, et ne retienne pas les avances sur la paye.

En étudiant chaque nation nous verrons que l'Europe peut être divisée en trois groupes adoptant chacun un système différent vis-à-vis de l'économat.

— Les pays qui ne possèdent pas encore de loi sur le salaire ont laissé toute la liberté aux économats, ce sont : les Pays-Bas, l'Italie, l'Espagne, la Suède, la Norvège, la Suisse, sauf quelques cantons pourtant.

Le second groupe renferme les nations où le paiement en nature a été le plus répandu, où le truck a été pourchassé jusque dans les économats. Le système de la vente à crédit y fonctionne, mais avec une réglementation étroite dirigée contre le fameux système. Nous y trouvons l'Allemagne, l'Autriche, la Russie, la Belgique.

L'Angleterre, la Hongrie, la France forment le troisième groupe ; on y permet l'économat, mais le paiement par compensation est interdit, et la vente au comptant obligatoire. Les deux premières n'accordent même dans leur extrême sévérité aucune action en paiement au patron. En France la législation est plus douce, car si la compensation ne se fait pas, une action en justice est pourtant accordée contre l'ouvrier débiteur.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE DU SALAIRE EN NATURE DANS LES ÉTATS EUROPÉENS

ET AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

CHAPITRE PREMIER

États possédant une législation.

I. — GRANDE-BRETAGNE.

§ 1. *Ouvriers industriels.*

Dans notre première partie nous avons dit comment le truck s'est développé en Angleterre, c'est-à-dire avec la création d'usines dans des régions désertes ; c'est de cette époque que date la croissance si rapide du trucksysteme. Nous ne l'étudierons pas aux époques antérieures à la loi de 1831 ; toute liberté était alors accordée aux patrons ; l'oppression se pratiquait avec une superbe simplicité. Nous rechercherons comment après cette loi les magasins patronaux furent employés pour tourner la loi. A ce sujet nous

consulterons les rapports faits par la Commission chargée, en 1870, de rechercher les effets produits par cette loi et les contraventions commises contre elle.

Le premier rapport sur l'Ecosse et le pays de Galles parut en 1871, un second sur la pêche dans les îles Schetlands en 1882, un troisième sur l'Ecosse en 1887 fait par M. Raidgrave.

On estime à 500,000 personnes le nombre de malheureux pris encore dans l'engrenage fatal du trucksysteme, ce sont les magasins patronaux qui fonctionnent et leurs bénéfices sont importants relativement aux autres revenus de l'usine. Le patron achète à crédit des marchandises en grande quantité, et à des prix avantageux, et il ne faut pas de capital pour cette opération, puisque le salaire de l'ouvrier repris avant l'échéance des traites sert au paiement. *Le crédit suffit.* Bien plus, le magasin a une *clientèle forcément solvable*, puisque l'ouvrier laisse d'une main ce qu'il prend de l'autre. *Le prix peut encore être fixé à la convenance* de cet étrange vendeur, indépendamment du cours normal. Sir John Kaissier donne une explication caractéristique : « Pendant la morte-saison c'est le magasin qui fait vivre l'usine ; nous avons des exemples où la fabrique fut obligée de fermer après la suppression du magasin. » Il croit que pour quelque usine que ce soit, grosse ou petite, le magasin est d'un énorme secours, que dans l'imminence d'une faillite, celui-ci est encore utile, car c'est argent comptant ; que c'est un placement avantageux pour les capitaux. M. Dale, direc-

teur des forges de Causett, occupe 4,000 ouvriers, il fait le raisonnement suivant : Si un fabricant jouit d'un bon crédit il n'a pas besoin de capital pour fonder son économet. On peut admettre qu'avec un salaire hebdomadaire de 26 schill., 16 au moins rentrent au magasin. Le profit du fabricant est d'au moins 3 schill, sur pareille somme, c'est-à-dire 12,5 % sur la totalité du salaire. Le prix de revient des produits de ce fabricant est donc de 10 % au moins au-dessous de celui de son concurrent qui n'emploie pas ce système. J. Pattison va plus loin, il estime que ce profit est de 15 %, et il connaît des usines de cinq à six cents ouvriers qui fermentaient faute d'argent si elles n'employaient le truck. Ceci fut contesté par les intéressés, mais les chiffres prouvent le bien fondé de ces remarques. Parmi les exemples apportés choisissons les suivants :

Mines de charbon d'Ayr. — Du 18 mars au 30 juin 1870 :

Chiffre de vente	9,490 livres
Bénéfice	790 —
Profit	8 %

Forges de Monkland. — Elles occupent 3,000 ouvriers, possèdent 10 usines dans le comté de Lanarkshire, 6 ont des magasins :

Vente brute	22,850 livres
Bénéfice	2,062 —
Profit de	9,03 %

Mines de charbon Wood, à Witchill, dans le Dalhousie. — Du 31 mai 1861 au 27 novembre 1866 :

Vente	29,781 livres
Bénéfice	3,397 —
Profit	11,41 %.

Pour faire fonctionner cet économat il suffisait de 24 à 46 livres de capital, le caissier Hood avait un énorme crédit, ce qui permettait d'acheter très avantageusement et à long terme.

Usines de Summerlie, de Wilson et C^{ie}. — Elles emploient 20,000 ouvriers et ont 6 magasins. En 1869 elles payèrent 79,804 livres de salaires ; il rentra 22,950 livres à l'économat, ce qui fait un bénéfice de 13,24 %. Mais M. Wilson fait remarquer que dans ce chiffre n'est pas compris l'intérêt du capital ni les frais généraux du magasin. Ce compte n'existe probablement que dans son imagination.

Le truck renferme encore les retenues sur le salaire pour les écoles, les outils, le matériel, les matières premières ; les rapports en fournissent des exemples probants.

La Compagnie de Monkland, de 1869 à 1870, a déduit 717 livres sur le salaire, pour les frais d'école s'élevant à 588 livres. Le surplus sert soi-disant aux réparations.

Dans les mines, pour l'effilage des pics on déduit 3 pences par homme et par semaine. Dans une mine de 185 ouvriers, l'entrepreneur fait un bénéfice de 2 livres 10 pences par semaine, soit 106 livres par an. Si l'ouvrier veut employer un autre aiguiser, il supporte une perte beaucoup plus forte, car il paye quand même les 3 pences. C'est pourtant contraire à

la loi, car la somme retenue dépasse la valeur du service rendu.

Mines de fer ou de charbon. — C'est dans le sud du pays de Galles et dans l'Écosse que nous rencontrons le truck ; le long terme pour le paiement du salaire et le défaut d'organisation des ouvriers en facilitent l'éclosion.

Dans le pays de Galles le paiement se fait toutes les quatre ou huit semaines et quelquefois plus tard encore. La Compagnie d'Ebbu occupe 12,500 personnes et les règle toutes les quatre ou cinq semaines. La Compagnie de Rhymmey toutes les 7, 9, 12 semaines. Les ouvriers n'osent rien dire, et vont d'eux-mêmes au magasin ; ils ne sont pas syndiqués. Et sans l'économat ces compagnies ne pourraient vivre. Entre chaque jour de paye l'ouvrier reçoit régulièrement des avances : pain, épicerie, etc... C'est en général tous les 15 jours. Dans certaines mines il doit dépenser une partie de la paye ou des avances dans l'économat. La règle est cependant que l'ouvrier est libre ; ceux qui ont des économies qui leur permettent de vivre d'un jour de paye à un autre sont soustraits au truck, parce que l'obligation de se fournir au magasin n'existe que pour le jour de paye, dans le pays de Galles.

Mais ceux que les avances régulières ne contentent pas et qui en demandent une autre, forment la clientèle du magasin et tombent sous le coup de l'odieux système. Ce sont les ivrognes, les étourdis, mais les malades, les infirmes augmentent leurs rangs.

L'ouvrier reçoit l'avance avec l'obligation tacite de la dépenser à l'économat : on ne lui accorde que la libre disposition de 2 ou 3 schillings par semaine. Cette avance se déduit le jour de la paye, et l'abus est voilé par ce fait que l'employé touche de l'argent ; autrefois il éclatait au plein jour par le paiement direct en nature. L'ouvrier qui se révolterait contre cette convention tacite serait appelé dissipateur et vite renvoyé. Le principe fondamental de la boutique ressort facilement.

Dans les grandes usines les ouvriers sont libres d'acheter ou de ne pas acheter ; seulement il est certain que l'ouvrier client du patron est mieux vu que l'indépendant.

Dans les mines nous trouvons deux sortes de magasins : ceux tenus directement par l'entrepreneur et ceux loués par un fermier. Dans les deux les avances sont faites sur le même principe, soit par la Compagnie pour le magasin, soit par le fermier à ses risques et périls. Le rapport constate que la qualité de ces marchandises est irréprochable, mais qu'il y a des réserves à faire pour les prix ; les plaintes sont générales et bien fondées. Le capitaine Hagerworths dit : « Un magasin honnête est un bonheur pour l'ouvrier qui y achète de la bonne marchandise à des prix modérés ; mais il n'a de garantie qu'avec un homme d'honneur, et l'honneur est le propre du soldat bien plus que du commerçant ».

Pour les effets du truck, ceux que le rapport signale sont les mêmes que ceux que nous avons énoncés plus haut : le manque d'argent fait que l'ou-

vrier achète au magasin pour revendre à perte. Les bons sont escomptés comme des effets de commerce. Les cabaretiers acceptent d'être payés avec du tabac, mais avec 20 à 25 % de perte. Les loyers sont payés en marchandises. Dans quelques districts de la Galles du Sud, le paquet de tabac est une monnaie courante ; il est acheté par l'ouvrier, échangé au cabaret et retourne au magasin.

Voici le système employé pour endetter l'employé : le teneur de livres de l'usine a soin que pendant le mois les marchandises livrées ne dépassent pas le salaire. Mais au commencement ou à la fin du mois, le crédit grandit et dépasse le salaire, et le malheureux est attaché pour le mois suivant.

L'est de l'Écosse s'est débarrassé de ce fléau ; à l'ouest le Lanarkshire y est encore en proie, de même que le Ayrshire. Les magasins fonctionnent de la même manière, mais un nouveau système est pratiqué : les avances subissent un escompte de 6 pences à 1 schilling par livre, quelle que soit la date, et à la condition que la plus grande partie de la somme soit dépensée au magasin. Le but était d'empêcher la dissipation et l'imprévoyance.

En Écosse, les paiements sont à intervalles plus courts que dans le pays de Galles, mais le truck y est tout aussi bien entretenu, puisque toute avance, tout paiement régulier est fait avec l'obligation d'aller à l'économat.

On a les preuves d'une pression directe et puissante. Les surveillants, les contremaîtres sont lancés pour assurer la clientèle de l'ouvrier. Des « listes

noires » contiennent les noms des indépendants ; on a constaté des menaces de renvoi, et des renvois nombreux. S'il y a arrêt de travail et que le personnel doive être diminué, les clients des magasins sont renvoyés les derniers.

M. Raidgrave, dans son rapport de 1887, assure n'avoir, en Ecosse, trouvé qu'une usine forçant la volonté de ses ouvriers. Il y en a bien d'autres qui ont des magasins ou des cabarets, propriétés de l'industriel, mais celui-ci attend l'ouvrier et le laisse libre. Il est à craindre que cette attente ne soit qu'une pression déguisée et M. Raidgrave a pu être abusé car il n'avait pas à sa disposition l'autorité dont étaient armés les commissaires de 1870. Il faut cependant reconnaître qu'il y eut une amélioration de 1870 à 1887, et que les économats se transformèrent. Mais l'escompte du salaire est vivace : M. Raidgrave remarque qu'il a été inauguré par les industriels après la suppression du paiement direct en nature pour se dédommager de la perte causée par la loi. L'escompte variait de 6 pences à 1 sch. 8 pences par livre : la moyenne est de 1 schilling par livre, ce qui fait 1 fr. 25 pour 25 francs. Les entrepreneurs donnaient comme prétexte que le salaire n'était échu qu'au jour de la paye, et les scheriffs admettaient cette manière de voir ; il fallut la loi de 1887 pour détruire cette jurisprudence.

Angleterre. — Les magasins n'y existent pour ainsi dire plus, sauf dans le comté de Gloucester ; l'on rencontre aussi des cas isolés. (Cf. rapport de

1871, p. 91 à 94.) Les caractères en sont ici les mêmes que dans les Galles du Sud et l'Écosse. Mais en revanche le « hocker truck » ou système des bosses est relativement florissant. Il est le propre des petits propriétaires de mines, des petits entrepreneurs, des « butties », ces derniers sont des tâcherons qui occupent de 30 à 50 ouvriers et les payent eux-mêmes après avoir touché le salaire chez le directeur. Si ce système est pratiqué surtout dans le comté de Gloucester il ne lui est pas spécial : il appartient plutôt à tous les districts miniers soit de charbon soit de fer.

Un petit magasin ou un cabaret est le fond du système : le butty y fait prospérer son argent ; ses ouvriers doivent acheter ou boire chez lui. (Cf. rapport de 1871, p. 25.) Dans les mines de charbon de Lightmore la paye a lieu tout les mois et l'on fait des avances tous les quinze jours. La plupart des ouvriers y travaillent sous la direction d'un butty ; un d'entre eux qui commandait à trente mineurs et qui avait un magasin a déposé que les salaires étaient payés dans son magasin et qu'alors on balançait le compte de l'ouvrier. Il retire d'une main ce qu'il donne de l'autre.

Fabrication des clous. — Les comtés de Warnek, Worcester, Strafford, sont les centres principaux de cette fabrication : dans un rayon de 15 à 20 milles autour de Dudlay 25,000 ouvriers travaillent et 14,000 sont soumis au truck. Leur condition est misérable : un homme travaillant quatorze heures par jour

gagne en moyenne 10 schillings par semaine; si sa femme et ses enfants lui aident il peut arriver à 12. Le truck, la majoration des prix dans les magasins, l'infériorité du salaire en sont la cause, disent les commissaires.

La manière de tourner la loi est simple. Le « fogger » ou intermédiaire tient un magasin soit en son nom soit en celui de sa femme ou d'un de ses enfants. Quand le cloutier a une certaine quantité de clous de prêts, il les porte au bureau, on les pèse, on lui donne un bon qu'il présente au magasin et on lui déduit de son salaire, le jour de paye, le montant de ses achats de la semaine. Ailleurs l'ouvrier touche un salaire intégralement mais il doit aussitôt aller solder son compte à la boutique. Ailleurs on paye dans la boutique même. Les malheureux cloutiers connaissent leur sort, ils n'espèrent rien et sont résignés, ils savent que le magasin doit leur reprendre leur salaire : « Nous savons, dit l'un d'eux, que nous sommes enchainés et dans la morte-saison nous sommes expulsés si nous ne sommes les clients de la boutique ».

Les profits de ce système sont si grands que les contremaîtres, les employés de fabricants estimables, ouvrent des magasins et comme ce sont eux qui embauchent les ouvriers il faut être bien avec eux en étant un excellent client. Souvent le fogger lui-même exploite un fonds de ce genre, et le lundi quand les ouvriers vont chercher le métal on les fait attendre jusqu'au soir pour les faire consommer. Ajoutez à cela que la matière première est de qualité inférieure

et comptée à un prix très élevé, et les cloutiers n'osent pas se plaindre.

Dans cette industrie le mal est ancien, et même en 1820 il était si violent que les fabricants payant honnêtement le salaire se liguèrent; en 1830 il y avait une association de patrons et d'ouvriers pour lutter contre le truck; pendant les quarante années suivantes ces efforts augmentèrent mais restèrent impuissants. La loi de 1831 est restée lettre morte, un témoin dit: « Cette loi n'a jamais été observée, car on ne pouvait forcer personne à dénoncer quelqu'un ». Et c'est pourtant là que le truck a pris sa forme la plus cruelle; l'ouvrier travaille chez lui avec sa famille pour le fogger ou le butty.

Fabrication des bas. — En 1870, 30,000 personnes y sont employées. Deux catégories d'industrie s'y rencontrent: d'abord la grande fabrication établie dans les villes et employant des machines, et la petite travaillant à la main. Celle-ci est aux mains d'intermédiaires: il leur faut peu de capitaux et ils en ont peu. Les grands fabricants leur confient des métiers qu'ils distribuent à leurs ouvriers: c'est là où se font les meilleurs bas actuellement. Mais le trucksysteme y règne en maître, grâce à la situation malheureuse des ouvriers; ils sont placés dans une dépendance étroite vis-à-vis de l'intermédiaire, car celui-ci, dans les districts éloignés, acquiert une influence énorme et l'ouvrier, pour avoir du travail dans la morte-saison, doit se fournir à son magasin. Le procédé est le même que pour les cloutiers, sauf que la vente de la ma-

tière première n'existe pas, mais elle est remplacée avantageusement par la location du métier. De plus la maison de l'ouvrier et l'atelier adjacent sont la propriété de l'intermédiaire et quelquefois il occupe jusqu'à 100 personnes. Il fixe lui-même les prix ; il exploite un cabaret et y fait la paye ; pour la distribution de la matière première il fait attendre jusqu'à ce qu'il trouve que ses victimes ont assez bu.

La loi de 1884 sur le tissage des bas interdit les retenues sur le salaire, mais il faut signaler un fait qui mérite d'être comparé avec ce qui se passe dans d'autres industries où l'intermédiaire loue les machines. Le fogger cherche naturellement à y faire rapporter le plus d'argent possible à ce louage ; lorsqu'il y a du travail en abondance tout va bien, mais dans la morte-saison quand il n'y a du travail que pour un certain nombre de métiers, au lieu de faire travailler ceux-ci seulement, il distribue l'ouvrage entre tous ; et comme l'ouvrier paye la même location qu'il ait travaillé une demi-journée ou toute la semaine l'exploitation par le fogger est évidente : c'est le « spreading extension ».

Entreprises de chemins de fer. — La loi de 1831 n'en parlait pas. Les commissaires enquêteurs de 1870 ne s'en occupaient pas, parce que le Comité spécial nommé par la Chambre des Communes ne l'avait pas voulu. Il pensait qu'étant donnée la certitude des abus du truck dans ces entreprises il suffisait de leur étendre la loi de 1831 et de leur imposer le payement hebdomadaire.

En 1846 l'exposé du trucksysteme fut fait de la manière suivante aux commissaires des chemins de fer :

On paye les ouvriers une fois par mois, quelquefois à des intervalles plus éloignés ; comme ils n'ont pas d'économies ils doivent se fournir aux magasins. On leur fait des avances sous forme de bons où sont spécifiées les marchandises à prendre, et le jour de paye on fait la balance, et toujours le salaire est inférieur aux achats.

Le magasin est à l'entrepreneur ou à une personne tierce qui recoit 5 à 10 % de la valeur du bon. Si l'ouvrier veut de l'argent on lui donne des bons qui lui sont payés au magasin avec un escompte de 1 penny par schilling. Le travailleur est toujours trompé, il paye très cher de mauvaises marchandises, et comme il ne peut contrôler son compte le jour de la paye, ce sont des discussions interminables. C'est l'intérêt de l'entrepreneur d'avoir beaucoup d'ouvriers et de les pousser à la dépense ; pour cela il les paye à de longs intervalles et expulse ceux qui ne vont pas au magasin.

Le rapport a été rédigé en 1846 ; depuis lors il ne semble pas y avoir eu d'améliorations.

Industries diverses. — Le truck règne encore dans la fabrication des dentelles, des chaises, des gants, des plumes d'acier, du fil de coton, dans les constructions navales, dans la reliure, surtout dans les centres éloignés et principalement dans le New-Lanark.

Un rapport de 500 pages, commencé en 1870, et

lu au Parlement en 1872, étudie le truck dans les îles Schetland. La pêche et l'agriculture en sont atteintes et d'autant mieux que la loi de 1831 ne s'applique ni à l'une ni à l'autre. La fabrication des bas y est sujette aussi, c'est pour cela que l'article 10 de la loi de 1887 fut voté.

Systèmes des cottages. — Le fabricant construit des maisons et exige des ouvriers sous menace d'expulsion de les louer ; des localités entières furent créées ainsi. A l'origine c'était un avantage pour l'ouvrier, qui trouvait ainsi une habitation saine et commode ; de son côté l'entrepreneur est sûr de ne pas perdre l'intérêt de son argent, puisque ses maisons sont toujours louées ; mais, comme l'assure Engel, les bénéfices augmentent considérablement quand l'ouvrier doit s'y loger par force : il paye un loyer plus fort que celui qu'il payerait ailleurs, soit que les prix fussent augmentés, soit qu'il fut obligé d'habiter une maison plus luxueuse que celle qu'il aurait choisie. C'est d'autant plus commode pour le patron lorsque tout le village lui appartient qu'il n'a pas besoin de se baser sur la concurrence et fixe le taux du loyer à son gré. Il a une force énorme quand ses ouvriers ne sont pas syndiqués : en cas de grève, de morte-saison, il donne sa dédite, ce qu'il peut faire tous les huit jours, et les malheureux se trouvent à la rue ; comme ils sont sans pain et sans logement la loi les poursuit comme vagabonds.

§ 2. *Législation anglaise.*

Loi d'Édouard IV, 1464. — Cette première loi anglaise relative à l'industrie drapière est rédigée en vieux français. En voici le texte :

« Et ausci lou par cy devaunt en les occupations del faisance de draps les labourers d'icelle ount été chacez de prendre graund part de lour gages en espinges ceinets et autres enprofitables merchandises desoubs tiel price qe nextendent pas a lextant de lour loial gagez et ausxi ount deliverez à ceux laines destre overez par trop excessive pois quelle ad enchase et enchas hommes et femmes en discouragedautiel labour. Pur ceo ordeignez est et établie par lauctorité suis-dit qe chescun homme et femme faisour de drap a le dit fest de Seint-Peère paie as cardours cardoresses fileresses et toutz autres, les laborers dascun membre dicell loiall moneie pur toutz oeur loialz gages et paiement del mesme et ausci delivere laines estre overez accordant à la loiall livre et due pois sur peine de forfeiture a mesme le laborer de treble de ses ditz gages issint non païze a tount foitz comme ledit faisour de drap refuse de paier en les manier et fourme ou ascun tiel laborer par lui mis à l'occupation en ascun de les ditz membres del faisance de drap et ausci de forfeire a mesme le laborer pour chescun li descessive et de loiall pois a luy deliverez destre overez vj. d. a chescun defaute. »

Les ouvriers drapiers étaient donc payés en épingles, ceintures et autres marchandises inutiles, on leur donnait aussi des laines pesées avec de faux poids ; dorénavant les patrons payeront en argent sous peine de donner triple salaire, et livreront le poids juste de matières premières sous peine de six deniers d'amende à chaque faute.

Loi d'Élisabeth, 1565. — Cette loi étend l'interdiction à toute l'industrie textile, et enlève le droit d'exercer au patron contrevenant.

Id., 1572. — Quelques modifications de détail.

Loi d'Anne, 1701. — L'interdiction est étendue aux draps de futaine, aux étoffes de coton, de toile. Le contrevenant payera double salaire ; l'ouvrier dont le travail laissera à désirer payera une amende.

Id., 1710. — Cette loi confirme celle de 1701.

Id., 1711. — Extension aux fabricants de corde et à l'industrie lainière en général. Amende fixée à 20 sch.

Loi de Georges I, 1714. — Amende portée à 40 sch.

Id., 1725. — Défense de payer en marchandises par voie de truck (le mot apparaît pour la première fois comme terme juridique) et de faire une retenue quelconque. La loi s'applique aux fabricants de bas, de bonneterie, aux cardeurs de laine, aux fabricants de drap, de serge, d'étoffes de laine communes. Tout plaignant peut s'adresser au juge de paix ; ce dernier peut ordonner le paiement en argent, faire vendre les biens du délinquant pour ce paiement, infliger une amende de 10 livres à partager par moitié entre le

dénonciateur et la victime ; en cas d'insolvabilité la peine est de six mois de prison.

Id., 1726. — Le délai de poursuite est limité à trois mois.

Loi de Georges II, 1749. — La loi est étendue à la teinturerie, au foulage, à la chapellerie, à l'industrie de la soie, du chanvre, du lin, du coton, des peaux, aux tanneries, aux fabriques de mohair, aux mines de fer.

Id., 1756. — Elle fixe quelques détails de procédure, porte l'amende à 20 livres, interdit le paiement en chèques et billets de banque.

Id., 1757. —

Loi de Georges III, 1777. — Règle la forme de la condamnation.

Id., 1779. — La loi est étendue à la fabrication des dentelles. L'amende est recouvrable par voie de saisie. Elle est payée toute entière à la partie lésée.

Id., 1817. — La loi est applicable aux industries métallurgiques, à l'industrie charbonnière.

Id., 1818. — Elle permet de payer en billets de banque si l'ouvrier accepte.

Loi de Guillaume IV, 1831. — C'est la première loi complète ; nous l'étudierons tout à l'heure.

Loi de Victoria, 1842. — Défend de payer le salaire des mineurs et des charbonniers dans les tavernes et lieux de plaisir ; le paiement est nul, et l'ouvrier a une action en recouvrement.

Id., 1860. — Une enquête en 1854 établit que des tierces personnes tiennent les boutiques. Cette loi relative à l'industrie minière oblige l'employeur à

payer en espèces dans un bureau spécial. Amende de 10 livres.

Id., 1874. — Interdit les retenues dans l'industrie de la bonneterie. Tout contrat contraire est nul. 5 livres sterlings d'amende; elle est recouvrée par l'ouvrier.

Id., 1883. — Étend à toutes les industries les interdictions de la loi de 1842.

Id., 1887. — Amendement à la loi de 1831.

Id., 1896. — Amendement à la loi sur le truck.

Étude des lois de 1831, 1887, 1896.

Ces trois lois, qui forment la législation anglaise sur le truck, méritent autre chose qu'une sèche énumération dans la nomenclature historique que nous venons de faire.

Donnons-en d'abord le texte.

Loi de 1831 :

I. — ... Le salaire sera dorénavant payé en argent comptant dans toutes les industries ci-dessus désignées et quel que soit le genre de travail. Tout contrat contraire sera illégal, nul et non avenu.

II. — Tout contrat déclarant que dans une quelconque de ces industries le salaire sera payé à une longue échéance, en partie en marchandises, en partie en avances, sera illégal et nul.

III. — La totalité du salaire dans ces industries doit être payée en monnaie courante. Tout autre paiement fait en marchandises ou autrement (avan-

ces, acomptes, fournitures) sera nul, sauf dans les exceptions ci-après.

IV. — Ont le droit d'exiger par tous les moyens légaux le payement de leur salaire en argent, l'ouvrier industriel pour la totalité de ce qui lui est dû, les domestiques pour ce qui leur est réservé par la loi.

V. — L'ouvrier peut poursuivre le patron contrevenant à la loi sans que celui-ci puisse faire entrer en ligne de compte ce qu'il a déjà donné (marchandises, argent, denrées), ou ce qu'il a fourni : aiguisage d'outil, fourrage, fournitures prises dans son magasin personnel ou dans un magasin appartenant à une tierce personne et où il a des intérêts.

VI. — Le patron ne peut porter plainte contre un ouvrier au sujet des marchandises, etc., qu'il lui a données ou confiées, soit comme acompte, soit comme salaire, qu'il les lui ait vendues ou louées. Il en est de même pour les marchandises livrées ou les outils prêtés par un magasin où le patron a des intérêts.

VII. — Quand l'ouvrier ou sa femme ou ses enfants sont à la charge de l'Assistance publique, celle-ci peut exiger, par voie de justice, le payement intégral des trois derniers mois si le payement n'a pas eu lieu conformément à la loi.

VIII. — Avec le consentement de l'ouvrier, le patron peut payer en chèques ou billets de banque, si la banque n'est pas éloignée de plus de 15 milles.

IX. — Le patron est responsable, qu'il soit lui qui ait payé ou une tierce personne attachée ou non

à l'usine, même si cette tierce personne a un contrat avec l'ouvrier. La première amende ne dépassera pas 10 livres ; la seconde sera de 10 à 20 livres ; en cas de troisième contravention, le tribunal infligera une amende pouvant monter à 100 livres.

X. — Pour que la récidive puisse exister, l'intervalle entre deux contraventions ne devra pas excéder deux ans.

XIII. — S'il s'agit d'une Société, ce ne sera pas l'associé coupable, mais toute la Société qui sera responsable.

XIV. — Cet article a trait aux formalités d'assignation.

XVII. — L'amende ne sera pas payée en cas d'irrégularité de formes dans le jugement.

XX. — Cet article déclare que ces dispositions ne sont pas applicables aux domestiques.

XXIII. — La fourniture des médicaments, des soins du médecin sont autorisés. Sont permis : la fourniture du matériel dans les mines et usines ; du combustible, du fourrage, des outils ; la fourniture d'un logement et la retenue du loyer. Quand l'ouvrier habite sous le toit du patron, ce dernier peut lui procurer des mets préparés. L'employeur peut avancer de l'argent pour ces fournitures. Un contrat peut être consenti dans ce sens.

La patron ne peut en exiger que la valeur réelle. Il ne peut opérer la retenue sur le salaire que si un contrat signé par l'ouvrier constate leur accord sur ce point.

XXIV. — Le patron peut avancer de l'argent

pour une cotisation à une société de bienfaisance, pour la caisse d'épargne, pour des frais de maladie, pour l'instruction des enfants. Il peut faire des retenues sur le salaire pour se rémunérer de ces avances et conclure un contrat en ce sens.

XXV. — Tous les arrangements, accords entre patrons et ouvriers relatifs au salaire, qu'ils soient écrits ou verbaux, seront des contrats et considérés comme tels.

XXVII. — Ces dispositions s'étendront aux territoires entiers du Royaume-Uni, de Grande-Bretagne et d'Écosse.

Le premier moment de peur passée, les industriels tournèrent la loi et les plaintes s'élevèrent ; car la défense nouvelle n'eut aucun effet. Aussi en 1842 la Chambre des communes nomme une Commission d'enquête ; celle-ci constate que l'impuissance de la loi réside dans ce fait que l'ouvrier dénonciateur reste sans ouvrage, ce qui suffit à lui fermer la bouche. Tout en reste là et rien n'est modifié. En 1842 nous trouvons seulement une loi interdisant le payement pour les mines dans les cabarets.

En 1854, une nouvelle Commission est chargée d'examiner deux bills : l'un pour le payement du salaire en général, l'autre pour le payement du salaire dans la bonneterie. M. Seymour Tremeneere déclare que le truck existe toujours et qu'il n'a pas diminué de 5 %, malgré les antitrucks associations. Celles-ci sont composées de patrons et de commerçants ; chacune a un secrétaire et un trésorier ; elle exerce des poursuites, soutient les ouvriers congé-

diés. En six mois elles ont dépensé 20,000 livres, intenté 600 poursuites et obtenu 250 condamnations. La loi ne fut pas modifiée, mais comme l'enquête avait démontré que des tierces personnes tenaient boutique, la loi de 1860 fut votée. Nous savons qu'elle oblige dans l'industrie minière les patrons à payer en espèces dans un bureau spécial, sous peine d'une amende de 10 livres.

Le truck ne disparaissait toujours pas. En 1870 une nouvelle Commission est nommée : elle évalue à 155,000 ouvriers, c'est-à-dire 500,000 personnes avec leur famille, le nombre des malheureux soumis encore au truck. Deux rapports furent déposés, l'un en 1871, l'autre en 1882; le premier concernant le pays de Galles et l'Écosse; l'autre les pêcheries de Schetland. Ce sont ces rapports que nous avons étudiés ci-dessus.

En 1872, MM. Winterbotham et Bruce, ministre de l'intérieur, déposèrent un projet de loi ayant pour but de renforcer et d'étendre la loi de 1831. De graves abus avaient été révélés par l'enquête de 1854. Un Comité spécial fut nommé à la Chambre des communes pour étudier ce projet. Le Comité dépose son rapport le 6 août 1872. Mais rien ne fut changé : une loi sur les mines de 1872 (10 août), se contente de rappeler la loi de 1842. Seize ans se passèrent sans donner suite aux recherches de 1870; les capitalistes du Parlement s'occupèrent peu de la classe ouvrière. Nous ne trouvons que la loi de 1874, spéciale à la bonneterie, et celle du 20 août 1883, non applicable à l'Irlande, étendant sur toutes les

industries la loi de 1842 et de 1872, en fixant une amende de 10 livres au maximum. Cette loi fut combattue à la Chambre des lords par quelques membres d'une association nouvelle : l'Association pour la défense de la liberté et de la propriété. Ils voyaient dans cette loi une atteinte à la liberté d'action et se montraient résolus à tout sacrifier plutôt que de violer un principe. Lord Bramwell la combattait tout en reconnaissant ses cotés heureux ; il rappelait en effet que l'expérience acquise dans sa carrière judiciaire l'avait amené à formuler l'adage suivant : « Saturday : wages day, drink day, crime day », c'est-à-dire « Samedi : jour du salaire, jour de l'ivrognerie, jour du crime ».

En 1887, lord Raidgrave dépose dans un rapport sur le truck en Écosse, et en septembre de la même année, une loi complémentaire à celle de 1831 est votée ; la voici :

1. — Cette loi doit compléter celle de 1831. Le salaire doit être payé en monnaie courante. Les deux lois n'en font plus qu'une.

2. — Les dispositions de la loi principale s'étendront à tous les ouvriers tels qu'ils sont décrits dans « Employers and Workmen Act de 1875 », c'est-à-dire que rentrent dans cette catégorie tous ceux pour lesquels la loi de 1831 avait fait exception. Tous les contrats énumérés dans cette loi leur sont permis ou défendus.

3. — Si un usage ou un contrat permet à l'ouvrier de demander un acompte avant le jour de la paye, le patron ne peut faire une retenue ou exiger un intérêt ni un escompte pour cette avance.

4. — Cette loi pas plus que celle de 1831 n'annule le contrat établissant qu'un ouvrier agricole recevra comme complément de son salaire la nourriture, la boisson (sauf l'alcool), le logement, etc.

5. — Dans toute action en justice intentée par l'ouvrier pour le recouvrement de son salaire, le patron ne pourra ni demander une réduction, ni former une demande reconventionnelle en se basant sur ce que lui ou un tiers aurait fourni des marchandises. Le patron ne peut jamais attaquer l'ouvrier sauf dans les cas prévus par l'article 23 de la loi principale.

6. — Ni le patron, ni son représentant, ni une tierce personne, directement ou indirectement, par écrit ou verbalement, ne peuvent conclure avec l'ouvrier une convention forçant ce dernier à prendre ce qui lui est nécessaire soit chez le patron, soit dans un magasin dépendant de lui ou imposé par lui, pour y dépenser soit en totalité, soit en partie, son salaire. Il ne peut le renvoyer si l'employé refuse.

7. — Si le patron fait une retenue sur le salaire pour frais d'école et si l'ouvrier envoie ses enfants dans une autre école choisie par lui-même ou dans une école de l'État, il peut exiger de son patron qu'il paye les frais au même taux que les autres ouvriers.

8. — Aucune retenue n'est permise pour l'aiguisage et la réparation des outils, à moins d'un accord mais en dehors du contrat de louage.

9. — Si le patron fait des retenues pour l'instruction, les soins médicaux, les médicaments, les outils, le patron ou un de ses représentants doit tous les

ans fournir un compte rendu détaillé de ses recettes et de ses dépenses, le soumettre à l'examen de deux ouvriers nommés par leurs camarades. Il doit leur fournir tous ses livres et tous les documents qui peuvent faciliter leur examen et fournir les explications nécessaires.

10. — Le travail donné à domicile est considéré comme donné à une seule personne même si la famille seule ou plusieurs personnes y ont coopéré. Que le travail soit livré à un commerçant ou à un magasin, il est considéré comme livré à une seule personne. Au bout de sept jours le salaire de toute la famille sera considéré comme étant celui d'un seul ouvrier et payé comme tel. Ce paragraphe n'est applicable que pour une somme de 5 livres st. pour les marchandises tricotées, les filatures, les étoffes, le cuir, les fourrures, le lin, la moire, la soie, les dentelles, etc. La reine et son Conseil peuvent étendre ce paragraphe aux industries où il n'est pas applicable et le supprimer dans celles où il est appliqué.

11. — Les infractions au paragraphe précédent par le patron ou son représentant sont réglementées par l'ancienne loi et punissables des mêmes peines.

12. — Si le patron peut prouver qu'à son insu une tierce personne est coupable et solvable, cette dernière est responsable.

A. Si le patron est condamné à une amende soit en vertu de la première, soit en vertu de la seconde loi, et s'il peut prouver que son représentant ou une tierce personne est le coupable, l'amende sera payée par le représentant ou la tierce personne.

B. Quand le patron est poursuivi il doit citer en justice la tierce personne coupable et apporter les preuves ; quand il a démontré que la contravention a été commise à son insu et qu'il a fait son possible pour l'empêcher, la tierce personne est poursuivie devant la justice sommaire et le patron acquitté.

Un inspecteur de fabriques et des mines, un agent du fisc, dès qu'il a acquis la certitude de l'innocence du patron et découvert le véritable coupable, peut immédiatement poursuivre ce dernier.

13. — 1° Toute contravention est poursuivie d'après la loi de 1831 ;

2° Les inspecteurs de fabriques et des mines sont chargés de l'exécution des deux lois ;

3° En Angleterre les amendes sont versées au trésor de la reine pour devenir fonds consolidés. En Écosse les agents du fisc poursuivent les délinquants devant le tribunal civil si les ouvriers le demandent.

14. — Détails sur la juridiction sommaire.

15. — Le juge exerçant la même profession que le patron est incompétent.

16. — Les directeurs de l'assistance publique ont le droit de surveillance.

17. — Annulation de certaines lois.

18. — Application de la loi en Islande et dispositions spéciales.

Étude des lois de 1831 et 1886.

La première renferme des lacunes considérables, elle aurait du :

- a) Être applicable à toutes les industries ;
- b) Défendre les avances avec des retenues de tant pour cent, et empêcher la pression indirecte faite ainsi sur les ouvriers pour les forcer à aller au magasin ;
- c) Ne permettre aucune retenue sous quelque prétexte que ce soit ;
- d) Interdire à tout propriétaire de magasin de faire des avances ;
- e) Élever l'amende, car elle ne gêne pas les patrons ; mettre les frais à la charge de l'État ; charger des poursuites la justice ou les inspecteurs et ne pas laisser à l'ouvrier le soin de se plaindre lui-même, ce qu'il ne fera jamais.

Cette loi et celle de 1886 n'en formant plus qu'une, nous allons étudier l'ensemble de leurs dispositions.

Paiement hebdomadaire. — Il est oublié dans l'une et dans l'autre et nous savons que c'est par le paiement à long terme que les patrons tiennent leurs ouvriers dans la main et les courbent sous le truck. Deux projets furent présentés dans ce sens au Parlement, mais malheureusement rejetés.

Application de la loi. — Elle n'est encore pas applicable à toutes les industries, nombre de corps de métier restent sans protection, mais l'expression employée par la loi et qui peut se traduire par « travailleur manuel » permet l'extension de cette dernière.

Avances. — Les retenues de tant pour cent sur le salaire sont défendues mais les avances sont permises.

On ne parle pas des amendes, qui sont illégitimes au fond, mais comme elles sont très répandues on croit à leur légitimité; une loi devrait réformer cette erreur.

Affichage. — Aucune des deux lois n'ordonne l'affichage du tarif du salaire soit aux pièces, soit à la semaine, dans l'usine, ce qui faciliterait les réclamations de l'ouvrier.

Travailleur manuel. — Le « employers and Workmann Act » de 1875 définit cette expression : « Ce sont les journaliers, les ouvriers agricoles, les compagnons, les mineurs, etc., agés au moins de 21 ans, qu'ils aient conclu ou non une convention écrite ou verbale. » Cette définition est importante car elle permet d'étendre le bienfait de la loi à toutes les industries et à tous les travailleurs, sauf cependant aux domestiques.

Monnaie courante. — Les articles 1, 2, 3, de la loi principale et les articles 1 et 6 de la loi complémentaire ont exigé le paiement en monnaie courante, tout contrat spécifiant le paiement autrement est nul; et puisqu'il en est ainsi on ne peut renvoyer un ouvrier parce qu'il aura refusé de se servir au magasin. Ces articles sont le fondement de la loi et seraient appliqués partout si leur exécution n'avait pas été limitée.

Procédure. — Articles 4, 5, 6, de la loi principale; article 5 de la loi complémentaire. Tout travailleur peut porter plainte s'il n'est pas payé en monnaie du pays. Le patron ne peut ni obtenir judiciairement une retenue, ni réclamer au sujet des marchandises

reçues en paiement. La loi ne parle pas du profit réalisé par l'ouvrier en touchant deux fois son salaire, d'abord en nature puis en argent. Nous verrons combien dans cette partie la loi Allemande est plus fine, en décrétant que le profit que l'ouvrier aura pu retirer du double paiement sera versé à une caisse de secours. La loi Anglaise ne prévoit que l'indignité du patron, l'autre y ajoute celle de l'ouvrier en empêchant que celui-ci ne puisse jouir de sa mauvaise foi.

Ouvriers agricoles. — A leur sujet les deux lois, comme toutes les autres lois, restent muettes sur les prohibitions. Le patron peut leur fournir la nourriture, la boisson, etc., comme complément de leur salaire. Cet article fut voté pour ne pas blesser les intérêts des domestiques célibataires; ceux-ci, surtout dans le Nord, reçoivent leur salaire en nature pour la plus grande partie, un peu d'argent, et pendant les grands travaux de l'été on leur distribue de la bière. La loi de 1831 n'a qu'un mot pour eux, pour dire qu'elle ne s'applique ni aux domestiques, ni aux ouvriers agricoles. Celle de 1887 est plus précise, elle exige le paiement en monnaie mais permet, comme *complément de salaire*, des fournitures. Ce paiement en nature ne peut être considéré comme entaché par le truck, cependant rien n'empêche l'ouvrier d'en être la victime; alors il serait très difficile de le protéger tant que ce mode de rétribution sera permis.

La défense de donner des boissons alcooliques fut faite sur les instances d'une société de tempérance.

Des retenues. — L'article 3 de la loi de 1887 met un terme aux retenues de tant pour cent, faites sur

les avances accordées dans l'intervalle des jours de paye.

L'article 8, en défendant les retenues pour les frais d'aiguillage et d'outils, a voulu donner satisfaction à M. Raidgrave qui a signalé les abus de cette pratique. Il n'aura cependant pas grand effet, puisqu'un contrat spécial permet au patron de se rembourser de ces frais, et il n'y manquera pas. Si les ouvriers sont syndiqués, il n'y aura rien à craindre, mais dans le cas contraire la situation n'est pas changée. Il aurait mieux valu supprimer cette retenue.

L'article 9 de la nouvelle loi et les articles 23 et 31 énumèrent les avances autorisées, ce sont :

- 1° Soins médicaux et remèdes ;
- 2° Chauffage ;
- 3° Matériel, outillage ;
- 4° Le fourrage, etc., pour les mines ;
- 5° Logement ;
- 6° Nourriture préparée et mangée sur place ;
- 7° Cotisation pour des sociétés protectrices, pour les caisses d'épargnes ;
- 8° Secours dans les maladies ;
- 9° Instruction des enfants.

La loi pour les mines de 1877 autorisait des retenues pour le traitement du contrôleur des pesées.

M. Samuel Moore, avocat à Londres, donne sur ces dispositions l'avis suivant : « Ces articles sont si mal rédigés qu'il a fallu la pratique et la jurisprudence pour fixer les neuf exceptions ci-dessus. » Il n'en voit pas la nécessité et comme tout résultat il ne leur accorde que de graves abus. Il ne comprend pas

pourquoi la loi donne au patron un avantage exorbitant sur les autres créanciers. « Pourquoi l'entrepreneur peut-il se payer lui-même son loyer sur les salaires? Le système des cottages n'est-il pas la source de la plus odieuse réduction du salaire? »

Avec cet article 9 nous trouvons la troisième innovation et la dernière de la nouvelle loi : c'est l'obligation pour le patron de fournir un compte rendu aux délégués des ouvriers. Mais ne lui sera-t-il pas facile de tromper la bonne foi de ces derniers, et n'est-il pas dangereux de l'obliger à communiquer ses livres? M. Raidgrave a encore signalé de nombreuses réclamations fondées sur ce que l'ouvrier ne pouvait choisir son médecin, était obligé d'envoyer ses enfants à l'école du patron, quelle que fut sa religion. Sur ce dernier point l'article 7 de la nouvelle loi accorde satisfaction aux réclamants en leur permettant de choisir l'école.

On aurait dû à propos des retenues faire un article pour la bonneterie, car la loi sur le truck ne lui est pas applicable; dans ce cas le louage des métiers n'est pas du truck et en effet la jurisprudence, après la loi de 1891, a toujours autorisé la retenue pour cette location en se basant sur ce que c'était l'usage.

Dès lors ces ouvriers ne sont protégés que par la loi de 1874, qui est insuffisante. Elle défend bien la location, mais l'amende est si faible « 5 livres » pour chaque violation, qu'elle est impuissante, et ensuite l'inspecteur n'est pas obligé de poursuivre le délinquant; l'ouvrier seul peut réclamer. Cette loi de 1874 ne devrait pas subsister à côté des lois générales sur le truck.

Tricoteuses de Schetland. — Les femmes de ces îles et de quelques cantons éloignés d'Ecosse tricotent des bas de laine et les vendent à des commerçants; ceux-ci les payent en marchandises. La commission d'enquête déclara que le truck était une ruine pour elles, et que si elles n'étaient pas des ouvrières proprement dites, leur situation s'en rapprochait fort. C'est pour prévenir ces abus que l'article 10 de la loi de 1887 fut voté.

Pénalités. — La loi de 1831 décrète des amendes de 10, 10 à 20, 100 livres suivant les cas; la Commission d'enquête fit remarquer plus tard, en 1870, que c'était insuffisant; la loi de 1887 n'augmenta pourtant pas la pénalité.

Les articles 11 et 12 de la nouvelle loi décrètent la responsabilité des gérants, administrateurs, employés, alors qu'autrefois le patron seul était punissable. C'est naturel, car ceux-ci faisaient le truck à leur profit; mais l'on a oublié le remède le plus radical, qui était de leur interdire l'ouverture des magasins.

L'article 13 charge enfin les inspecteurs de la poursuite des délits. Cependant il y a encore des réserves à faire; d'abord des corps de métiers n'ont pas encore d'inspecteurs. Ceux-ci sont trop peu nombreux: il y en a 35, le plus chargé a 5,372 ateliers à inspecter et le moins 648. Il faudrait augmenter leur nombre.

Incapacités. — Le juge exerçant la même fonction que le patron est incompetent. Ceci était nécessaire en Angleterre, les juges de paix n'étant pas payés sont choisis parmi les personnages influents du comté. Le projet de loi rendait incompetents le fils, le

père, le frère du contrevenant; ceci fut rejeté on ne sait pourquoi.

En somme la loi de 1887 laissait de nombreuses lacunes, d'abord pour l'affichage des conventions relatives au salaire et ensuite pour les amendes; aussi une loi du 14 août 1896 la complète-t-elle sur ce point; dorénavant les chefs d'industrie ne peuvent faire de convention avec leurs ouvriers en vue d'une retenue à opérer sur le salaire pour amendes, malfaçon, détérioration de matières premières ou d'autres objets, pour usure ou fourniture de matière première, outils, machines, lumière, chauffage, que si :

- 1° Les termes de la convention sont affichés;
- 2° Les actes ou omissions entraînant les retenues ainsi que le montant et la base de ces retenues sont spécifiés dans la convention;
- 3° L'omission ou l'acte cause un dommage;
- 4° Un écrit constatant la retenue, sa cause et son montant est remis à l'ouvrier;
- 5° Une copie de la convention est remise à l'inspecteur;
- 6° Un registre relate l'acte ou l'omission et le montant de la retenue.

C'est le truck act de 1896. Les trois lois réunies forment « le truck act 1831-1896 ».

Les ouvriers ne sont pas cependant encore satisfaits, puisque un Congrès de septembre 1897 des Trades-Unions, à Birmingham, demande une réforme du truck act.

II. — ÉTATS-UNIS.

§ 1. *Ouvriers industriels.*

Le truck s'y est épanoui largement. Il devait en être ainsi, puisque les mines se creusaient, les usines se créaient dans de véritables déserts. Le patron devait nourrir ses ouvriers et fatalement l'odieuse exploitation de l'employé par l'employeur devait s'exercer.

C'est dans l'Ouest et le Sud que l'on rencontre les patrons tenant magasin « Company store » de provisions, d'aliments, de vêtements, etc. Le jour de paye, ils donnent une partie du salaire en argent et une partie en bons, ou trade checks, acceptables dans leurs magasins seulement. Ils réalisent ainsi des profits énormes. M. Levasseur, dans *L'Ouvrier américain*, cite un cas où ce profit s'élève à 40 %, et ce n'est pas le maximum.

C'est en Pensylvanie que les ouvriers ont donné au système le nom de « Pluck me », ou pillez-moi, M. Carroll rapporte que dans beaucoup de ces établissements les ouvriers ne touchent jamais une pièce d'argent ; ils ne reçoivent que des bons, et le compte de ceux-ci ou de leurs achats balance sur le livre de paye le compte de leur salaire.

Nous trouvons donc là ce genre d'économat dévié de sa route première, dont la seule fonction est de pressurer alors qu'il est créé pour aider.

Ce sont aussi les Américains qui ont inauguré le système de payer en effets à deux ans que la Compagnie ou ses amis escomptent à 25 %, à moins que l'ouvrier ne s'en serve pour acheter dans les magasins des marchandises vendues 50 % plus cher.

En 1875, M. Gunton a vu le truck fréquemment employé dans les petites villes de la Nouvelle-Angleterre, sauf dans le Vermont. « Des familles, dit-il, étaient endettées depuis leur arrivée, d'autres ne touchaient jamais un dollar en argent. » En 1893, il est persuadé que dans l'Est et dans le Centre, le truck est encore en vigueur. Le census de 1880 a établi que sur 773 manufactures qui ont répondu à la question sur le mode de paiement, 22 % pratiquaient encore le paiement en nature.

La cité Pullmann est universellement connue ; le grand industriel en a fait une ville luxueuse où l'ouvrier trouve tout ce qu'il peut désirer. Cependant la grève de 1894 fut terrible ; les syndicats l'ont soulevée, et parmi leurs griefs contre Pullmann nous relevons ceux-ci : obligation d'acheter cher aux boutiques de l'Arcade ou d'aller à un mille ; obligation de payer un loyer 20 à 25 % plus élevé qu'à Chicago. L'entrepreneur augmente les besoins de l'ouvrier d'une façon factice, sans augmenter son salaire, et c'est la gêne pour le travailleur que de payer un loyer à l'entrepreneur et ne plus recevoir de salaire de lui. En 1897, l'Office du travail signale deux grèves : l'une, qui échoua, avait pour but d'interdire aux contremaîtres de tenir des débits de boissons, et l'autre, qui réussit, de forcer le patron à payer en monnaie courante.

Il était donc nécessaire de légiférer ; aussi en 1880 le Maryland édicte la première loi, et les autres États suivent l'exemple.

Cette loi ne s'applique qu'aux sociétés ayant pour objet l'exploitation d'une mine, d'une manufacture, la construction d'un chemin de fer et occupant au moins dix ouvriers, et elle n'était en vigueur que dans un seul comté, Allegany County. Pour un jurisconsulte européen, il peut sembler extraordinaire qu'une loi sociale ne soit applicable qu'en une partie déterminée d'un État : c'est une loi d'exception dans un pays égalitaire. Un court examen fait disparaître cette anomalie. Aux États-Unis, les sociétés ou corporations ne sont investies de la personnification civile qu'en vertu d'une autorisation du pouvoir législatif. Or, la disposition impérative qui nous occupe fut ajoutée, par voie d'amendement, aux statuts d'une nouvelle société minière, The Mininy C°. Il y est fait défense de payer les mineurs autrement qu'en espèces. La Compagnie, impuissante contre le législateur, résista ; à la première occasion, elle déféra la question de la constitutionnalité de l'amendement à la décision des tribunaux ; mais les circonstances de fait lui étant défavorables, la constitutionnalité fut acceptée. Le juge se basa sur ce fait que la corporation ne possède pas, comme l'individu, des droits inhérents ou naturels ; qu'elle n'a d'autres droits que ceux qui lui ont été expressément conférés ou qui découlent nécessairement de ces derniers. Quelles que puissent donc être les restrictions apportées aux droits des compagnies par le législateur, celui-ci

a pleine compétence pour les imposer par voie d'amendements à des statuts qu'il a pour mission d'approuver ou de rejeter.

Le Missouri, en 1881, institua une Commission ayant pour objet de s'enquérir des effets du truck. Le rapporteur conclut à l'appauvrissement de l'ouvrier et à sa déchéance dans le vagabondage s'il veut changer de patron.

§ 2. *Législation.*

Voici la liste des États qui ont une législation sur le salaire :

Indiana. — Les paiements mensuels en espèces ayant cours légal sont obligatoires, sous peine de 100 à 500 dollars d'amende (loi de 1885, ch. 31 ; actes de 1891, p. 108).

Kansas. — Actes de 1887, ch. 171.

Missouri. — Loi de 1885 ; statuts révisés de 1889, section 7058 ; actes de 1891, p. 183.

Maryland. — Actes de 1880, ch. 273.

New-Jersey. — Statuts révisés de 1877, p. 750, section 3 et page 1375, section 1-2 ; supplément de 1886, p. 771, section 7.

New-York. — Statuts de 1889, ch. 381, prescrivant aux compagnies industrielles de payer leurs ouvriers en espèces et non en leur propre papier, sous peine d'une amende de 10 à 50 livres st.

North-Carolina. — Actes de 1889, ch. 280.

Ohio. — Statuts de 1885, art. 7015 : amende de 5 à 100 dollars pour qui paye ses ouvriers autrement

qu'en monnaie légale ou en marchandises au-dessus du cours normal ; art. 7016 : amende de 1,000 dollars et prison jusqu'à 60 jours pour qui oblige ses ouvriers à s'approvisionner chez certains marchands ; statuts révisés de 1886 ; actes de 1887.

Pensylvanie. — Br. Digest., p. 1010 ; sect. 7-11, et suppl. 2412.

South-Carolina. — Statuts de 1882, section 2086.

Virginie. — Actes de 1887, ch. 391.

Washington. — Actes de 1887 et 1888, ch. 128.

West-Virginie. — Code de 1887, p. 983, section 1-5 ; actes de 1891, p. 76.

Illinois. — 28 mai 1891 : Dans les manufactures et dans les mines, les salaires doivent être payés en monnaie ; la Compagnie ne peut se libérer au moyen de fournitures et ne peut déduire du montant des salaires que les sommes qu'elle a pu avancer.

Quatorze États ont donc actuellement une législation réprimant le truck. Cependant les lois sont facilement tournées ; ainsi en Illinois, Pensylvanie, Washington, les directeurs mettent les magasins sous un autre nom que le leur. M. Levasseur a constaté que malgré la protection des lois, le règlement des différends relatifs au salaire est difficile, parce qu'il n'y a pas de tribunaux spéciaux, parce que la justice ordinaire est coûteuse.

§ 3. *Mexique.*

Naguère les ouvriers étaient exclusivement payés en nature, et le péon mexicain était complètement

asservi à son patron par la dette qu'il contractait. Aujourd'hui le paiement en monnaies légales est employé le plus souvent.

IV. — RUSSIE.

§ 1. *Ouvriers agricoles.*

Le mir et les artèles. — L'affranchissement des serfs n'a pas changé leurs conditions d'existence; après comme avant l'émancipation, les terres des paysans sont possédées en commun et non à titre personnel et héréditaire. En général chaque cultivateurs n'est propriétaire d'une manière fixe, que de son isba et de l'enclos lui attenant, il n'est au contraire que l'usufruitier du lot à lui attribué dans le partage.

Ce communisme n'est que le débris d'un monde disparu, et non, comme certains se plaisent à le dire, le principe futur de la prochaine régénération de l'Europe abattue par l'individualisme; principe conservé par une élection mystérieuse dans le seul peuple Russe.

Le caractère dominant du mir est celui de la famille, il peut en être considéré comme le prolongement par l'autorité suprême de l'ancien, du staroste; par la solidarité étroite et presque indissoluble entre chaque membre; par le partage fait tantôt par tête mâle, tantôt par ménage, révocable au bout d'un ou de trois ans.

Le moujik indépendant du propriétaire noble est

tombé dans la dépendance de la commune. La propriété indivise et l'impôt solidaire, en effet, lient les paysans au mir et les fixent au sol. Avec M. Leroy-Beaulieu (*Revue des deux Mondes*, novembre 1876), on pourrait, s'ils n'avaient légalement le droit de se donner congé, les comparer à un troupeau délivré du berger, « mais dont les animaux liés les uns aux autres et obligés de marcher ensemble, seraient contraints de manger là où le berger les aurait laissés ».

Ces généralités sur le mir Russe nous permettront de comprendre le fonctionnement de l'artèle, c'est-à-dire de la communauté conduite par le staroste et travaillant pour le compte d'un propriétaire. Ce dernier, en effet, par suite de la solidarité de ces moujiks, ne pourrait peut-être pas engager des journaliers isolés pour la culture de son domaine, ou la récolte de ses produits. Il s'adressera au staroste et le prendra pour ainsi dire à sa solde avec son armée de paysans.

Ces idées de solidarité, de communisme du mir, persistent même en dehors de l'obligatoire communauté agraire et nous voyons des artèles se créer uniquement dans cet esprit pour travailler en commun pour le compte d'un patron. Puis de l'agriculture elles passent dans l'industrie où nous en verrons plus loin les abus.

Ce n'est que contraint par les crises agricoles que le moujik se présente à l'usine. Nomade, son séjour y est temporaire, aussi est-il mal nourri, mal vêtu, entassé comme les Cafres du Transvaal dans des

réduits infects. Son patron ne craint pas d'exiger un travail excessif et de l'obtenir par l'usage de fouet, puisqu'il ne connaît pas son ouvrier et sait qu'il disparaîtra dans quelque mois.

Mais une classe sociale nouvelle se forme ; le mir en effet n'a de valeur pour le moujik qu'autant que ce dernier trouve du travail sur place ; dans les grandes manufactures, au contraire, l'attache du mir est une gêne pour lui : elle s'oppose au perfectionnement de son habileté professionnelle, à l'amélioration de sa situation, à la création près de l'usine d'un foyer et d'une famille. Aussi la séparation du travail industriel et du travail agricole se fait-elle ; le lien du mir devient l'artèle, car le paysan à peine sorti de son village a peur de la liberté et l'artèle suffit à son besoin de communauté et de confiance.

Le salaire en espèces est presque inconnu des associations agraires ; le plus souvent la récolte est partagée avec le propriétaire. Ainsi dans la province de Tchernigow des artèles de femmes se créent pour la récolte du tabac, elles en touchent la moitié et recoivent encore le logement, le chauffage, l'usufruit d'un potager si la nourriture est à la charge du patron. Les communes louent des artèles de bergers, chaque gardien de troupeaux, en automne, visite certains habitants et en reçoit des céréales, de la farine, etc. Le tout est réuni, puis vendu, et le produit de la vente est partagé entre les membres de la communauté.

Le fonctionnement de ces associations est des plus simple : le travail est divisé suivant les forces de

chacun et les bénéfices sont répartis en prenant pour base le travail effectué. Leur durée peut être de plusieurs années. Des abus s'y glissèrent qui amenèrent le législateur à réglementer le salaire des ouvriers agricoles, et la Russie est encore la seule nation protégeant cette catégorie de travailleurs.

Disons en terminant que dans les provinces baltiques les ouvriers employés à l'année reçoivent leur salaire partie en argent partie en location de terres ou produits du sol. A Khersow, un ouvrier rural gagne de 0,80 à 1,70 par jour ; on lui fournit en outre sa nourriture.

§ 2. *Ouvriers industriels.*

Ici les abus furent fréquents, et ce n'est qu'après de nombreux soulèvements, que la loi de 1886 fut promulguée.

En général l'ouvrier russe est logé et nourri chez le patron, mais il est mal logé, assure M. Lavollée. Son opinion n'est pas erronée : quelques fabriques offrent à leurs ouvriers des dortoirs ; ils y couchent pêle-mêle, sans distinction d'âge ni de sexe ; le cubage d'air est insuffisant ; il n'y a ni lits ni meubles ; hommes, femmes et enfants couchent pêle-mêle et habillés sur des couchettes recouvertes d'une natte. La Commission sanitaire de Moscou cite un dortoir de 6 m. 40 sur 5 m. 70 contenant 96 personnes. MM. Abramof Erismann et Poyegow citent des cas révoltants : ils ont vu des caisses en bois de 1 m. 40 de long sur 1 m. 05 de large et de haut avec

une porte de 0 m. 60 sur 0 m. 45; ces boîtes sont placées dans un corridor, on y loge 2 ou 3 ouvriers.

L'inspecteur d'un quartier de Saint-Pétersbourg décrit ainsi la boulangerie Elisarow, une des mieux achalandées de la ville : 16 des ouvriers sont logés dans le magasin même, derrière les armoires, dans un réduit où il y a à peine place pour 4 personnes; les autres couchent dans le fournil; le plancher n'est balayé qu'une fois par semaine; les punaises se promènent librement sur la table de pétrissage. Le propriétaire fut frappé de la plus forte amende, 60 fr., mais cela ne l'empêcha pas de continuer. Dans une autre boulangerie de Moscou, les ouvriers n'ont aucune place pour se reposer, ils dorment où ils peuvent; le magasin fermant tous les soirs, ils doivent satisfaire leurs besoins dans une auge placée à côté du pétrin.

Depuis 1884 les patrons ont construit des maisons; le loyer se perçoit par une retenue mensuelle sur le salaire, variant de 1,25 à 7,50 par mois pour les célibataires, de 7,50 à 11,25 pour les gens mariés. A ces maisons sont annexés généralement des magasins sous la surveillance du propriétaire, les ouvriers peuvent y acheter à des prix raisonnables des denrées de bonne qualité; tel est le cas des fonderies de Hughesofka, de Pastuchoff.

L'ouvrier est aussi souvent nourri; dans le faubourg de Saint-Pétersbourg, fondé par Pierre-le-Grand et appelé l'Okhta, l'ouvrier demeure chez ses patrons dont il partage la table; quelquefois il se nourrit en dehors et reçoit alors un salaire plus élevé;

la nourriture n'est jamais moins bonne que lorsque l'ouvrier se nourrit lui-même. Dans la fabrique de chocolat Sion, à Moscou, les ouvriers reçoivent le matin du thé avec du pain blanc ; à midi une soupe variée, des pommes de terre, du bœuf roti, du pain noir ; le soir même menu. Les jours de fête on donne du veau et du mouton, ceci revient à 5,40 roubles par mois, soit 18 copecks par jour et par ouvriers, aux frais du patron.

Il s'est produit des événements curieux, le Gouvernement prit la défense des abus contre les lois ; ainsi dans certaines exploitations minières il est défendu de nourrir les ouvriers avec de la viande salée au-delà d'un certain jour, ils doivent alors recevoir de la viande fraîche ; le patron ayant ses provisions faites continua à distribuer de la viande salée ; les ouvriers se révoltèrent et la force publique intervint pour rétablir l'ordre.

En général autrefois le patron introduisait dans le contrat d'enrôlement une clause d'après laquelle les ouvriers devaient se fournir à la fabrique des denrées indispensables.

Voici un exemple des stipulations ; les ouvriers devaient demander par hommes et par mois :

- 32 kil. de farine de blé ;
- 25 livres de millet ;
- 15 — de sarrazin ;
- 3 — de graisse ;
- 2 litres d'huile ;
- 5 livres de lard ;
- 10 — de viande ;

5 livres de serte séchée ;

2 — de blé pour le Kvass ;

1 seau et demi de choucroute matin et soir
pour 100 hommes.

Le Gouvernement a défendu cet abus ; il pouvait y avoir des avantages, mais « la cupidité des patrons est énorme », dit un témoin digne de foi. Leur alimentation n'a pas changé, mais ils achètent moins cher de bonnes marchandises.

D'après M. Abramof, une compagnie forestière d'Onega nourrit pendant plusieurs mois ses ouvriers avec une farine renfermant plus de 5 % d'ergot. Dans une fabrique du département de Moscou, la Commission sanitaire trouve 8,000 kil. de viande salée en décomposition et destinée aux ouvriers. A Ekaterinembourg, un industriel offre ses services pour débarasser les magasins militaires de 9,600 kil. de mouton salé, condamnés par la Commission de surveillance, et ses services sont acceptés. Dans le département de Moscou encore, le fabricant Elaguine vendit à ses ouvriers 6,400 kil. de lard putréfié, à un prix très élevé ; plusieurs protestèrent et furent congédiés ; les autres, en vertu du contrat, achetèrent ce lard ; la plupart le laissèrent ; ceux qui en mangèrent tombèrent malades du typhus.

M. Sviatlovsky, dans *L'ouvrier russe*, dit que les magasins de fabrique font un grand mal parce que la loi n'est pas exécutée. L'ouvrier peut s'y procurer en tout temps de l'eau-de-vie pour laquelle il paye à la fabrique des amendes de 3 roubles, et il achète de 30 à 100 % plus cher les vivres et les habits. On

y vend à crédit et à des prix dépassant jusqu'à 45 % les prix ordinaires. Cependant ces abus ne sont pas généraux : les gouvernements de Saint-Pétersbourg, de Kharkoff, dans les provinces de la Baltique, ont obtenu d'heureux résultats de la loi. A la manufacture de Bogorodoki-Gloukhow 9,000 ouvriers ont fait pour 1,140,000 roubles d'achat ; dans la fabrique de Strave pour 600,000, dans la Ramenskoë pour 408.000.

L'usine métallurgique Goujon a fondé à Moscou une société coopérative de consommation où le Comité d'administration est élu par les sociétaires : les bénéfices sont partagés entre eux et les acheteurs ; mais le Gouvernement a toujours le droit de dissoudre la société pour infraction à la morale ou atteinte à la sécurité publique.

Mais les préférences de l'ouvrier sont pour les artè-les de consommation ou société coopérative d'ouvriers. Le chef ou staroste achète les vivres, dirige le ménage commun, répartit les dépenses incombant à chacun, et est personnellement responsable envers l'usine : celle-ci paye les vivres directement aux fournisseurs pour le compte des ouvriers d'après des factures contresignées par le staroste. Celui-ci est payé à frais communs.

Mais l'inconvénient est que le staroste et les douze contrôleurs élus se font payer des pots de vin : le premier fait en outre tort à l'usine en portant au débit des ouvriers, sous forme de nourriture, les sommes qu'il leur a avancées en argent à 2 % par mois au minimum. Les starostes de vingt-six fabriques de Moscou ont

assuré à l'inspecteur avoir fait des prêts à raison de 5 à 20 copeks par mois et par roubles, ce qui fait 240 % par an.

Ailleurs on paye les salaires en coupons de valeurs mobilières; s'ils ne sont pas échus l'ouvrier subit l'escompte, s'ils le sont, il paye l'impôt. De plus il ne peut s'en procurer souvent le paiement : le patron s'en charge et naturellement prend sa commission; de plus l'ouvrier n'est pas à même d'apprécier la valeur en numéraire d'un coupon qui subit une certaine perte obligatoire, et d'autre part il n'est pas toujours libre de refuser, étant donnée sa dépendance vis-à-vis du patron.

§ 3. *Législation.*

A. — L'article 1359 du Code pénal interdit aux propriétaires de fabriques de payer les ouvriers en denrées ou autres objets en nature ou bons d'argent.

B. — Une loi du 10 juillet 1883 interdit sous peine d'une amende de 4 à 500 roubles de payer les ouvriers en coupons échus ou non. Cette loi devient l'article 14 de la loi de 1886 sur l'industrie.

Une série de désordres se produisit dans les gouvernements de Wladimir et de Moscou en 1884; ils devinrent si forts que l'État sentit la nécessité d'intervenir dans le contrat du travail et promulgua la loi du 3 juin 1886. Cette loi porte l'empreinte des nécessités qui l'ont fait naître; s'écartant du droit commun

qui fonde la validité du contrat sur le consentement et la libre volonté, s'inspirant de l'idée qu'il fallait protéger le plus faible contre le plus fort, elle s'interpose entre les deux parties au nom des intérêts de l'État et équilibre leurs droits et leurs devoirs en mettant une borne à la liberté dont mésusait l'une et en fixant les revendications de l'autre.

La première partie fixe les conditions de louage des ouvriers dans l'industrie et édicte les pénalités. Parmi ces dispositions, il en est de générales applicables à tout l'empire ; la seconde régleme la surveillance des établissements de l'industrie manufacturière, ainsi que les rapports entre patrons et ouvriers et renferme un commentaire détaillé des prescriptions de la première.

Art. 14. — « Il est interdit de payer en coupons, en monnaie conventionnelle, en denrées ou marchandises. Lors du paiement de l'ouvrier, il est interdit de lui faire subir une retenue pour dettes. »

Art. 15. — « Ne sont pas considérées comme dettes les comptes du patron pour nourriture et fourniture d'objets de première nécessité. »

Cela est ajouté parce qu'une partie du salaire est reconnue saisissable. Cette sage disposition met fin à l'exploitation des ouvriers par les magasins de certaines fabriques où ils étaient obligés d'acheter à crédit.

Les patrons qui contreviennent à ces dispositions sont passibles d'une amende de 50 à 300 roubles. Si leur désobéissance à la loi a causé des troubles dont la répression a dû occasionner l'emploi de

la force publique, ils sont passibles d'arrêts pendant trois mois au maximum ; ils peuvent en outre être déchus pour toujours du droit de diriger une fabrique.

Art. 16. — Il est interdit aux gérants de fabrique de prélever des intérêts sur les sommes prêtées aux ouvriers, comme aussi de se faire rémunérer à raison de la garantie par eux donnée aux engagements pécuniaires des ouvriers.

Art. 17. — Il est interdit de faire payer aux ouvriers les secours médicaux, l'éclairage, l'usage des instruments.

Art. 27. — Les ouvriers qui jouissent de logement, de bains, de salle à manger dépendant de la fabrique, ne peuvent être soumis à des retenues de ce chef que d'après un tarif approuvé par l'inspecteur des fabriques.

Et spécialement pour les travaux agricoles :

Art. 31. — Les maîtres n'ont pas le droit d'obliger les ouvriers à accepter pour la paye qui leur est due, au lieu d'argent, du pain, des marchandises ou d'autres objets.

Art. 32. — Si les ouvriers sont nourris par le maître, les aliments qui leur sont préparés ou les provisions qui leur sont fournies doivent être de bonne qualité et de la même nature et de la même qualité que la nourriture des paysans de condition moyenne de la localité.

Ce dernier article s'appliquant aussi aux ouvriers industriels.

Des sociétés de consommation peuvent, avec le

consentement des patrons, ouvrir dans l'intérieur des fabriques, des magasins d'approvisionnement pour les employés et les ouvriers ; les denrées doivent être de bonne qualité et d'un prix peu élevé ; d'autres magasins ne peuvent s'établir qu'avec l'autorisation de l'inspecteur ; ce dernier approuve la liste des objets mis en vente.

Les patrons peuvent ouvrir des boutiques, elles sont fermées si elles vendent plus cher qu'en ville. Elles sont ouvertes avec l'autorisation de l'inspecteur ; les prix sont approuvés par lui et affichés chaque mois. Si le fabricant ne fait pas approuver les prix, sa boutique est fermée pour toujours. Les prix ne peuvent dépasser ceux du marché.

On créa une « Commission provinciale » pour les affaires de fabrique. Elle est présidée par le gouverneur ; y figurent le procureur du tribunal, le chef de la gendarmerie, des présidents ou membres de la municipalité, l'inspecteur des fabriques. Dans les villes où existent des comités consultatifs du commerce ou de l'industrie, deux membres de ces comités remplacent les membres de la municipalité.

Ces Commissions sont une délégation des pouvoirs législatif, judiciaire, exécutif. Elles modifient les lois et comblent les lacunes ; prennent des arrêtés obligatoires pour sauvegarder la vie, la santé et la moralité des ouvriers ; instituent des règlements pour les ouvriers travaillant en artèles ; examinent les plaintes contre les décisions des inspecteurs et jugent jusqu'à 100 roubles en dernier ressort les contraventions à la loi.

L'inspecteur des fabriques est chargé de l'application et de la surveillance des dispositions prises par la Commission et de l'exécution des lois. Les fabricants ont demandé l'exclusion des inspecteurs de la commission ; ils les accusaient de fomenter des troubles, ils sollicitèrent aussi d'y avoir trois représentants, de pouvoir en appeler au ministère de la justice. Tout ceci leur fut refusé.

Cette loi de 1886 n'avait été applicable qu'à cinq gouvernements, ceux de Saint-Petersbourg, de Moscou, de Wladimir, de Varsovie, de Petrovosc. Elle ne concernait que les manufactures à l'exclusion des ateliers de la petite industrie. Il n'y avait que 36 inspecteurs ayant chacun 1,300 établissements à visiter.

C. — Un décret impérial du 26 mars 1894 décide que la loi sera appliquée à la petite industrie et à treize gouvernements nouveaux : l'application sera partielle dans les quarante deux autres gouvernements russes. Ceux-ci renferment du reste moins du quart du nombre total de manufactures importantes ; le nombre des inspecteurs est porté à 143 pour la Russie d'Europe. Des conseils d'industrie fonctionneront dans les dix-huit gouvernements et jugeront les infractions à la loi.

D. — Une loi industrielle du grand duché de Finlande de 1879 renferme de nombreux articles ayant pour but de prévenir les abus et les injustices de part et d'autres. Elle édicte des amendes de 500 fr. au maximum.

IV. — ALLEMAGNE.

En Allemagne, le trucksysteme n'est pas né dans les usines modernes ; c'est un mal ancien apparu dans les mines pour la première fois. Nous trouvons en effet des polices de mines de 1548 pour la vallée de Joachim, de 1566 pour celle de Hennberg, de 1589 pour le duché de Saxe-Cobourg, de 1669 pour la ville de Cologne, et toutes imposent aux directeurs de payer exclusivement en argent.

Ensuite, on le voit apparaître dans l'industrie domestique (1) où il règne encore avec plus de force que dans les usines et manufactures, car si dans ces dernières il est vaincu, l'industrie domestique est un champ de culture excellent pour le trucksysteme.

§ 1. *Ouvriers agricoles.*

M. Lavollée nous donne d'intéressants détails sur la situation des ouvriers agricoles au point de vue du payement en nature. Au plus bas de l'échelle « le deputaten », sorte de premier valet ; associé dans l'exploitation rurale, il tient le milieu entre le métyayer et l'ouvrier. Il reçoit comme complément de salaire en argent des allocations en nature s'il est marié ; elles consistent en distribution de blé ou de

(1) L'industrie domestique est celle où l'ouvrier travaille chez lui.

pommes de terre. Les célibataires mangent à la ferme, et encore ne le demandent-ils que si la cherté des produits agricoles peut leur faire espérer un bénéfice par la vente de leurs allocations. Ces « deputatens » diminuent chaque jour ; ils trouvent leur condition trop malheureuse ; ils émigrent ou vont à la ville. En effet, dans la Vistule où ils sont le mieux payés, ils touchent par an 150 à 200 fr. en argent, et 75 fr. d'allocation en nature. Ailleurs ils reçoivent 75 fr. par an avec un coin de terre.

Le tagelhoner, tâcheron ou journalier, remplace le deputaten. Certains s'engagent pour un ou trois ans ; ils fournissent leur travail et celui de leur famille. En retour, on leur assure de l'occupation pour toute l'année ; on les loge gratuitement ; on leur donne la jouissance d'un coin de terre, des allocations. M. Von der Luhe, propriétaire à Stormstroff, leur fournit gratuitement une maison, un poulailler, une étable à porc, un jardin de 8 ares, un champ de 21 ares, le combustible, les soins du médecin et du pasteur, l'instruction à l'école. Après la récolte chaque famille touche 500 litres de seigle, orge, avoine. Comme argent, l'homme touche par jour 0 fr. 78 et la femme 0 fr. 54.

Il ne faudrait pas croire qu'il en soit partout ainsi, ce fait est une heureuse exception à la règle. Les simples journaliers ne sont guère heureux : dans la basse Silésie, ils touchent 1 fr. 85 à 2 fr. 50 par semaine et ils sont nourris, en général très mal. Il n'est pas étonnant dès lors qu'ils émigrent ou qu'ils s'enrôlent dans l'armée socialiste.

§ 2. *Ouvriers industriels.*

Le *Bulletin de l'office de travail* de juillet 1887 contient les débats de la Commission de statistique du travail sur la situation des travailleurs de l'industrie du vêtement, et nous y voyons que le salaire en nature est quelquefois fourni en même temps que le salaire en argent. L'employeur contraint l'ouvrier à acheter le fil dans ses magasins ; cette pratique diminue pourtant. Un patron de Stuttgart comptait 1 mark par jour pour le salaire en nature et payait en argent 3 ou 4 marks par semaine. A Ascheffenburg, l'ouvrier touche 5 à 6 marks par semaine ; à Nuremberg 9 marks 50 ; à Berlin les ouvriers produisant des costumes d'enfant travaillent 13 heures par jour et reçoivent par semaine 8 à 14 marks, les fournitures déduites.

Vers 1840, le truck florissait à Solingen, une blouse valant 14 silbersgroschen (1) dans le commerce, était vendue à l'ouvrier 1 thaler 5 gros. d'argent ; un mouchoir de 4 1/2 silb. coûtait 10 silb ; une gibecière de 2 thalers 25 silb. revenait à 5 thalers. Dans une grande maison de vannerie de Cobourg, et cela il y a peu d'années, chaque vannier recevait en livrant ses produits 2/5 livres de café, 1 livre de sucre, 1 livre de chicorée, puis on lui déduisait 1 mark 45 pfennigs, et cela sans son avis. Les petits ménages étaient obligés d'acheter encore pour 70 pfennigs

(1) Le silbersgroschen vaut 12 à 15 centimes ; le thaler 4 francs.

au moins. A Cobourg et en Franconie, toujours dans la vannerie, le patron fournit les joncs d'Espagne. Deux quintaux métriques valent 53 marks, c'est-à-dire 1 fr. 45 ; la livre coûte donc 15 pfennigs ou 1/4 de sous ; on la leur vend 30 ou 40 pfennigs. Le quintal métrique de feuilles de palmier, qui s'achète 26 à 27 marks, est revendu 38 à 40. Ce sont les bénéfices faits ainsi qui ont engagé les entrepreneurs à vendre d'autres marchandises, à établir de longs termes pour le paiement, ces longs termes favorisant le commerce.

Les ouvriers du port de Hambourg se mirent en grève en 1896 ; ils ne reprirent le travail qu'en 1897. La circulaire 13, série B, du Musée social, donne les renseignements suivants :

La majorité des arrimeurs « hauerleute » se trouve à la merci des contremaîtres, ceux-ci enrôlent les hommes, les cabaretiers les y aident. Entre ces contremaîtres, ces cabaretiers et les sous-entrepreneurs, c'est un échange continu de services, les deux premiers souvent ne font qu'un, ou sont liés par la parenté, l'amitié, l'intérêt ; ils s'entendent pour retenir le plus possible l'arrimeur au cabaret ; les ouvriers en quête de travail s'y rendent et les bonnes relations avec le patron augmentent singulièrement les chances de placement. L'usage étant de payer les salaires dans les débits, le système est parfaitement organisé au point de vue du cabaretier. Le législateur étant intervenu, les paiements sont faits dans une salle à côté de celle où l'on consomme : la loi est respectée !

Les gens de mer « seeleute », ne sont pas plus heureux. Les enrôleurs ont partie liée avec les lo-geurs ; ils exploitent avec sérénité les marins qui ne peuvent leur échapper. La nécessité force ceux-ci à demander des avances, ce que la loi permet, et l'on déduit immédiatement l'intérêt de l'argent prêté. Il arrive aussi qu'on leur accorde des avances en nature : objets d'équipement, produits divers. On conçoit que cet usage rende possible l'exploitation des marins.

En 1890, l'Union des arrimeurs demanda inutilement à l'Association des armateurs de supprimer l'embauchage et le payement faits dans les cabarets. En 1894, une assemblée d'employés réclama du Sénat de Hambourg l'organisation d'un bureau municipal de placement. Ce fut en vain. Les marins en 1891 avaient déjà fait la même demande. Tout échoua par la faiblesse de l'organisation syndicale, retardée dans son développement par des mesures législatives et par la puissance des Unions patronales soutenues par l'autorité.

Quant à la grève de 1896, elle échoua faute d'argent pour soutenir les grévistes.

§ 3. *Législation.*

Ouvriers agricoles. — Toute liberté est accordée en ce qui les concerne. Cependant en Prusse, si les propriétaires ruraux peuvent payer leurs ouvriers en nature, c'est à la condition que le prix des marchandises soit celui du commerce.

Ouvriers industriels. — Pour l'Allemagne, les plus anciens monuments législatifs se trouvent être les règlements des mines dont nous avons parlé :

Mines des vallées de Joachim, en 1548.

— de Hennberg, en 1566.

— de Saxe-Cobourg, en 1589.

— de Cologne, en 1669.

Elles imposaient le payement en argent exclusivement.

En 1787, l'électeur Maximilien étendit ces polices aux États de Westphalie ; elles étaient applicables aux mines, forges, fonderies ; défendaient le payement en aliments ou autres marchandises. Au même point de vue, le Code rural prussien décrète, titre 2 et 16, que la première obligation envers les mineurs est de les payer en monnaie et non en minerai, matériel ou vivres.

Pour l'industrie, la première loi est celle de Solingen réglementant la fabrication de l'acier dans la coutellerie et l'armurerie ; des dispositions de 1654 et 1687 défendent le payement en nature et les fournitures, sauf le matériel nécessaire à l'ouvrier : acier, fer, charbon, huile, graisse, bois de gaïac, etc. ; l'entrepreneur peut en déduire le montant les jours de paye. Ces mesures n'arrêtèrent pas les abus, les amendes étant trop faibles ; aussi en 1724 on chargea une Commission de rechercher le remède.

Charles-Philippe, comte palatin, défend, le 4 décembre 1742, de payer les journaliers ou artisans en denrées inutiles, comme sucre, café, thé, sous peine d'une amende de 25 florins d'or (2 fr. 25). Charles-

Théodore, en novembre 1757, confirme cet édit, et ajoute que les magasins ne pourront pas vendre plus cher que le petit commerce. Mais tous ces règlements eurent si peu d'effets que Solingen, en 1772, nomma une nouvelle Commission chargée d'étudier les remèdes à apporter dans l'industrie de la coutellerie. En 1777 et 1787 des ordonnances rétablirent le payement en marchandises ; mais les interdictions restèrent inscrites dans les statuts ou lois particulières à chaque corporation. Ceux-ci furent du reste supprimés lorsque la liberté de l'industrie fut proclamée.

En Westphalie, sur les bords du Rhin, des plaintes s'élevèrent ; aussi en 1831 le Gouvernement prussien fut-il chargé d'étudier la question. En 1845 l'*Allgemeine gewerbe ordnung* pour la Prusse proclama la liberté industrielle ; mais en 1849 elle fut remaniée dans un sens opposé, car le gouvernement d'Aix-la-Chapelle, de Cologne, de Dusseldorf, les Chambres de commerce d'Aix-la-Chapelle, de Grefeld, d'Elberfeld, firent une enquête sur les mesures à prendre pour prévenir la diminution causée au salaire par le truck. Un procès-verbal fut rédigé interdisant le payement en nature et envoyé au président de la Confédération des provinces rhénanes, aux ministres du commerce et de l'industrie. Le ministère céda à la pression, et en janvier 1848, proposa un projet de loi sur les abus subis par les ouvriers. Les événements de mars en empêchèrent le vote.

Un décret du 9 novembre 1849, articles 50 à 55 et 75, donne satisfaction aux intéressés. Les patrons sont obligés de payer en argent, et ne peuvent faire

des avances en marchandises. Ils peuvent fournir le logement, le chauffage, la nourriture, les remèdes, les frais de médecin, les outils, la matière première. Ceci s'appliquait aux ouvriers travaillant à l'usine ou chez eux. Ce décret fut étendu le 29 mai 1860 aux mines. En 1861 ce décret fut rendu applicable en Saxe, article 69. En 1869, il s'étendit au Wurtemberg, article 43 ; à la Confédération du Nord, articles 134 à 136, et enfin à tout l'Empire, articles 115 à 119, par la *Gewerbe ordnung* de 1869. Ce ne fut pourtant qu'après 1870 que cette ordonnance fut promulguée dans tous les États ; il fallut même la loi du 27 février 1888 pour la rendre obligatoire dans tout l'Empire.

C'est la loi de 1891, modifiée en 1896, qui régit actuellement l'empire Allemand.

Avant d'entrer dans l'étude de cet acte législatif, il serait peut-être utile de voir comment en Allemagne le paiement dans les débits fut réglementé. On peut dire d'abord que les résultats furent plus négatifs que ceux obtenus dans la lutte contre le truck proprement dit. La diète Rhénale ouvre le feu en adressant, en 1843, une pétition tendant à défendre aux patrons d'ouvrir des débits. Elle décide, le 30 décembre 1843, que l'autorisation sera nécessaire et que celle-ci ne sera donnée qu'en cas d'absolue nécessité, sauf pour l'alcool. Une circulaire du 13 février 1844 imposa cette réglementation aux provinces du Rhin, et un ordre ministériel du 16 novembre 1846 l'étendit à tout l'Empire. Tout débit est donc dorénavant interdit ; ceux qui existent doivent disparaître et l'au-

torisation n'est donnée qu'après enquête et seulement pour les pays éloignés de tout centre. Le 21 décembre de la même année, les conducteurs de travaux, les contremaitres, les agents des mines, les ouvriers de chemins de fer, sont soumis à cette réglementation. Les propriétaires de brasseries et de mines y sont seuls soustraits.

La réglementation industrielle de 1869, pour la Confédération du Nord, exige l'autorisation pour l'ouverture d'un débit; or, il est difficile de savoir quand elle nécessaire et doit par conséquent être accordée.

Étude de la loi de 1891. — Au lendemain de la conférence de Berlin de 1890, le gouvernement Allemand élabore deux projets de loi relatifs à la réglementation du travail. M. de Caprivi les dépose au Reichstag le 6 mai; le premier institue des tribunaux spéciaux pour les différents entre patrons et ouvriers, l'autre modifie la loi sur l'industrie. Les 17, 19, 20 mai on fait la première lecture; la Commission parlementaire chargée de son étude prend une première délibération à son sujet.

Ce n'est que le 17 janvier 1891, après une seconde délibération, que la Commission dépose son rapport signé de M. Hitze, et le 12 février commence la deuxième lecture; on discute les articles 105 à 120 du projet, ils sont relatifs aux quatre questions suivante : repos dominical, travail des mineurs, mode de paiement des salaires, écoles professionnelles.

Lors de la discussion de la troisième question, le principe adopté en face du truck est la proscription

de ce mode de paiement: l'article 115 voté par la Commission comportait dans son article I l'interdiction pour le patron de LIVRER à crédit des marchandises.

Les socialistes, par l'organe de M Auer, demandent l'addition de « l'interdiction de *vendre* »; M. Hitze, rapporteur, fait remarquer que l'article 117 donne satisfaction sur ce point, puisqu'il déclare nuls les contrats entre ouvriers et patrons, par lesquels les premiers s'engagent à s'approvisionner dans certaines boutiques. Le Reichstag repousse l'amendement.

Un autre est proposé par le député Metzner, interdisant aux patrons d'exercer une pression quelconque sur leurs ouvriers afin de les déterminer à s'approvisionner dans certaines boutiques. Il signale les abus résultant des efforts du patron pour attirer l'ouvrier dans ses économats : tantôt celui-ci est obligé de s'engager à abandonner une partie de son salaire, tantôt il ne touche que des bons sur l'économat, et alors, pour obéir à l'article 115 de la loi en vigueur, le caissier du patron paye en argent, mais celui de l'économat reprend les espèces immédiatement sous les yeux de l'ouvrier, et ce dernier ne touche qu'une somme insignifiante. Quatre exemples du pays Rhénan sont cités par le député : dans deux l'ouvrier ne touche rien, dans le troisième il reçoit 3 pfennigs, dans le dernier 5 pfennigs, à chaque jour de paye. L'orateur dépose sur le bureau les bons en question, puis une monnaie fictive de laiton qui joue le même rôle dans quelques usines.

M. Metzner retire son amendement devant celui

de M. Schœdler ; ce dernier se réservait de présenter le sien en troisième lecture ; il était ainsi conçu : « Les paiements en bons sur marchandises, valables pour des boutiques étrangères à l'usine, sont nuls. Cette disposition s'applique :

a) Aux paiements effectués avec l'assentiment de l'ouvrier en vue de solder des dettes dans une boutique n'appartenant pas au patron ;

b) Aux paiements ou retenues versés avec l'assentiment de l'ouvrier entre les mains des tiers, créanciers ou cessionnaires de ces denrées. »

La Commission tempéra par une série d'exceptions les rigueurs des prescriptions du paragraphe I de l'article 115, en acceptant deux exceptions :

a) Exceptions déjà prévues par le projet du Gouvernement : aliments fournis, à condition que le prix ne soit pas supérieur au prix d'achat ;

b) Logement, chauffage, médicaments, outils, matière première ; la Commission ajoute à ces objets l'éclairage et la jouissance d'un terrain. Le projet du Gouvernement mettait comme condition que le prix ne surpasserait pas la valeur du *prix de la localité* ; la Commission, à raison de la difficulté d'appréciation, spécifia qu'il ne s'agirait que d'un *prix moyen*.

Le Reichstag adopta le texte de la Commission pour la première exception. Il maintint, malgré M. Auer, les termes « prix moyen » ; il vota un amendement de M. Gutlfleisch, ainsi conçu : « En cas de travail à forfait, les outils et les matières premières peuvent être délivrées à un prix moyen, pourvu que ce prix ne soit pas supérieur au prix de la localité

et qu'il ait été convenu d'avance. » L'auteur faisait remarquer que le prix de la localité était pour ces articles facile à définir et que l'obligation d'une convention préalable du prix, constituait une garantie suffisante pour l'ouvrier. Il accepta encore la proposition du même auteur tendant à appliquer aux paiements d'acomptes les dispositions uniquement prévues pour les salaires.

Après la Commission, le Gouvernement repousse un nouvel amendement de M. Auer : « Le jour de paye ne doit être ni un dimanche ni un jour férié ; le paiement ne peut avoir lieu ni dans les hôtelleries, ni dans les cabarets, ni dans les boutiques... » On repousse la première partie, et le Reichstag vote seulement un paragraphe additionnel à l'article 115, que la Commission avait adopté en deuxième lecture et qui dispose que le paiement ne peut avoir lieu dans les boutiques, cabarets, hôtelleries, qu'avec l'autorisation de l'autorité administrative inférieure.

Le Reichstag adopte l'article 17 du projet déclarant nulles les affectations du salaire à un objet autre que la participation à une institution de nature à améliorer le sort des ouvriers ou de leur famille.

M. Auer prépara un autre amendement déclarant que l'ouvrier ne pourrait être contraint de contribuer à une institution de ce genre. Une discussion surgit à ce sujet entre le Ministre M. de Berlepsch et M. Bebel. Ce dernier s'éleva violemment contre les institutions patronales et notamment contre les habitations ouvrières, sans oublier les caisses d'épargne des fabriques et leurs économats. Le rapporteur montra l'in-

justice de ces critiques et l'impuissance de M. Bebel à signaler les remèdes alors qu'il flétrissait si bien le mal.

Les articles 118 et 119 sont adoptés sans débats ; la Chambre vote, malgré les socialistes, et sur l'avis de la Commission, l'application des articles 115 et 119 aux ateliers de famille.

On arrive ensuite à la recherche des délits ; les libéraux et les socialistes demandent des inspecteurs d'Empire dont la fonction fut incompatible avec toute autre fonction administrative pour leur laisser plus de temps ; ils auraient en outre une autorité pénale, indispensable pour protéger les ouvriers. Cette demande est repoussée, car l'utilité de ces inspecteurs est contestable : en Saxe, par exemple, les inspecteurs viennent de recevoir l'inspection des chaudières et ces nouvelles fonctions n'entravent en rien leur service ; et enfin le rôle pénal est incompatible avec l'idée de confiance attaché à leurs fonctions. On vota seulement un paragraphe additionnel à l'article 139, obligeant les patrons à fournir les renseignements statistiques qui leur seraient demandés ; on ajouta le mot statistique pour éviter les indiscretions des enquêtes.

On passe ensuite à la pénalité, qui est fixée à 2,000 fr. d'amende et à la prison en cas de récidive. Pour la responsabilité, il y eut discussion ; l'article 146 de la loi en vigueur déclarait l'exploitant seul responsable, sauf (151) s'il a un fondé de pouvoir ; le patron était donc responsable à la place des préposés quand il leur abandonnait la direction d'une partie

d'un vaste établissement. Le Gouvernement pensa que les préposés seraient responsables ; l'exploitant, seulement quand la contravention aurait été commise à sa connaissance, ou quand il aurait été coupable de négligence dans le choix ou la surveillance de ses préposés.

La Commission ne voulut d'abord rien entendre, en alléguant que ce serait enlever toute garantie à l'ouvrier, et que les grands profits de l'entreprise faisaient disparaître le dommage causé par l'amende ; toutefois elle reconnut qu'il était injuste de frapper le patron innocent, alors que le préposé coupable était épargné, et sans déplacer les responsabilités elle les aggrava en déclarant le patron responsable *indépendamment* et non *au lieu* de ses préposés, s'il n'avait pas exercé la surveillance compatible avec les conditions de son exploitation. La rédaction de la Commission fut adoptée.

En troisième lecture le Reichstag vota, malgré le Commissaire impérial et sur l'avis de M. Hitz, un amendement de M. Gutfleisch empêchant l'ouvrier d'engager à l'avance ce qui lui est dû, en déclarant le salaire insaisissable et en soumettant cet article à la pénalité.

La loi fut votée dans son ensemble le 8 mai 1891 et promulguée le 1^{er} juin. La voici :

Art. 115. — Les industriels doivent payer comptant en monnaie d'empire les salaires de leurs ouvriers. Ils ne peuvent fournir de marchandises à crédit. Il est cependant permis de céder aux ouvriers et d'en tenir compte sur le salaire, des aliments au prix

coûtant, habitation et terrain contre le loyer en usage dans l'endroit, le chauffage, l'éclairage, une pension régulière, les soins médicaux, les médicaments, l'outillage, les matières premières pour le prix coûtant moyen. A un prix supérieur les cessions d'outils et de matières premières pour travaux à forfait est permise lorsque ce prix ne dépasse pas celui en usage dans la localité et qu'il en a été fait convention d'avance.

Art. 115 A. — Sans l'autorisation de l'autorité administrative inférieure, le paiement des salaires ou acomptes ne peut avoir lieu dans les cabarets ou restaurants ou dans les magasins de vente.

Art. 116. — Les ouvriers irrégulièrement payés peuvent à toute époque réclamer un second paiement, aucune exception fondée sur ce qu'ils ont reçu à titre de paiement ne peut leur être opposée. Les choses reçues en paiement ou à leur défaut l'enrichissement que l'ouvrier en a retiré, sont attribués à la caisse des secours dont il profite ou à celle des pauvres.

Art. 117. — Les conventions contraires à l'article 115 sont nulles ; il en est de même des conventions entre patrons et ouvriers relatives à l'achat des choses qui leur sont nécessaires dans un magasin déterminé, ainsi qu'en général à l'emploi du salaire à d'autres buts qu'à la participation à des organisation servant à améliorer le sort de l'ouvrier et de sa famille.

Art. 118. — Les créances à raison des marchandises qui ont été livrées contrairement à l'article 115

ne peuvent ni faire l'objet d'une action en justice de la part du créancier, ni être recouvrées par voie d'imputation, ou de toute autre manière et cela sans distinguer si elles sont le résultat d'une acquisition indirecte ; par contre ces créances sont attribuées à la Caisse de l'article 116.

Art. 119. — Aux maîtres doivent être assimilés les membres de leur famille, leurs commis, mandataires, préposés, surveillants et représentants, ainsi que les autres industriels dans les affaires desquelles lesdites personnes sont intéressées directement ou indirectement.

Art. 119 A. — Sont comprises sous le nom d'ouvriers les personnes qui exécutent pour certains chefs d'industrie, hors de leurs ateliers, des travaux industriels, même si elles fournissent les matières premières et auxiliaires.

Art. 146. — Tout industriel qui contrevient à l'article 115 est puni d'une amende de 2,000 marcks au plus et en cas d'insolvabilité d'un emprisonnement de six mois au plus.

Cette loi se rapproche beaucoup de la loi anglaise, mais elle est plus fine en ce sens que si elle ne veut pas l'indignité du patron, elle ne veut pas y joindre celle de l'ouvrier, en permettant que celui-ci profite indûment de la marchandise reçue en payement.

Elle aggrave aussi les responsabilités en rendant le patron responsable indépendamment des préposés ; ils peuvent donc être frappés l'un et l'autre, alors que dans la loi anglaise, par exemple, si l'un est puni l'autre ne l'est pas.

Cette loi fut modifiée le 6 août 1896, mais ce qui y fut ajouté ne nous importe pas.

V. — BELGIQUE.

Ce pays fut de bonne heure ravagé par le truck, puisqu'en 1280 un ban du comte de Flandre et des échevins d'Ipres oblige les drapiers à payer leurs ouvriers en monnaie courante. Les lois se succédèrent nombreuses jusqu'en 1887, où grâce à M. Morisseaux une législation complète fut inaugurée.

Nous empruntons aux réponses du questionnaire qu'il fit distribuer les détails nécessaires pour esquisser la situation de la Belgique à ce point de vue.

§ 1. *Ouvriers agricoles.*

Remarquons d'abord que pour l'agriculture les réclamations manquent : nous n'avons relevé que celle du curé de Joneret, M. Simonez. Il déclare que les petits cultivateurs souffrent du truck et reçoivent des denrées pour prix de leurs produits ; s'ils n'en ont pas besoin le commerçant les reprend à un prix inférieur à celui de vente. Ce fait cependant se rapproche plus de la question industrielle que de la question agricole.

§ 2. *Ouvriers industriels.*

Le gouverneur de la Flandre Occidentale répond que le paiement en nature n'existe pas, mais que l'obli-

gation de se fournir aux magasins existe ; ce qui revient au même, dit-il.

Joseph Collin, négociant à Neufchâteau, demande l'interdiction du paiement en nature et regrette que les magasins ne soient pas ce qu'ils devraient être.

Auguste Francotte, armurier à Liège, déclare qu'une partie des fabricants, mais la plus petite, paye en marchandises ; les sous-entrepreneurs payent de n'importe qu'elle façon et tous ont des cabarets ou des magasins. Bien des fabricants tiennent des magasins, et pour avoir du travail, les ouvriers doivent aller chez eux ; on a vu des ouvriers obligés d'accepter des costumes complets. Le fabricant paye les sous-entrepreneurs en marchandises, ceux-ci en font autant ; ils revendent donc ces marchandises déjà chargées d'un bénéfice en les chargeant d'un autre. Ce fabricant peut vendre meilleur marché que ses concurrents, puisqu'il bénéficie sur le prix coûtant, et ses rivaux qui payent en argent doivent baisser le salaire.

M. Volont déclare avoir vu un recoupeur recevoir sur 1,000 fr., 500 fr. en marchandises dont un tonneau de vinaigre et pour le reste une traite à trois mois.

M. Higny-Ziane déclare que dans la vallée de la Vesdre, sur quatre-vingts maîtres cannoniers, quatre seulement ne tiennent pas boutique. Après une grève huit ou dix fermèrent la leur ; les autres ont voulu continuer.

Les maîtres ouvriers disent que les dentellières doivent acheter le fil au bureau. Elles le payent 1 fr. au lieu de 0 fr. 22, prix courant ; ailleurs, 1 fr. 65 au lieu de 0 fr. 30.

M. Demarteau, à Tougues, déclare que le patron donne en payement du café de 1 fr. 50 le kilo pour 3 fr. 80 ou 4 fr. M. Schaetzen, négociant dans le même ville, affirme que c'est exagéré et qu'interdire le payement en nature serait ruiner les fabricants. Mais le bourgmestre assura que M. Demarteau avait raison.

Les ouvriers de Zele, le 16 août 1886, écrivent :
« Nous avons trop pour mourir et pas assez pour vivre. »

M. Vanderweyen, fabricant de cigares à Saint-Nicolas, signale de graves abus. Les patrons payent en argent et forcent leurs ouvriers à s'approvisionner dans telle ou telle boutique. « Un jour, dit-il, un boulanger est venu me proposer de me donner 0 fr. 02 par pain s'il pouvait livrer son pain à mes ouvriers ! J'ai refusé ces propositions malhonnêtes. »

M. d'Hanens, échevin de Saint-Nicolas, apporte une pièce de coton valant 0 fr. 50 et que l'on vend couramment 1 fr. aux ouvriers. Une devideuse peut gagner au plus 0 fr. 50 par jour.

Voici un extrait des livrets de boutiques tenus par des industriels cannoniers de Nessonveaux :

11 mars 1877,

Reste	5 41
1/2 kilo café	1 85
2 livres beurre	3 70
1 livre 1/2 lard	3 30
1/2 kilo fèves	0 25
<i>A reporter.</i>	14 51

<i>Report.</i>	14 51
1 paquet tabac	0 25
1/2 kilo savon	0 20
1/4 sucre	0 23
Amidon	0 10
Chicorée	0 20
2 bobines	0 20
1 boule savon	0 25
1/2 kilo couques	0 65
1 litre genièvre	1 00
6/2 lard	1 37
1/2 litre pétrole	0 25
3 onces laines	0 75
Payé le 13 mars	19 96

Voici un tableau comparatif des prix payés par kilo ou litre par les ouvriers aux patrons et des prix du commerce du 1^{er} janvier en mai.

	Magasin.	Commerce.
Farine	0 32	0 27
Beurre	3 66	2 76
Café	2 79	1 83
Sucre	1 80	1 48
Lard	2 06	1 58
Sel	0 10	0 06
Genièvre	1 25	1 03
Pétrole	0 27	0 16
Savon	0 53	0 30
Riz	0 92	0 35

En 1893, une maison d'Anvers gagnait 60 % sur le salaire de ses ouvriers ; mais par une habile com-

binaison c'était l'État qui y perdait. Elle faisait convertir des lingots de cuivre en pièce de 0 fr. 10 de la République Argentine : ces pièces lui revenaient à 0 fr. 04. En France cela s'est produit aussi.

L'*International*, organe des sections belges, du 11 avril 1869, reproduit la lettre suivante :

« Malines, 31 mars 1869.

.
« Les patrons ne tiennent pas estaminets. Oh non ! ils sont trop grands seigneurs pour cela ; mais ils se rattrapent en construisant près de leurs établissements des estaminets qu'ils louent jusqu'à 800 fr.

« Au paiement de la quinzaine ils ont l'habitude de payer par chef de taille, mais comme ils ont soin de faire courir les ouvriers d'une taille à l'autre exécuter leur travail, de manière que l'ouvrier ne peut plus savoir ce qu'il peut gagner ni où il doit aller chercher son argent.

« Il circule dans l'estaminet du patron ou du sous-patron en demandant aux ouvriers : n'avez-vous rien reçu pour moi ?

« — Qui êtes-vous ?

« — Je suis X...

« — Nous n'avons rien reçu.

« — J'ai été faire X journées à telle taille et je ne sais pas qui les a reçues.

« — Ah ! c'est X..., il vient ne sortir.

« Allez ! ouvriers, cherchez après ce monsieur, dépensez 1 fr. 50 en faisant le tour de tous les estaminets et souvent n'ayant rien trouvé, vous retournez au bureau des porions :

« — Messieurs, qui va me payer mes journées ?

« — Ne sais-tu pas qui ? je te l'ai dit, grosse bête. c'est un tel ; va-t'en chercher après ; si tu ne le trouves pas tu attendras jusqu'à l'autre quinzaine.

« Le lendemain, dans sa tournée, le patron demande :

« — Vous n'avez pas payé un tel ?

« — Si, Monsieur, son argent est à la cantine.

« Au soir, quand l'ouvrier rentre, on lui dit que sa paye est au cabaret et il doit l'y aller chercher. »

§ 3. *Législation.*

Ban de 1280. — Au nom des comtes de Flandre et des échevins d'Ypres, il signale que tous les quinze jours les drapiers doivent payer les tondeurs et ceux-ci leurs valets sans que l'on puisse donner ni recevoir en paiement des vivres ou menues denrées sous peine de 60 sols d'amende dans les deux cas.

Il est à remarquer qu'ici sont punis non seulement le patron qui paye mais l'ouvrier qui reçoit : c'est un procédé curieux que de frapper la victime, pour l'obliger à se plaindre probablement. L'ordonnance du prévost de Paris Hangast reproduit cette même disposition.

Les statuts de 1393, des tisserands de Vilvorde, déclarent que le paiement en nature est licite et le réglemente. C'est le seul cas de ce genre que nous ayons trouvé.

Les statuts de 1762, des meuniers de Nieuport, interdisent aux meuniers de prendre du froment ou

mouture pour leur salaire ou quelque chose autre que de l'argent. Cela était permis au contraire aux meuniers de Liège.

Principauté de Liège. — Là surtout régnait le truck.

Ordonnance du 30 juillet 1733, de Georges Louis.

Édit de mai 1739. — Louis de Berghe défend, sous peine d'une amende de 10 florins d'or, de payer le salaire en nature. Cet édit est formulé de nouveau en 1742, 1748, 1745, 1759, 1761, 1771. En 1842, cette ordonnance fut étendue à tout le pays.

Mais patrons et ouvriers concluaient des contrats stipulant des paiements en nature. Les longs intervalles de jour de paye obligeaient les ouvriers à recourir au crédit et la pression des employeurs empêchait les plaintes.

Édit de 1745. — Jean-Théodore de Bavière, en 1745, renouvelle l'édit de 1739 ; il défend les contrats stipulant les paiements en marchandises, réglemente la périodicité des jours de paye et prescrit des poursuites d'office. Mais les patrons ne donnent alors de l'ouvrage qu'à celui qui fréquente le magasin.

Édit de 1746. — Le prince-évêque défend aux patrons de tenir boutique et les oblige à opter entre l'industrie ou le commerce.

Édit de 1750. — Mais rien ne changeait. Cet édit promet l'impunité aux patrons coupables qui en auraient dénoncé d'autres. L'évêque prévoit la coalition, qui aurait pu priver ces dénonciateurs de tout

travail, en prenant un arrangement avec les « marchands sociétaires » qui achetaient les produits de ces fabricants ; des hommes de paille apparaissent alors.

Édit de 1759. — Jean-Théodore, par cet édit, frappe les contremaitres et employés des mêmes peines que le patron. Il punit les ouvriers victimes ; prive à jamais les coupables du droit du bourgeoisie ; punit comme complices les officiers de police qui ayant eu connaissance du fait ne l'ont pas poursuivi.

Édit de 1763. — Jean-Théodore défend de vendre du vin aux ouvriers.

Édit du doyen de la cathédrale rendu « sede vacante » ; fait allusion aux dépenses de cabaret.

(*Récueil des Ordonnances de la principauté de Liège*).

Limbourg et pays d'outre-Meuse. — Édit de Marie-Thérèse, 1757. — Cet édit mérite une étude spéciale.

Le 11 septembre 1756, l'échevin Simar écrit de Soiron au Conseil de Brabant qu'au mois mai les cloutiers de Liège, voyant que les marchands de leur pays voulaient baisser la façon des prix, parce que ceux d'ici ne payaient pas le même prix, vinrent à Soiron et au Ban-d'Olne empêcher les ouvriers de travailler ; ils les ameutèrent, pillèrent les magasins des patrons payant en marchandises, et exigèrent une contribution de tous les marchands sous la menace d'être pillés. Enfin on promit le paiement du salaire en argent et au taux du pays de Liège, et depuis lors tout est tranquille. D'autres faits scandaleux durent se

produire, car Marie-Thérèse, la même année, rendit un édit s'appliquant aux manufactures de draps et de clous dans le pays de Limbourg et les pays d'outre-Meuse.

Art. II. — Défense aux marchands, faconniers et manufacturiers de draps et de clous de donner à leurs ouvriers, en payement de leur salaire, aucune espèce de marchandises ou denrées, directement ou indirectement, soit par eux-mêmes, soit par leurs enfants, alliés ou amis, de quelle manière ou sous quelle condition ou prétexte qui puisse être, comme aussi d'obliger leurs ouvriers d'acheter des marchandises et denrées dans quelque boutique ou magasin spécial ou chez quelque personne déterminée, quand bien même ils n'y eussent aucune part ou que telles personnes leurs fussent étrangères.

Art. III. — 100 écus d'amende pour la première contravention ; 200 pour la deuxième, avec privation d'exercer l'industrie pendant deux ans ; 300 écus d'amende, bannissement pendant vingt ans pour la troisième, quand bien même les marchandises ou denrées auraient été vendues ou livrées au juste prix.

Art. IV. — Un tiers de l'amende au dénonciateur.

Art. V. — Un patron qui a congédié l'ouvrier parce qu'il a refusé d'accepter les marchandises, doit lui payer le salaire tout le temps qu'il restera innocenté.

Art. VI, VII, VIII. — Traitent de la procédure, et infligent des peines très fortes aux magistrats qui n'auraient pas fait leur devoir.

Nous voyons que dans cet édit toutes les mesures étaient prises pour arrêter le payement en nature et la

reprise du salaire par l'achat forcé dans les magasins : peines très fortes contre les délinquants, récompense aux dénonciateurs, poursuites contre les magistrats fautifs.

Loi de 1887. — Il nous faut traverser toute la fin du XVIII^e siècle et presque tout le XIX^e pour rencontrer une loi générale. La situation politique de la Belgique semble être la cause d'un si long retard sur ce point, alors qu'un pays tout aussi éprouvé que la Belgique, nous voulons dire l'Angleterre, avait, en 1831, inauguré un système général de protection.

Cette loi a été modifiée en 1896, en outre des projets de modification ont été déposés successivement : l'un du 28 novembre 1890, tendant à l'abrogation de l'article 3, un autre de novembre 1895, tendant à charger les inspecteurs de l'exécution de la loi, le 11 avril 1896 on donne satisfaction à ce projet ; le troisième, d'août 1897, tendant à faire condamner d'office le patron délinquant.

Voici le texte de la loi :

Article 1^{er}. — Les salaires des ouvriers doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal. Tous paiements effectués sous une autre forme sont nuls et non avenus ;

Art. 2. — Toutefois le patron peut fournir à ses ouvriers, à charge d'imputation sur les salaires :

- 1° Le logement ;
- 2° La jouissance d'un terrain ;
- 3° Les outils ou instruments nécessaires au travail ainsi que l'entretien de ceux-ci ;
- 4° Les matériaux ou matières nécessaires au tra-

vail et dont les ouvriers ont la charge, selon l'usage admis, ou aux termes de leur engagement ;

5° L'uniforme ou le costume spécial que les ouvriers seraient astreints à porter.

Les objets compris sous les n^{os} 3, 4 et 5 ne peuvent être portés en compte à l'ouvrier à un prix dépassant le prix de revient.

Art. 3. — La députation permanente peut autoriser les patrons à fournir à leurs ouvriers, à charge d'imputation sur les salaires, les denrées, les vêtements, les combustibles, à condition que ces fournitures soient faites au prix de revient.

Elle détermine les autres conditions auxquelles l'autorisation est subordonnée.

S'il y a dans la localité un Conseil de l'industrie et du travail, ces conditions doivent être préalablement soumises soit à son avis, soit à celui de la section compétente.

L'autorisation est toujours révocable pour cause d'abus, le Conseil de l'industrie ou la section entendus.

En cas de refus ou de révocation d'autorisation, il peut être interjeté appel au Roi dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de la députation permanente aux intéressés.

Art. 4. — Le paiement des salaires ne peut être fait aux ouvriers dans les cabarets, débits de boissons, magasins, boutiques ou dans des locaux y appartenant.

Art. 5. — Réglemente l'époque du paiement.

Art. 6. — Hors les cas prévus par les n^{os} 3, 4, 5

et l'article 2, il est interdit tant aux patrons qu'aux directeurs, contremaîtres, porions, employés d'une administration publique ou privée, chefs d'entreprise ou sous-traitants, d'imposer à l'ouvrier travaillant sous leurs ordres ni de stipuler conventionnellement avec lui, des conditions de nature à lui enlever la faculté de disposer librement de son salaire.

Néanmoins le logement et la jouissance d'un terrain prévus par les n^{os} 1 et 2 de l'article 2, peuvent former l'objet de baux entre les patrons, directeurs, contremaîtres, porions, employés d'une administration publique ou privée, chefs d'entreprise ou sous-traitants, et les ouvriers, pourvu que ces baux soient librement conclus.

Art. 7. — Il ne peut être fait de retenue sur le salaire de l'ouvrier que :

1^o Du chef d'amendes encourues en vertu du règlement, etc. ;

2^o Du chef des cotisations dues à des caisses de secours ou de prévoyance ;

3^o Du chef des fournitures faites dans les conditions des articles 2 et 3 ;

4^o Du chef d'avances faites en argent, mais à concurrence du cinquième seulement du salaire.

Est considéré comme avance le prix d'un terrain à bâtir vendu par le patron à l'ouvrier.

Art. 8. — N'est pas recevable, sauf pour les fournitures relatives au commerce exercé par l'ouvrier, l'action du patron, du directeur ou contremaître, du porion, de l'employé d'une administration publique ou privée, du chef d'entreprise ou du sous-traitant,

ayant pour objet le paiement de fournitures faites dans d'autres conditions que celles qui sont indiquées aux articles 1 et 2.

Art. 9. — Jusqu'à preuve contraire, toute fourniture faite par la femme ou par les enfants du patron, directeur, contremaître, porion, employé d'une administration publique ou privée, chef d'entreprise ou sous-traitant, est présumée faite par le patron lui-même, le directeur, etc.

De même est présumée faite à l'ouvrier lui-même toute fourniture qui aurait été livrée à sa femme ou à ses enfants vivant avec lui.

Art. 10. — Le patron qui aura contrevenu ou fait contrevenir par ses agents ou mandataires à l'une des dispositions des articles 1 à 7 inclusivement, sera puni d'une amende de 50 à 2,000 fr.

Les directeurs, etc., qui auront commis la même infraction, seront punis de la même peine. Toutefois s'ils ont agi d'après les instructions du patron ou d'un préposé ayant autorité sur eux et sans y avoir un intérêt personnel, ils ne seront passibles que d'une amende de 26 à 100 fr., dont le paiement pourra être poursuivi à charge du patron, sauf recours de celui-ci contre le condamné.

Toute action du chef d'une des infractions prévues par la présente loi prescrite par le laps de six mois à dater du jour où l'infraction aura été commise.

Art. 11. — Le livre I^{er} du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sera appliqué aux infractions ci-dessus.

Art. 12. — La présente loi ne concerne ni les ou-

vriers agricoles, ni les domestiques, ni d'une manière générale les ouvriers logés et nourris chez leurs patrons.

Art. 13. — La présente loi ne sera mise en vigueur qu'au 31 décembre 1887.

Art. 1. — Dans les *Annales parlementaires du Sénat*, nous trouvons la définition du mot ouvrier : c'est le travailleur qui, comme tous les ouvriers adonnés à l'industrie, travaillant dans les usines, ateliers, mines et carrières, engagent leurs services moyennant un salaire fixe payé à la tâche ou à la journée.

La loi n'est pas faite pour les maîtres briquetiers, car leur gain n'a pas le caractère de salaire, « dont l'idée dominante est une rétribution contractuelle, fixée; définitivement acquise, obtenue en échange d'un travail fourni ». (Tribunal de police de Meche-len, 5 octobre 1894.)

Le matelot pêcheur est dans le même cas. Il reçoit des avances et est payé par une quote-part de la pêche; il n'est pourtant pas un associé d'après la Cour de cassation, mais quoique assimilable à l'ouvrier, il ne bénéficiera pas de la loi, pas plus que les matelots de la marine marchande; et cela parce que la loi ne s'adresse qu'aux travailleurs des industries extractives et manufacturières. (Déclaration au Sénat de MM. de Moreau, Beenaert, Devolder.)

Les ouvriers agricoles sont exclus aussi; par ce mot il faut entendre ceux qui s'occupent aux travaux agricoles et non ceux qui travaillent dans les industries agricoles : sucreries, brasseries, etc. Cependant il

arrive qu'un ouvrier agricole s'occupe d'une manière intermittente à des travaux industriels. A ce dernier moment, selon M. Devolder, il devient travailleur industriel. M. le ministre Beenaert, en seconde lecture, revient sur cette manière de voir : un ouvrier est et reste plutôt d'un côté que de l'autre ; c'est une question de fait. M. Dumont prit acte de cette déclaration et dit : La loi ne concerne donc point les ouvriers agricoles employés accessoirement dans une industrie de leur patron.

La loi déclare nul et non avenu tout paiement effectué sous une autre forme qu'en monnaie légale. Un pareil paiement ne libérerait pas le patron ; l'ouvrier, s'il l'avait accepté, aurait le droit d'en exiger un second, fait conformément à la loi.

Un jugement du tribunal correctionnel de Verviers, du 28 mai 1895, met cet article en lumière et condamne dans un cas prévu dans les travaux préparatoires :

« Attendu que le prévenu soutient que c'est en vertu d'une convention librement consentie entre lui et ses ouvriers, et même à la demande de ces derniers, qu'il leur a, dans une pensée de philanthropie et de charité, livré des coupons de tissu et a convenu avec eux qu'une retenue serait faite sur le produit du travail pour payer ces fournitures ;

Attendu que cette retenue est absolument en contradiction avec les articles 1 et 7 de la loi ;

Que l'article 1 exige, *sans distinction aucune*, que les salaires soient payés en monnaie métallique ou fiduciaire ;

Que l'article 2 déclare nuls et non avenues *tous* paiements effectués sous une autre forme ;

Que l'article 7 pose en principe général qu'il ne peut être fait de retenue sur le salaire de l'ouvrier ; qu'il admet certaines exceptions limitativement déterminées, mais au nombre desquelles ne figure pas le cas de l'espèce soumise à l'appréciation du tribunal ;

Attendu que la manière de voir du prévenu est en opposition plus flagrante encore avec l'esprit de la loi tel qu'il apparaît dans les discussions parlementaires ;

Qu'en effet de nombreux orateurs, entre autres MM. Gillieaux, Warnant, Bara, avaient soulevé l'objection telle qu'elle est présentée par l'inculpé ;

Que l'organe du gouvernement, M. le ministre de Moreau, répondait à ces honorables députés, et résumant la pensée des auteurs du projet, disait : Quel est le principe de la loi ? C'est que le salaire ne peut être payé qu'en monnaie courante. Exceptionnellement on admet que le patron fournisse des marchandises à ses ouvriers. Ces exceptions sont énumérées dans l'article 2, mais il en est d'autres que, *dans une intention philanthropique*, le législateur veut laisser au patron le droit de fournir : tels sont le combustible, les denrées, le vêtement. Toutefois si l'on accordait au patron d'une manière générale et sans restrictions le droit de pouvoir fournir ces objets, il s'ensuivrait que tous les abus signalés par l'enquête continueraient à subsister ; il est nécessaire de subordonner ce droit à une *autorisation* ;

Attendu que l'espèce, telle qu'elle se présente au débat actuel, a été pour ainsi dire visée formellement

au cours de la discussion ; qu'en effet M. Warnant disait : « Quant au projet du Gouvernement, il est inadmissible, parce que si par pure générosité, par esprit de charité, de vraie démocratie, le patron a mis à la disposition de l'ouvrier des marchandises sans esprit de lucre, il sera passible d'une amende de 1,000 fr. Le paiement en marchandises se fait ou du consentement de l'ouvrier en suite d'une convention formelle librement consentie, ou bien contre son consentement.

« Dans beaucoup de cas, la convention de recevoir son salaire en marchandises est chose utile et même nécessaire. Il peut arriver et il arrive souvent, spécialement chez les tisserands, me dit-on, que si le patron ne pouvait convenir avec son ouvrier qu'il y aura un certain partage des produits et que l'ouvrier en recevra une certaine partie comme salaire ; il peut arriver, dis-je, dans ce cas, que le patron ne pourrait continuer et que l'ouvrier resterait sans ouvrage. Et semblable convention est-elle légitime et morale ? Et pourquoi pas ? »

Comme conclusion l'orateur déposait un amendement, ainsi conçu : « à moins de convention contraire librement consentie » ;

Attendu que cet amendement, ainsi que deux autres dans le même sens, déposés par MM. Gillieaux et Wæste, furent rejetés ; que ce discours amena deux réponses très catégoriques ; M. de Moreau répliqua :

« Le patron mu par une pensée généreuse ne pourra plus vendre à ses ouvriers les choses essentielles à la vie même au *prix de revient*. Nous admettons que

le patron puisse fournir le vêtement, la nourriture, etc., mais il faut, bien entendu, pour que le patron puisse en agir ainsi, qu'il y soit autorisé, sans quoi la loi manquerait de sanction et laisserait la porte ouverte à tous les abus ».

La seconde réplique fut plus précise encore et donnée par M. de Smet de Naeyer, en ces termes : « Je tiens également à relever l'assertion de M. Warnant, aux termes de laquelle dans l'industrie du tissage on aurait recours à un système que l'honorable membre compare au métayage agricole : le produit fabriqué serait, d'après lui, partagé dans une certaine proportion entre le patron et ses tisserands.

« Je n'hésite pas à affirmer que pareil système n'existe pas, qu'il n'y a pas d'industriels sérieux dans les deux Flandres qui aient recours à ce mode de fabrication, et si le système en question est pratiqué par quelques petits industriels, ce doit être évidemment dans une intention frauduleuse. On paye l'ouvrier en tissus et ceux-ci sont portés en compte à un prix supérieur à la valeur réelle ; la loi fait très bien, à mon sens, d'atteindre une pareille spéculation » ;

Attendu qu'il résulte de ces considérations précises et explicites que les faits reprochés au prévenu ne peuvent échapper à la loi que s'ils sont autorisés par la députation permanente, ce qui n'est pas le cas dans l'espèce ;

Attendu qu'il existe des circonstances atténuantes ;

Le Tribunal condamne, etc....

Les attendus de ce jugement sont bien les meilleurs commentaires que l'on puisse faire de l'article 1.

Art. 2. — Cet article apporte des exceptions à l'article 1 ; le patron peut payer en nature dans certains cas, mais des règles étroites limitent son pouvoir. Dans l'intérêt de l'ouvrier, l'employeur peut lui fournir le logement et la jouissance d'un terrain, mais à la condition, qu'un bail librement consenti intervienne entre eux ; c'est au patron, en cas de litige, à prouver que la convention est librement intervenue.

Les outils, les matériaux, l'uniforme peuvent être fournis, à condition que ce soit au prix de revient ; le prix de revient n'est pas le prix d'achat ; une circulaire ministérielle du 19 décembre 1889 dit : « le prix de revient comprend, outre le prix de la marchandise rendue en magasin, les frais de gestion, d'administration du magasin, de location et d'autres peut-être encore ». Aux termes de la même circulaire, est légal le système suivant ou tout autre analogue : les marchandises sont livrées au prix ordinaire du commerce ; mais les bénéfices réalisés sont répartis à la fin de l'année entre tous les ouvriers acheteurs au prorata de leurs achats, soit sous forme de marchandises, d'argent, ou sous celle d'un livret de caisse d'épargne ». Cette interprétation ne semble pas conforme à la lettre de la loi, puisque l'article 6 dispose que l'on ne peut stipuler des conditions de nature à enlever à l'ouvrier la faculté de disposer librement de son salaire.

Qui déterminera le prix de revient ? Le législateur n'a pas désigné le tribunal chargé de ce rôle. Le ministre de la justice, M. Devolder, a déclaré que lors-

que la question se présenterait dans la pratique, elle serait résolue par le tribunal chargé de l'affaire.

Art. 3. — L'article 3 déroge encore aux dispositions de l'article 1 en autorisant le patron, sous certaines conditions, à fournir les denrées, les vêtements, les combustibles, et à retenir la valeur des fournitures faites.

C'est l'autorisation et la réglementation des économats. Voici les dispositions prises pour conserver à l'économat son caractère charitable et éloigner de lui les abus du truck :

- 1° Autorisation de la députation permanente ;
- 2° Obligation de fournir au prix de revient ;
- 3° Conditions à déterminer par la députation ;
- 4° Révocation d'autorisation en cas d'abus ;
- 5° Liberté pour l'ouvrier ;
- 6° Avis du Conseil d'industrie et du travail.

La députation permanente ne peut accorder l'autorisation que si le patron vend au prix de revient et que si l'ouvrier reste libre ; mais la réunion de ces deux conditions n'oblige pas la députation à accorder l'autorisation ; cependant elle ne pourra, dans ce cas, opposer de refus que « pour des motifs extrêmement graves ».

La circulaire ministérielle du 19 décembre 1887 énumère les autres conditions que la députation peut imposer ; ce sont par exemple : l'obligation d'afficher dans le magasin un tarif des prix, la production d'un rapport périodique, l'inscription des marchandises vendues sur un livret remis à l'ouvrier et en général

les conditions analogues que les circonstances, les coutumes propres à chaque industrie, peuvent rendre utiles.

Ces diverses conditions sont soumises à l'avis du Conseil de l'industrie, s'il en existe un, mais ce Conseil ne peut être consulté sur la question de savoir si l'autorisation doit être ou non accordée.

La députation peut révoquer l'autorisation en cas d'abus de la part du patron, après avis du Conseil d'industrie. Dans ce cas et dans celui du rejet de la demande d'autorisation, le prévenu a droit de recours auprès du Roi ; mais l'octroi d'une autorisation accordée à tort ne peut faire l'objet d'aucun recours.

Un arrêté royal du 5 décembre 1887 règle l'exécution de l'article 3. Nous n'entrerons pas dans son détail.

Cet article a été vivement critiqué au Conseil provincial de Liège et à la Chambre des représentants. A la séance du 8 janvier 1895, M. Maynette, député de Liège, déposa et expliqua une proposition de loi portant abrogation de l'article 3. M. de Favereau fit un rapport sur la proposition ; il l'attaque :

1° Parce qu'elle porte atteinte à la liberté de la charité ;

2° Parce qu'elle est inconséquente, les auteurs après la demande d'abrogation consentent à maintenir en les rendant annuelles les autorisations accordées déjà.

Le rapporteur rappelle qu'en 1887 pas une voix ne s'éleva contre cette exception. En étudiant la genèse de la proposition, il remarque qu'elle dérive du

dommage causé par les éconômats au commerce de détail et aux sociétés coopératives de consommation, et non de celui causé aux ouvriers.

Il cite M. Bry ; au Conseil provincial de Liège, en 1894, il dit : « à côté des fabriques il pourrait y avoir de véritables sociétés coopératives ». M. Journez, le même jour, à cette question : « que font les magasins alimentaires » ? répond : « ils arrêtent l'extension du mouvement coopératif ». M. Platens évalue à 200,000 fr. le bénéfice enlevé par les éconômats au petit commerce dans le bassin de Seraing.

Voici les arguments des auteurs de la proposition :

a) La liberté de l'ouvrier est annulée. C'est faux : ainsi le magasin de la Société d'Ougrée, un des plus critiqué, ne vend à l'ouvrier que jusqu'à concurrence de 17 % du salaire total ;

b) L'ouvrier ne peut se mettre en grève, car les portes du magasin seront fermées et il ne pourra pas aller se procurer ailleurs les vivres nécessaires.

Mais l'ouvrier est libre, donc il peut peser les avantages et les inconvénients, et s'il va au magasin patronal, c'est que l'avantage assuré pendant le travail est supérieur à l'inconvénient en temps de grève. Du reste les négociants ne font guère crédit aux ouvriers sans travail et les grévistes ne résistent que s'ils ont des économies ou reçoivent des subsides.

c) L'ouvrier achète sans compter. Mais le crédit chez le commerçant a les mêmes effets.

d) Le travailleur achète cher des marchandises, qu'il vend bon marché pour se procurer du numéraire. Ceci est la faute de l'ouvrier, puisque le patron

ne faisant aucun bénéfice ne pousse pas à la vente.

e) Le patron ne vend pas au prix de revient. Cela ne veut rien dire puisque le bénéfice est partagé entre les acheteurs.

f) L'économat fait concurrence au petit commerce. C'est certain, mais si le petit commerce est intéressant, l'ouvrier ne l'est pas moins.

Les ouvriers du reste, ajoute le rapporteur, ne se sont jamais plaint : ils demandent le maintien des magasins existants et protestent contre leur suppression.

Le Comité central repoussa le projet par six voix contre une, en proposant certaines modifications plus efficaces.

L'article 3 n'est pas respecté dans son esprit : beaucoup de fabricants de chaises de Malines, par exemple, ont sollicité et obtenu la faculté de vendre du pain à leurs ouvriers, or ils font sécher les bois nécessaires à leurs travaux dans les fours des boulangers et par contre ils leur achètent des pains ; ceux-ci, ils les vendent à leurs ouvriers. Donc, même si le patron vend le pain au prix d'achat, ce prix rémunère le boulanger de son pain et du service qu'il rend à l'industriel. Si le patron n'achetait pas le pain il devrait payer la dessication des matériaux : il fait donc un bénéfice interdit par l'article 3. Dans la discussion, M. Bernaert dit du reste qu'on n'a admis les fournitures de denrées, etc., que lorsqu'elles sont faites dans une pensée philanthropique.

De plus la liberté de l'ouvrier est compromise, car

son patron est obligé de prendre un certain nombre de pains, et ceux-ci doivent trouver preneur dans l'usine. On proposa alors d'ajouter à la loi de 1887 cet amendement « sans que le patron puisse en retirer aucun profit ni direct ni indirect ».

D'un autre côté les inspecteurs du travail sont les mieux à même d'éclairer la députation ; l'enquête anglaise de 1870 dit elle-même : « l'inspecteur produirait de meilleurs effets que les dispositions pénales, parce que la surveillance s'exercerait d'une manière générale et continue ». On propose de modifier ainsi l'article 3 : « La députation permanente, sur le rapport de l'inspecteur du travail, autorise, etc. »

Aucun de ces projets ne fut adopté, pas plus que celui modifiant l'article 6 et proposé à la même séance.

Art. 6. — C'est cet article qui indique le plus expressément l'esprit de la loi, puisqu'il interdit « toute condition de nature à enlever à l'ouvrier la faculté de disposer librement de son salaire ». Le patron ne peut par exemple ni le contraindre à se fournir dans un établissement déterminé, ni l'empêcher par contrat ou autrement à acheter dans tel établissement qu'il désignerait. Cette interdiction s'applique non seulement au patron, mais aux autres personnes qui ont autorité sur l'ouvrier.

L'article 6 indique lui-même, au principe qu'il émet, deux exceptions qui étaient indispensables pour permettre l'application de l'article 2 :

1° Le patron peut obliger l'ouvrier à se fournir

chez lui des objets énumérés aux n^{os} 3, 4, 5 de l'article 2 ;

2° L'ouvrier peut autoriser valablement le patron à retenir sur son salaire le prix du logement ou de la jouissance d'un terrain. L'article 2 autorisait, il est vrai, la fourniture et la jouissance d'un terrain, mais l'article 6 interdisait toute stipulation conventionnelle.

Nous trouvons une difficulté : d'après l'article 2 le patron seul peut imputer sur le salaire le prix du logement et la jouissance d'un terrain ; on peut se demander dans ces conditions pourquoi l'article 6 *in fine* autorise les contremaîtres, etc., à conclure des baux avec les ouvriers au sujet de ces fournitures. C'est pour leur accorder une action pour poursuivre le paiement des sommes dues de ce chef, car d'après l'article 8 ils n'auraient eu aucune action pour obtenir le paiement de ces sommes, et on ne peut pas admettre que la loi leur accorderait le droit de faire des baux sans pouvoir le faire valoir légalement.

Le 8 janvier 1895, M. Maguette, en même temps qu'il demandait l'abrogation de l'article 3, proposait une modification de l'article 6.

Cet article n'est applicable *que s'il y a convention* forçant la liberté de l'ouvrier. Or, sans ordre, sans avis, sans conseil, l'ouvrier comprendra que s'il n'est pas un bon client, il sera mal vu. Il faudrait le modifier ainsi : « Hors les cas prévus... d'imposer par des procédés directs ou *indirects* l'ouvrier travaillant... »

D'un autre côté le patron qui exerce sa pression

sur l'ouvrier ne résiste pas à la tentation d'élever les prix pour augmenter son bénéfice. Il faudrait peut-être se rallier à l'idée de M. Bara, en 1887 : il voulait édicter une peine contre le patron ou son subalterne qui vendrait à son ouvrier les marchandises à un prix supérieur à la valeur commerciale. Ce serait simplifier, car il est plus facile d'établir l'augmentation que de prouver la contrainte, mais quelle serait cette valeur commerciale ?

De plus la loi est incomplète. A Gloris les fabricants de tresse de paille font des bénéfices énormes. Les ouvriers achètent la matière première et leur travail terminé vont l'offrir aux différents négociants de la contrée ; or une partie du prix d'achat est payé en nature ; les marchandises sont évaluées à un prix exorbitant : le beurre 4 fr. au lieu de 2 fr. 50 par exemple. Le tribunal a dû acquitter le patron parce que le prix payé n'était pas un salaire suivant la loi. Il n'y a pas de contrat de louage entre la tresseuse et le négociant ; celui-ci achète le produit du travail. Il y a échange ou échange et vente à la fois si le prix convenu n'est pas soldé entièrement en marchandises. L'abus est flagrant et s'étend à d'autres métiers ; il conviendrait d'ajouter un article ainsi conçu :

« Les dispositions de la présente loi sont également applicables au cas où l'ouvrier cède le produit de son travail et fournit la matière première à une personne à laquelle il n'est pas lié par le contrat de louage d'ouvrage, à moins que la valeur de la matière première ne soit supérieure à la moitié de la valeur du produit. »

On proposait cette restriction, car on considérait la main-d'œuvre comme l'élément principal de l'opération quand elle représente plus de la moitié de la valeur du produit, et nous appliquons dans ce cas à l'opération entière la loi du paiement des salaires. On a basé la restriction sur l'importance de la main-d'œuvre incorporée, pour ne pas entraver le commerce d'échange dans les pays où il était en honneur.

Ces propositions, nous le savons, ne furent pas prises en considération.

Art. 7. — Cet article détermine les cas où les retenues peuvent être faites sur le salaire. Le patron qui en opérerait de non autorisées tombe sous le coup de l'article 10. Cependant si l'ouvrier ne s'est pas opposé à la retenue, il n'a pas le droit d'en réclamer plus tard le montant.

Un jugement du tribunal correctionnel de Verviers du 7 mars 1895, commente cet article :

Attendu qu'il est établi que X..., à Dison, a contrevenu deux fois à l'article 7 de la loi de 1887 en retenant 15 fr. le 9 octobre 1894 et le salaire entier du tissage d'une pièce d'étoffe à la date du 16 novembre suivant à la nommée Z..., son ouvrière, pour loyer dû par celle-ci à l'inculpé, et ce *en l'absence d'une convention librement conclue* entre eux pour ces retenues ;

Qu'il ressort de la combinaison des articles 2 n° 1 et 6 n° 6 que si le patron peut fournir le logement à ses ouvriers, à charge d'imputation sur le salaire, ce

n'est qu'à la condition que la convention soit conclue en toute liberté par l'ouvrier ;

Qu'il résulte d'une façon évidente des discussions parlementaires que le principe qui domine la loi, c'est que l'ouvrier doit pouvoir disposer à son gré de la totalité de son gain ;

Que c'est ce que disait entre autres au Sénat le baron d'Huart : « Ainsi qu'on l'a dit à la Chambre, cette disposition (article 6), conçue en termes généraux, doit être interprétée dans le sens le plus large », et que M. le ministre de Moreau répondait : « Tout ce que le patron fera pour entraver la liberté de l'ouvrier, pour l'empêcher de disposer de son salaire à son gré, tombe sous l'application de l'article 6 » ;

Attendu que le principe général de la loi étant ainsi reconnu, il ne suffit pas, pour échapper aux pénalités de la loi, d'alléguer, comme le fait le prévenu, qu'il y a eu une convention librement consentie entre lui et la plaignante ; qu'il lui appartient d'établir cette convention et les conditions dans lesquelles elle s'est opérée ;

Par ces motifs et vu les articles...,

Le tribunal condamne...

Art. 8. — En vertu de cet article, si des fournitures ont été faites contrairement à la loi, le payement ne pourra pas en être poursuivi en justice. Cet article fait une exception en faveur des fournitures que le patron, etc., fait à un ouvrier qui exerce un commerce en même temps que son métier. Ainsi un patron brasseur peut faire des livraisons de bière à un

de ses garçons qui exploite un café. Ce sont alors deux commerçants qui se trouvent en présence et non plus un patron et un ouvrier. Cette exception ne s'applique évidemment qu'aux fournitures qui ont un rapport direct avec le commerce de l'ouvrier.

Le principe de cet article est donc que les contre-maîtres, porions, etc., n'ont aucune action pour poursuivre le paiement des fournitures qu'ils auront faites à crédit, puisque cette action est réservée aux fournitures faites suivant les articles 2 et 3, et que ceux-ci ne s'appliquent qu'aux patrons. La loi admet cependant deux exceptions à la règle :

1° Pour les fournitures relatives au commerce de l'ouvrier (article 8) ;

2° Pour les baux de logement ou de terrain (article 6).

La défense faite au patron par l'article 8 est absolue. Il ne peut pas opérer de retenue du chef des fournitures faites illégalement (article 7). Les discussions parlementaires ont établi que même lorsqu'il a payé intégralement le salaire il n'a pas le droit de poursuivre le paiement de ces fournitures.

Art. 9. — La présomption établie par cet article est, nous le savons, indispensable pour empêcher que la loi ne soit éludée. Toutes les législations l'admettent. Mais les personnes désignées par l'article 9 reprennent leur droit si elles prouvent qu'elles ont agi en leur nom personnel.

Art. 10. — En Belgique nous voyons que les peines sont élevées plus qu'ailleurs ; c'est ce que réclamaient les commissaires anglais de 1870.

Le 2 avril 1897, on propose de modifier cet article en autorisant le juge à condamner d'office le patron délinquant s'il y a lieu et sans qu'il soit besoin d'une plainte ou d'une constitution de partie civile. Le but de cette disposition était d'assurer la réparation du dommage subi. Il peut arriver, en effet, que l'ouvrier sous la dépendance patronale n'ose pas se plaindre de peur de perdre son travail ; que le temps lui manque pour les formalités qu'exige une constitution de partie civile.

Art. 13. — Le 8 janvier 1895, M. Maguette proposa encore de remplacer cet article devenu inutile. (Cette disposition transitoire avait pour but de permettre aux intéressés d'accomplir les formalités et d'introduire les réformes imposées.) Comme la loi, disait-il, n'est pas assez connue, le nouvel article 13 serait ainsi conçu : « Les patrons sont tenus d'afficher à un endroit apparent, dans les locaux où se paye le salaire, un exemplaire de la présente loi. »

Les effets de la présente loi ont-ils été heureux ?

M. Favereau, dans un rapport du 28 novembre 1890, résume ainsi les résultats de la loi :

« La section centrale estime que la loi de 1887 n'a pas mis un terme à tous les abus ; qu'il est nécessaire de la compléter » mais il est loin de partager le sentiment de ceux qui soutiennent qu'elle n'a donné aucun résultat appréciable pour la classe ouvrière : depuis le 1^{er} janvier 1888, 1,063 personnes ont été mises en prévention et 763 condamnées.

En 1888, la loi a été appliquée dans sept arron-

dissements judiciaires. En 1889, 1890, 1893, dans deux arrondissements.

En 1891, dans trois.

En 1894, dans quatre.

En 1895, dans un.

Le tribunal d'Arlon n'a pas eu encore d'infraction à connaître. Les poursuites diminuent ici, augmentent là. Certains tribunaux sont plus sévères que d'autres. Si la loi n'a pas été appliquée en même temps partout, c'est qu'elle était ignorée des ouvriers.

Le truck existe toujours, puisque nous pouvons lire dans l'*Express* du 17 juin 1898 (journal de Liège), l'entrefilet suivant :

« *Trucksystem.* — Un entrepreneur de Horion-Hozemont, Armand L..., est prévenu d'avoir contrevenu à la loi qui défend à tout patron d'effectuer la paye de ses ouvriers dans une salle de cabaret ; de plus ce patron est accusé d'avoir opéré des retenues illégales sur le salaire de ses ouvriers. A l'audience il entre dans la voie des aveux, mais excipe de sa bonne foi. Le tribunal prenant celle-ci en considération, n'a infligé au prévenu que deux amendes conditionnelles de 20 fr. »

Loi du 11 avril 1896. — A la séance du 19 novembre 1895, M. Nyssens, ministre, dépose le projet suivant :

I. — Les délégués du Gouvernement à l'inspection du travail sont chargés de surveiller l'exécution de la loi du 16 août 1887.

Ils ont, à cet effet, la libre entrée des locaux affectés au paiement des salaires.

Les chefs d'industrie, patrons, gérants et préposés doivent, lorsqu'ils en sont requis, produire les états du paiement et sont tenus, ainsi que les ouvriers, de fournir les renseignements que les agents précités leur demanderont pour s'assurer de l'observation de la loi.

En cas d'infraction, ces agents dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Une copie du procès-verbal sera, dans les quarante-huit heures, remise au contrevenant, sous peine de nullité.

II. — Les chefs d'industrie, patrons, propriétaires, directeurs ou gérants qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi, seront punis d'une amende de 26 à 100 fr., sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des peines établies par les articles 269 et 274 du Code pénal.

En cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, la peine sera doublée.

III. — Le chapitre VII et l'article 85 du livre I du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Cette loi fut votée le 11 avril 1896 ; elle était utile, car les inspecteurs sont les mieux à même de découvrir les contraventions et les poursuivre.

VI. — SUISSE.

§ 1. *Ouvriers agricoles.*

Voici la moyenne des salaires d'un ouvrier des champs de 1866 à 1870 :

Canton de Zurich : Kloten . . .	1	50 a. nour. et log.
— — — Niederhasli . . .	1	20 avec nourrit.
— Glaris	3	» sans nourrit.
— Saint-Gall	2	50 —
— Schaffouse	2	22 —
— Argovie	2	50 avec nourrit.
— Thurgovie	2	» —
— Tessin	2	20 s. nour. s. log.
— Neuchâtel	3	» —
— Vaud	3	» —

Ces renseignements sont donnés par le Bureau fédéral de statistique.

En 1872, M. Böhmert établit ainsi la moyenne pour la Suisse :

Avec nourriture et logement . . .	1	» à 1 50
— et sans logement . . .	2	» à 2 50
Sans nourriture — . . .	3	»
Femme nourrie et non logée. . .	»	70 à 1 80

§ 2. *Ouvriers industriels.*

Pour nous rendre compte de leur situation au point de vue du payement en nature, consultons les

réponses faites aux questionnaires des inspecteurs de Mollis, Schaffouse, Lauzanne. Notons d'abord que ces derniers se plaignent de ce que les ouvriers ont mal répondu ou même pas répondu du tout.

A cette question : « Le payement des salaires a-t-il lieu en nature ? » 142 ont répondu, 26 au plus semblent avoir compris ce qu'on leur demandait. Il s'agit souvent du logement, et surtout de la pension ; dans une plainte il est question d'épicerie et d'habillement. Les ouvriers de Moliens qui se plaignent le plus n'ont pu répondre, car la question leur fut posée en hiver, époque à laquelle ils ont quitté le pays ; des plaintes sont élevées sur l'obligation où est l'ouvrier de se fournir en nourriture, en habillement, chez des négociants désignés par le patron. Du reste, la prestation en nature est souvent rendue nécessaire par les exigences ou la nature des industries : voituriers, entrepreneurs, etc.

Ailleurs il s'agit de savoir si le salaire en nature est tout ou en partie dans l'intérêt de l'ouvrier, s'il est nécessaire et pourquoi ? Les quelques ouvriers qui ont répondu disent simplement que tout est au bénéfice du patron. Les employeurs prétendent que non, en faisant valoir les avantages économiques. Les fonctionnaires, de leur côté, déclarent que dans les grandes entreprises les avantages sont pour l'ouvrier.

Quand on leur demande quelles sont les mesures à prendre, les uns réclament la compétence des prud'hommes, les autres exigent une loi.

La dernière question était de savoir si le payement

se faisait tout ou en partie au moyen de jetons ou de bons, et dans l'affirmative, quel préjudice en résultait. L'ensemble des réponses prouve que ce mode de paiement est rare. Dans le premier arrondissement, sur 81 réponses, une seule a trait au paiement partiel. Dans le deuxième, on cite deux exploitations où des jetons sont donnés par les patrons ; ceux-ci tiennent un café. Dans le troisième, pas de réponse ; on se plaint seulement du paiement en monnaie allemande, car le change fait supporter une perte de 1 %.

La dernière question a trait au lieu de paiement. 4 % des réponses indiquent le cabaret.

M. Bodeux, dans son étude sur le contrat de travail, après une critique de la loi fédérale, affirme que le paiement en marchandises se montre rarement, sauf dans la vallée de Frütigen. On a remarqué, dit-il encore, que chez les Grisons le patron donne le vin et le genièvre au même prix que les cabaretiers, et retient le prix sur le salaire : c'est un abus tout aussi bien que les fournitures de cigares et les avances pour dettes de jeu. Ailleurs on balance le reliquat du solde avec des marchandises. Dans Berne-Oberland, les fabricants d'allumettes payent mi-partie en argent, mi-partie en denrées : les ouvriers ne protestent pas. Cet abus disparaît par la reprise du monopole par l'État

La loi exige bien le paiement en monnaies ayant cours légal, mais le long du Rhin où l'on paye en pièces allemandes la loi fut toujours tempérée. Ainsi un industriel de Schaffouse est condamné pour avoir payé en argent allemand ; l'autorité cantonale lui

interdit de rémunérer ainsi les travailleurs suisses, mais le lui permet pour les ouvriers habitants Bade. Ailleurs on cumule le paiement en marcks et le paiement en marchandises, l'ouvrier supportant le change; mais partout où ce système régnait par la contrainte, l'autorité sévit et arrêta les abus.

Les fournitures de vivres aux ouvriers sont fréquentes et ne paraissent pas avoir été la cause de nombreux inconvénients. Ainsi la maison Escher, de Zurich, revendait 4 fr. 50 le quintal de pommes de pommes de terre qui lui revenait à 5 fr. 60. Chaque année la filature Kunz distribuait 400,000 kil. de pommes de terre 15 à 20 % au-dessous du prix de revient. A Nieder-Schœntal, canton de Bale, le patron fait servir tous les soirs à ses ouvriers le café au lait moyennant une légère retenue. A Benzbur, les ouvriers peuvent se faire loger et nourrir à la fabrique pour 9 fr. par quinzaine.

De même pour le logement; M. Rieter, à Töss, a construit de petites maisons isolées très confortables qu'il loue 180 fr. ou 232 fr. par an, avec une retenue déduite à chaque jour de paye sur le salaire. L'ouvrier peut donner congé à chaque terme. M. Sulzer, à Veltheim, a construit des maisons avec deux logements, un au rez-de-chaussée, l'autre au premier: chacun a une salle parquetée, deux chambres, deux cabinets, une cuisine, un bucher, une cave à vin, une autre à légumes, un jardin de 300 mètres carrés; le loyer est de 240 fr. payables par retenues de 20 fr. sur la première paye du mois. Les deux parties peuvent donner congé trois mois à l'avance.

M. Klein, en 1880, relève dans la Suisse septentrionale 34 fabriques ayant 690 logements, dont 53 gratuits, les autres variant de 50 à 250 fr.; d'autres ont des dortoirs pour les célibataires à raison de 0 fr. 50 par lit et par semaine. Certaines fabriques isolées logent et nourrissent tous les ouvriers. Mais ce cas est rare.

§. 3 *Législation.*

Loi fédérale concernant le travail dans les fabriques. — La loi fédérale du 23 mars 1877 déclare, article 10, que les fabricants sont tenus de régler leurs ouvriers au comptant, en monnaie ayant cours légal, sous peine d'une amende de 5 à 500 fr. En cas de récidive il est loisible aux tribunaux d'infliger, indépendamment de l'amende, un emprisonnement pouvant à s'élever à trois mois.

Canton de Neuchâtel. — Dans certains cantons des abus se produisirent, aussi le législateur prit-il des mesures spéciales. Ce canton, le 12 février 1891, déclare que « sera condamné pour faits d'usure à une amende pouvant s'élever à 2,000 fr., à laquelle en cas de récidive pourra s'ajouter un emprisonnement de trois mois, le patron ou le fabricant convaincu dans un but de lucre d'avoir payé ses ouvriers autrement qu'en monnaie légale ayant cours et notamment en marchandise ».

Canton d'Unterwald. — En 1887 de grands travaux publics furent exécutés dans ce canton; les

entrepreneurs pressuraient les ouvriers; aussi, le 24 avril de la même année, une loi fut déposée; on la vota en 1888 :

« Tous les paiements doivent être faits en argent comptant. L'émission de bons et autres papiers qui ne peuvent être échangés que contre des marchandises et ne peuvent être convertis en toute minute en argent comptant est interdite. Les surveillants et entrepreneurs à forfait d'entreprises publiques ne peuvent se faire marchands des objets nécessaires aux ouvriers, sans une permission du Conseil du Gouvernement. Cette dépense s'étend aux membres de leur famille. » Cette disposition devait s'appliquer au cas de travaux dans des régions inhabitées; la vente de marchandises s'imposait et l'autorisation était tout ce que l'on pouvait demander.

Motion Comtesse. — La loi suisse n'avait donc qu'un mot rapide pour prévenir le paiement en marchandises. Tous les abus du truck étaient loin d'être prévus et prévenus; les rapports inspectoraux en font foi.

Si un patron négociant donne des marchandises à crédit et déduit leur valeur au jour de paye, sur le montant du salaire, ce n'est pas illégal. De même pour la fourniture de marchandises en gros ou d'un logement. Le truck est souvent une question d'intention et de circonstances. Aussi l'inspecteur du 2^e arrondissement fait observer qu'il y aurait avantage à adopter la disposition du canton de Neuchâtel. Le patron qui, sous le couvert d'une société de con-

sommatation dont il perçoit les bénéfices, livre des marchandises aux ouvriers, réalise par là même un gain considérable; il est difficile, sinon impossible, de sévir contre lui. Le patron, par la pression qu'il exerce sur ses ouvriers, ruine le commerce du voisinage et amène une diminution de salaires dans les fabriques où les industriels se libèrent en espèces sonnantes. Lorsque l'ouvrier paye comptant et qu'on lui vend au prix coûtant, il n'a nulle plainte à élever; tout au plus sa liberté est-elle plus ou moins atteinte. L'inspecteur n'ose pas intervenir davantage quand un confectionneur oblige les couturières à prendre chez lui le fil et les aiguilles, au prix qu'il déclare coûtant.

M. Comtesse a vu ces lacunes et a cherché à les combler par une motion datée du 3 avril 1891, et prise en considération le 9 avril. La voici :

1° Que le montant total des salaires dus aux ouvriers leur soit payé en monnaie courante, tout paiement de salaires en marchandises ou autrement qu'en monnaie courante devant être déclaré nul et sans valeur;

2° Qu'aucune retenue d'aucune sorte qui ne serait pas contractuelle ne puisse être faite sur les salaires;

3°..... (cet article ne nous intéresse pas).

Ces dispositions ne concernaient pas les domestiques, non plus que les ouvriers agricoles logés et nourris chez le patron.

Le rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la motion ne fut déposé que le 16 juin 1894. Ce long intervalle fut employé à consulter les gouvernements cantonaux et les sphères intéressées.

Le rapporteur constate d'abord que seul, le canton de Neuchâtel a adopté dans son ensemble la motion Comtesse, que neuf autres l'ont repoussée. Les douze autres cantons ont répondu, soit qu'elle n'offrait aucun intérêt, soit qu'elle n'était acceptable qu'en partie, soit qu'elle rentrait dans le domaine d'une loi fédérale sur les métiers.

La réponse du gouvernement de Solaure du 15 février 1892 est à remarquer : « Il ne faut édicter des actes législatifs, contre les inconvénients qui se produisent dans le domaine du travail, qu'alors qu'on serait exactement orienté, quant à l'existence, l'extension, la nature de ces inconvénients; faute de quoi, certains ne tiennent à rien, s'ingèrent sans nécessité dans des conditions établies, n'atteignent pas le but ou le dépassent, et indisposent employés et employeurs. » Le rapporteur pense lui aussi qu'on ne doit pas édicter facilement des lois de circonstance qui ne sont que de palliatifs défectueux et d'un mauvais fonctionnement.

Cet écueil est en effet rarement évité par les législateurs, et l'on pourrait citer des lois déposées et votées sous une pression morale et momentanée, qui plus tard, sont dans l'application la source de difficultés qu'au premier abord l'on n'avait pas soupçonnées.

Mais le rapporteur convient que pour le paiement des salaires bien des choses ne sont pas telles qu'elles devraient être. Le paiement en nature est pratiqué en Suisse, mais le mal est peu répandu; il faut le combattre pourtant, car il causerait un certain préju-

dice à une catégorie d'ouvriers, ceux qui ne sont pas protégés par la loi fédérale concernant le travail dans les fabriques. Il est de l'avis du Conseil d'État de Bâle-ville : « Il y aurait lieu d'édicter une loi sur les métiers, attendu qu'une telle loi peut seule établir des règles uniformes et faire observer les principes normaux par tous les corps de métier ». M. Comtesse partage cette idée, puisque le début de sa motion est ainsi conçu : « Le Conseil fédéral est invité à examiner s'il ne devrait pas édicter, soit dans une loi spéciale, soit en complétant le titre onzième du Code fédéral, des dispositions légales prescrivant que, etc... » Concluons qu'il faudrait une loi spéciale sur les métiers.

Le rapporteur constate que l'article 10 de la loi sur les fabriques suffit à protéger les ouvriers qui sont placés sous sa sauvegarde; que du reste la loi est observée et que les suppositions étayant la motion ne se confirment que rarement pour les fabriques. Par contre il est difficile de supprimer le payement en nature dans la vallée de Frütigen : la fabrication des allumettes y est tellement en décadence que le fabricant lui-même est contraint d'accepter de ses clients des marchandises en payement.

Quand aux ouvriers qui échappent à la loi sur les fabriques, pourquoi n'auraient-ils pas la même protection, et la meilleure manière de la leur accorder est de faire une législation générale sur les métiers; une loi spéciale ou additionnelle au Code des obligations serait d'abord une loi de circonstance et ensuite de peu d'utilité, car le mal est faible, l'inconvénient le

plus grave serait de laisser échapper un système d'échange masqué aux yeux des inspecteurs et échappant ainsi à la loi.

Obliger au paiement en monnaie légale, c'est inutile, l'ouvrier peut déjà recourir aux tribunaux, puisque personne n'est obligé d'accepter une autre monnaie. L'inconvénient est que l'ouvrier plaignant perdra sa place, que ce soit une loi nouvelle ou la loi actuelle qui soit en vigueur. Il faudrait une inspection officielle, mais pourquoi en créer une spéciale aux établissements non soumis à la loi des fabriques; le plus simple est d'en changer la police des cantons.

Le département de la justice, dans sa communication du 5 mai 1894, fait remarquer que si la loi fédérale est insuffisante sur le chapitre du paiement en espèces monétaires, la motion ne l'est pas moins, car ce n'est pas en forçant l'employeur à payer en monnaies courantes qu'on l'empêchera d'exploiter l'ouvrier; tant que le magasin ou le débit existera à côté de l'usine, l'employé devra s'y fournir; que l'ouvrier y dépense son argent ou ses jetons, c'est la même chose. Le seul moyen est d'interdire l'ouverture des magasins, comme l'ont fait certains cantons, où les titulaires de certaines fonctions, où les propriétaires de certaines usines ne peuvent exercer certaines professions : celle d'aubergiste par exemple.

Le rapporteur fait remarquer en outre que sur les frontières on ne peut empêcher, au dire des inspecteurs eux-mêmes, le paiement en monnaies étrangères. Ils n'y voient aucun inconvénient et plutôt un avantage.

La motion va aussi trop loin en interdisant les pensions, logements ou autres prestations en nature, quoiqu'un alinéa en écarte les domestiques et ouvriers agricoles. Les inspecteurs de fabriques ont constaté eux-mêmes qu'on ne peut exiger le paiement en espèces de préférence à tout autre. Chaque ouvrier en effet sait parfaitement si on lui donnera logement et pension en plus du salaire. Ce serait puéril d'exiger un contrat sur ce point; il n'aurait d'autre effet que d'empêcher les ouvriers de la petite industrie de participer à la vie de famille; ceux-ci en effet (meunerie, tannerie, etc.), ont ainsi une table plus appétissante.

Pour les autres prestations en nature, il en est de même : logement, chauffage, éclairage, jardin, boissons, les ouvriers les considèrent comme une faveur; la motion n'a pas pu être conçue pour les détruire, et cependant elles constituent une partie du salaire. On ne peut défendre aux maîtres de métiers, surtout à la campagne, de fournir l'abri et la nourriture à titre de paiement partiel du salaire; l'éducation professionnelle et morale en profite. Il en est de même pour les employés et apprentis des maisons de commerce, pour les entrepreneurs dans les endroits écartés.

Et le rapporteur conclut : il est douteux que l'interdiction projetée puisse détruire bien des abus et faire beaucoup de bien, et on ne peut contester quelque raison d'être à l'opinion que les rapports entre patrons et ouvriers ne peuvent être que meilleurs, plus humains et familiers, grâce à la vie commune,

et que la législation, loin de combattre cet état de chose, devrait plutôt le favoriser. Du reste les vues diffèrent dans les sphères intéressées.

Le Comité cantonal des sociétés du Grütli, canton de Glaris, veut des exceptions pour le cas où le patron offre à l'ouvrier la pension, le logement; car quel avantage y aurait-il à payer d'une main le salaire et à retirer de l'autre le montant de la pension. Au contraire, la Fédération ouvrière de Glaris ne veut aucune exception. Les employeurs doivent payer ce qu'ils doivent comme salaire; en revanche, l'ouvrier doit payer le prix convenu au patron pour la pension et le logement. Ce n'est qu'à cette condition que l'ouvrier sait ce qu'il gagne et ce qu'on lui réclame pour son entretien, et si ce dernier ne correspond pas au prix convenu, il peut réclamer ou s'en aller.

Le rapporteur est donc disciple de Le Play; il voit dans le payement en nature le relèvement de la vie familiale, le retour à la vie patriarcale. S'il croit les patrons suisses assez désintéressés en général pour chercher le bonheur de l'ouvrier et repousser l'idée de gain à outrance, il a raison. Mais les réflexions de la Fédération ouvrière de Glaris peuvent faire naître des doutes, et peut-être sont-elles exactes; les idées modernes poussent dans leur sens et séparent le capital du travail par un fossé profond; il est peut-être trop tard pour le combler; contentons-nous de quelques passerelles.

La motion en resta là, mais le 16 janvier 1897 nous trouvons un autre rapport, concernant la motion Comtesse, fait à l'Assemblée fédérale; le Conseil fédéral, y est-il dit, est invité :

1° A examiner s'il n'y aurait pas lieu d'édicter pour les exploitations industrielles soumises à la loi sur l'extension de la responsabilité civile des fabricants, du 26 avril 1887, des dispositions analogues à celles de la loi sur le travail dans les fabriques, du 23 mai 1877, quant au payement des salaires et aux retenues sur les salaires ;

2° Etc. — Ne nous intéresse pas.

Voici l'histoire de ce rapport. Le 29 juin 1895, le Département (ministère) invita l'inspectorat des fabriques à examiner la question et à présenter un rapport. Les inspecteurs répondirent que la situation était peu claire et qu'il fallait une enquête. Le 4 septembre, le Département charge l'inspectorat de faire cette enquête, de préférence aux gouvernements cantonaux et aux sphères intéressées, les consultations de ces derniers ayant de graves inconvénients. Le rapport des inspecteurs est daté du 8 juillet 1896.

Pour ce qui nous concerne, le rapporteur estime que l'article 10, alinéa I de la loi sur les fabriques, ne peut pas être mis dans cette loi ; en effet, il affirme que les ouvriers doivent être payés dans la fabrique même ; qu'il serait désirable pour les exploitations soumises à la loi sur l'extension de la responsabilité civile, d'empêcher le payement dans les auberges. Mais ceci est impossible, ces exploitations n'ayant pas de locaux fermés ou étant établies dans des lieux inhabités ; dans ce dernier cas, les entrepreneurs sont obligés de construire des cantines pour leurs ouvriers.

Le 16 janvier 1897, le Conseil fédéral vota la loi suivante :

I. — Les prescriptions des articles 10 et 7 de la loi fédérale du 23 mars 1877, concernant le travail dans les fabriques, seront appliquées aux entreprises soumises à la loi fédérale du 26 avril 1887 sur l'extension de la responsabilité civile et le complément de la loi fédérale du 25 juin 1881.

Les possesseurs des entreprises mentionnées sont tenus de régler leur ouvriers au moins tous les quinze jours, au comptant et en monnaie ayant cours légal.

IV. — Amende de 5 à 500 fr., avec responsabilité civile.

Économats. — Nous voyons que la Suisse est un pays où la liberté est complète en ce qui concerne les économats ; le rapport du Conseil fédéral concernant la motion Comtesse traite de cette question ; il constate d'abord que ces institutions sont en général en faveur de l'ouvrier ; puis qu'il serait désirable de mettre une fin aux agissements des patrons y introduisant le truck, mais qu'il serait fort difficile d'exécuter une prescription dans ce sens et de faire la preuve du délit.

VII. — AUTRICHE.

§ 1. *Ouvriers industriels.*

En Autriche les salaires sont très faibles ; ainsi la moyenne est établie de la manière suivante pour la haute Autriche :

Fabricants d'armes blanches. Fr.	138	75 par an.
Cloutiers.	300	» —
Serruriers	252	» —
Forgerons	225	» —
Chaudronniers	500	» —
Tréfileurs	588	» —
Étameurs	552	» —
Mécaniciens	750	» —

Pour l'Autriche entière, la moyenne du gain annuel de l'ouvrier serait de 900 fr.; celle de ses dépenses de 1,250 ou 1,500 fr., suivant qu'il est célibataire ou marié. Aussi la plupart des patrons fournissent la nourriture à leurs ouvriers. 379 établissements nourrissent presque totalement 47,000 salariés, d'une manière ou d'une autre : pièce de terre pour la culture maraîchère avec un loyer purement nominal; nourriture distribuée au prix coûtant; magasins coopératifs fondés avec des avances faites par les patrons. Souvent les célibataires sont nourris et les mariés reçoivent une indemnité. Il existe des fourneaux économiques auxquels les patrons fournissent le combustible et les cuisiniers. D'autres usines ont des fours, d'autres distribuent gratuitement le riz et les pommes de terre. D'ailleurs aucun règlement intérieur n'oblige les maîtres à nourrir leurs ouvriers, ni ceux-ci à se fournir chez ceux-là. Ils sont libres. Pour le logement c'est la même chose. En 1870, 60,000 ouvriers sur 350,000 de la grande industrie étaient logés; 222 mines d'argent fournissaient l'habitation à 58,000 ouvriers.

A Vienne il y a 6,000 tailleurs ouvriers, la plupart

sont logés et nourris et gagnent 2 fr. 50 à 6 fr. par semaine. Les autres n'ont que 12 fr. 50 à 37 fr. 50 par semaine pour 12 à 15 heures de travail. Les coupeurs ont de 100 à 250 fr. par mois, avec la nourriture et le logement.

Les charbonniers de Carinthie, outre leurs subventions (261 fr. en nature et 156 fr. en argent), ont un salaire en nature évalué à 602 fr. Ils fournissent 335 journées de travail pour la carbonisation du bois ; la rétribution consiste uniquement en subventions. Une retraite leur est assurée dans la maison du patron. Les allocations en nature sont établies pour l'année entière et sont proportionnées non au travail, mais aux besoins du charbonnier. Ainsi elles continuent pendant la cessation du travail ; ce sont donc plutôt des ouvriers domestiques.

Avec un état de choses pareil, le truck semblerait devoir régner en maître ; il n'en est rien pourtant. M. de Quecker affirme que les inspecteurs de fabrique sont persuadés que c'est grâce à la faculté pour l'ouvrier de réclamer son salaire en argent quand il l'a reçu en nature que le truck a disparu. Ce système encourage le reproche d'exciter la malhonnêteté de l'ouvrier ; c'est vrai ; mais le patron est prévenu et n'a qu'à se tenir sur ses gardes. Voici cette loi :

§ 2. *Législation.*

Gewerbe-Ordnung de 1859, complétée et modifiée par les lois du 15 mars 1883 et du 8 mars 1885.

78. — Les industriels sont tenus de payer en espèces les salaires aux ouvriers.

Ils pourront cependant fournir aux ouvriers l'habitation, le chauffage, la jouissance d'un terrain, les médicaments, les soins médicaux, les outils et la matière première en en faisant retenue sur leurs salaires, après convention préalable.

La fourniture de nourriture ou de pension régulière, à compte sur le salaire, pourra être convenue entre industriels et ouvriers, en tant que celle-ci ne sera pas faite à un prix supérieur à celui de revient (1).

Par contre, il ne pourra être convenu que les ouvriers achèteront à certaine place les objets qui leur sont nécessaires. Les industriels ne peuvent fournir à crédit aux ouvriers d'autres objets ou marchandises que ceux désignés ci-dessus, et particulièrement pas de boisson ou d'alcool.

Le paiement des salaires est interdit dans les cabarets et restaurants.

78 A. — Les dispositions de l'article 78 sont applicables aux ouvriers qui travaillent en dehors des ateliers, pour des industriels, qui fournissent tout ou partie des produits nécessaires à leur exploitation ou qui les leur fournissent sans faire une profession de la vente de ces marchandises aux consommateurs.

78 B. — Les dispositions prises vis-à-vis des industriels dans les articles 78 et 78 A sont applicables aux membres de famille, aux aides, délégués, directeurs, surveillants, facteurs des industriels ainsi qu'aux autres industriels dans les commerces desquels

(1) Cette disposition date de 1885.

l'une des personnes sus-désignées est intéressée directement ou indirectement.

78 C. — Les contrats et conventions faits à l'encontre de ces prescriptions sont nuls.

78 D. — Les ouvriers dont les créances auraient été réglées à l'encontre de ces prescriptions autrement qu'en espèces, pourront en tout temps exiger le paiement de leur créance sans que puisse leur être opposée la dation en paiement. Quand ce qui aura été donné au lieu du paiement se trouvera en possession de l'ouvrier, quand celui-ci semblera en avoir profité, ces denrées ou leur valeur tomberont dans la caisse des malades des ouvriers, et s'il n'y a pas de caisses semblables, dans le fonds des pauvres de la localité.

78 E. — Le paiement des créances pour objets ou marchandises fournis contrairement à la défense contenue ci-dessus ne peut être poursuivi par les patrons ou les personnes assimilées, et on ne peut les faire valoir en les portant en compte ou d'une autre façon, sans que l'on ait à distinguer si cette dette a pris naissance directement ou indirectement entre les parties.

Nous constatons que cette loi est presque la copie textuelle de la législation allemande. Si les mots sont changés, les idées restent les mêmes, et le même esprit a inspiré les législateurs.

VIII. — HONGRIE.

§ 1. *Ouvriers industriels.*

Le truck aussi a fleuri en Hongrie, mais il est réprimé. Comme en Autriche, les salaires sont très bas et les patrons les augmentent par des subventions et des fournitures.

Les fondeurs Slovaques des usines d'argent de Schemnitz touchent des subventions annuelles pour être évaluées à 110 fr., un salaire en argent de 370 fr. Aussi les administrateurs de ces mines, de même que ceux des autres mines, pour parer aux inconvénients de la hausse qui amènerait de dures privations ou de la baisse qui pousserait à des dépenses immorales ou antihygiéniques, ont adopté des mesures : ou bien le salaire est fixé proportionnellement au prix du blé, afin que l'ouvrier puisse acheter ce qui lui est nécessaire sans restreindre ses autres dépenses, ou bien le blé peut être acheté à prix fixe dans les magasins de l'Administration. Ainsi à Schemnitz le prix est de 14 fr. 80 les 100 kilog. L'Administration, pour éviter les abus, a fixé les quantités de blé que l'ouvrier peut réclamer :

46 kilog. pour lui ;

23 pour sa femme et chacun de ses enfants.

Un compte spécial est ouvert au magasin à chaque ouvrier. La mère y prend régulièrement à valoir sur le salaire de son mari la quantité de blé nécessaire au ménage ; les populations apprécient ce droit.

Certaines compagnies fournissent des vivres au prix coûtant ; des mines de métal donnent gratis pendant le travail un morceau de petit salé qu'on suppose un antidote contre l'arsenic. Les mineurs sont aussi généralement logés par les Compagnies, qui ont toutes des maisons ouvrières ; le loyer annuel le plus bas est de 25 fr. Les sociétés coopératives de consommation sont assez rares.

§ 2. *Législation.*

Domestiques et ouvriers agricoles. — Le Parlement hongrois a voté en 1876 une loi sur le règlement des relations entre les domestiques et les maîtres, ainsi que sur les journaliers de la campagne. Les obligations du maître dans le silence du contrat sont déterminées par l'usage de la localité pour le logement et la nourriture du domestique.

Ouvriers industriels. — Une loi du 22 mars 1884 prohibe le payement en nature :

Art. 118. — Le salaire doit être payé en argent comptant ; la *datio in solutum* n'est pas valable.

Par exception, les ouvriers qui y auront préalablement consenti pourront recevoir, en déduction sur leur salaire, le logement, le chauffage, la jouissance d'un terrain, les remèdes, les soins du médecin, les outils, la matière première, les repas quotidiens, les denrées alimentaires, sauf l'alcool, à la condition que ces fournitures ne soient pas évaluées au-delà de leur prix réel.

Art. 119. — L'ouvrier qui aurait reçu une marchandise quelconque en payement serait autorisé à en réclamer à toute époque le montant en argent comptant, sans qu'on puisse lui opposer le fait accompli et son propre consentement, etc. (Cf art. 78 D, loi autrichienne.)

Amende de 10 à 400 florins. En cas d'insolvabilité et de faute grave, la prison est substituée à l'amende.

Art. 120. — Toute clause conventionnelle contraire est nulle. Les conventions intervenues entre les fabricants et les ouvriers, aux termes desquelles ceux-ci sont obligés de prendre leurs fournitures dans certaines boutiques ou de consacrer une partie de leur salaire à d'autres objets que l'amélioration du sort de l'ouvrier, sont nulles.

Les ventes à crédit sont interdites, car la loi n'a pas voulu que le salaire pût être absorbé tout entier par les retenues du patron. Dans le cas où il peut faire la retenue, il doit la faire au moment de la paye ; s'il laisse passer un mois, c'est tant pis pour lui, il ne peut plus imputer ce qui lui était dû.

IX. — NORWÈGE.

§ 1. *Ouvriers agricoles.*

Le travail de la ferme est exécuté par les cotters, paysans habitant une chaumière avec un petit coin de terre suffisant pour nourrir deux vaches. Ils fournissent au propriétaire de la maison un certain nom-

bre de journées de travail moyennant la nourriture et un salaire fixé d'avance, 1 fr. 70 en été, 1 fr. 28 en hiver. Ils ne payent pas d'impôts, mais n'ont aucun droit civique.

Il y a encore les paysans matelots de Nordland, Finland, des Fiords, presque uniquement payés en nature.

M. Broch, dans son tableau général, dit que les tailleurs et cordonniers ambulants gagnent dans les fermes 1 fr. 25 à 1 fr. 55, plus la nourriture et le logement.

§ 2. *Ouvriers industriels.*

L'antique payement en marchandises est devenu chose inconnue depuis 1842.

§ 3. *Législation.*

Une loi du 14 juillet 1842 sur les mines, article 67, défend l'emploi du payement sous forme d'échange.

Une loi du 27 juin 1892, article 30, sur la surveillance du travail dans les fabriques, mentionne l'obligation du payement en argent comptant.

CHAPITRE II

États où la législation est à l'état de projets.

I. — FRANCE.

§ 1. *Ouvriers industriels.*

Avec la Norwège nous avons étudié la dernière nation où soit réglementé le mode de paiement du salaire.

Actuellement, en France, en Hollande et en Italie, des projets sont déposés devant les Chambres ; quand seront-ils votés ? Nul ne le sait, mais tout fait croire qu'en Italie et en France ce sera sous peu ; en Hollande le besoin d'une législation se fait également sentir. En France le projet est près d'aboutir depuis la discussion de décembre 1898.

Si nos législateurs n'ont pas réglementé plus tôt la question qui nous occupe, c'est que le mal est faible ; il n'existe pas même au dire de quelques-uns. Quelle

est la cause de cette heureuse exception ? D'abord en France on ne trouve aucune de ces régions désertes et pauvres, où les patrons anglais et américains créaient à la fois leurs usines et leurs magasins. Peut-être est-ce plutôt dans le domaine psychologique que dans le domaine matériel qu'il faut chercher la solution de ce problème. Pour ce qui est du patron, l'égoïsme, apanage des nations du Nord, surtout de l'Angleterre et des États-Unis, n'est guère le défaut dominant du Français ; l'employeur chez nous ne devait donc pas chercher avec tant d'âpreté le gain sanglant du trucksysteme ; aussi tous les faits cités sont-ils des cas isolés ; nous ne rencontrons pas de ces régions entières contaminées comme les comtés de la Grande-Bretagne et les états Américains. Bien mieux, les rares régions où l'exploitation par le payement en nature soit signalée, sont nos départements voisins de la Belgique et de l'Allemagne, là où l'esprit français est noyé par l'infiltration étrangère.

Du côté de l'ouvrier, même remarque : l'Anglais et l'Allemand, plus passifs, plus résignés, souffrent en silence, à tel point qu'en Angleterre, après la loi de 1831, ce sont les patrons qui se liguent pour combattre le truck. Le premier essai de payement en nature eût fait jeter les hauts cris au travailleur français, la grève eût éclaté sur l'heure, peut-être même la révolte contre les autorités. Nous ne rappellerons que le drame de Decazeville ; l'origine du conflit fut la création d'un économat où l'ouvrier devait se fournir ; son salaire à chaque paye n'était plus que 7 à 10 fr. Les ouvriers français n'auraient pas attendu une loi pour se soustraire à l'esclavage du trucksysteme.

Nous allons exposer les rares exemples que nous avons pu rencontrer.

Notre-Dame de Liesse est le centre de la fabrication des jouets de bois ; il n'y a pas bien longtemps les pauvres diables livrés à cette industrie étaient encore à la merci d'industriels qui les payaient en nature. Ils avaient un compte perpétuellement ouvert chez le patron et celui-ci leur fournissait au taux qu'il lui plaisait les matières premières et les objets de consommation ; au jour de l'An un menu cadeau servait de règlement de compte. Aujourd'hui ils travaillent pour des maisons parisiennes qui les payent en argent, et ne leur fournissent que le bois de tilleuil qu'elles achètent par coupes de deux ou trois mille arbres.

A *Malencourt, Meuse*, nous rencontrons un cas semblable à celui des tresseuses de paille de Gloris (Belgique). Les paysans fabriquent des moules à boutons et les échangent contre des marchandises chez les détaillants. Les uns et les autres ne sont pas des ouvriers au sens légal du mot ; mais les Belges souffraient des mêmes abus. Pour ce qui est de nos paysans, M. Barberet, qui rapporte le fait, ne parle pas des inconvénients qui auraient pu se produire ; il est donc probable que tout se passe pour le mieux dans ces échanges.

Dans la région lyonnaise, à en croire certaines personnes, l'échenillage du tulle serait aux mains d'entrepreneurs savoyards ; ceux-ci recevraient les commandes de Lyon et les feraient exécuter par des ouvrières de la localité. En général ces industriels

seraient des fournisseurs : bouchers, boulangers, épiciers ; nous n'avons pu nous livrer à une enquête sur le paiement des salaires à ce sujet, mais il est fort probable que ces commerçants obligent leurs ouvrières à se fournir chez eux ; et comment cela se passe-t-il ? Peut-être serait-il intéressant d'approfondir la question.

Les carriers de la Seine sont exploités par le maître carrier, ce dernier est généralement secondé par un tâcheron qui loge et nourrit son équipe. La paye a lieu le dimanche chez le tâcheron ; celui-ci est cabaretier, il convoque ses ouvriers à 10 heures du matin et ne les règle qu'à 3 ou 4 heures, quand ils ont assez consommé.

Les malfrancs sont des plâtriers, anciens mal-faiteurs déguenillés ; ils vivent entre eux et le tâcheron qui les emploie leur fait dépenser leur maigre salaire dans son cabaret ; il est aussi logeur.

Certains ouvriers parisiens subissent le truck-systeme. Les journaux ont signalé un industriel de Montmartre qui payait chaque jour des acomptes à ses ouvriers au moyen de jetons de 1 fr., 0 fr. 50, 0 fr. 10, 0 fr. 05. Ceux-ci n'avaient cours que chez les négociants qui avaient accepté de faire une remise de 10 % au patron.

M. du Marrousssem nous rapporte certains faits. Nous avons déjà cité ce commissionnaire qui paye en papier à trois mois et reprend ses propres billets avec 2 % d'escompte.

Il nous parle du trôleur : c'est l'ouvrier qui fabrique des meubles à l'avance sans savoir à qui il vendra. Il

y a des ateliers particuliers à la trôle, qui constituent le procédé d'exploitation le plus sàvamment conçu du faubourg. Le patron à la fois logeur, marchand de vin, épicier, paye ses hommes en jetons. Ceux-ci sont échangés au comptoir tant pour un verre de vin, tant pour un paquet de tabac, tant pour la nourriture, tant pour le loyer. Cela se rencontre cité Potel, à l'extrémité de la rue Montreuil, plus haut encore rue d'Avron. Par la combinaison de multiples profits sur la vente du meuble, l'achat des aliments, la location de l'immeuble, etc., l'intermédiaire se procure des ouvriers à 2 fr. par jour. Ces applications du truck, inconnues du public, mériteraient une enquête; le journal anarchiste *Le Rifflard* en divulgue quelques-unes dans ses numéros du début de 1892.

Ouvriers des compagnies de chemins de fer. — Toutes les grandes compagnies ont créé des économats; ceux-ci ont été vivement attaqués plutôt par les cabaretiers et le petit commerce en général, par les députés socialistes, que par les ouvriers eux-mêmes. Ils se sont du reste transformés aujourd'hui en sociétés coopératives.

A la compagnie d'Orléans il y a des jetons qui valent 0 fr. 40 qui servent au réfectoire, d'autres pour le tabac. Ce renseignement est donné par M. Basly dans son discours contre les économats, en 1894.

Plus loin il montre des jetons de la même compagnie et s'écrie : « Je vois sur ces jetons : Traction, matériel; bon pour une portion, bon pour du vin. Et voici un autre jeton de 1 fr. qui est valable pour du pain.

« Voici un bon de 1 fr. en cuivre sur lequel est écrit : Bon pour 1 fr. de vivres à prendre chez le débitant autorisé. Le revers de ce jeton porte qu'il est payable au trésor de la Compagnie le premier et le troisième mardi du mois. »

Ouvriers des travaux publics. — Le payement en jeton est encore usité souvent pour eux. Nous avons cité plus haut la lettre du général Cosseron à propos de la résolution prise par le Conseil supérieur du travail d'interdire de payer les salaires en nature, en bons ou en jetons; il y assure que tout est pour le mieux.

Dans le procès-verbal de la séance du Conseil municipal de Paris du 30 octobre 1896, il s'éleva une discussion intéressante à ce sujet. M. André Lefevre demande au directeur de l'Assistance publique des explications sur les travaux exécutés à Angicourt (Oise), pour la construction d'un hôpital : un nommé Thomas oblige ses ouvriers à manger à la cantine sous peine de renvoi, ce qui leur est arrivé au bout de quelques jours.

Le directeur répond que M. Thomas n'est pas actuellement entrepreneur, mais conducteur des travaux. Le fils de M. Thomas a demandé et obtenu l'autorisation d'ouvrir une cantine, mais le père n'a jamais renvoyé aucun ouvrier. L'enquête faite sur ce point n'a donné aucun résultat affirmatif. M. Girou prend alors les faits sous sa responsabilité et en démontre l'exactitude par des lettres. Un chef de chantier, M. Fayada, saisit le premier de ces faits l'Assistance publique; celle-ci ne bougea pas; les

ouvriers s'adressèrent alors aux conseillers. Voici deux de leurs lettres :

« Le premier jour que j'ai été embauché au chantier d'Angicourt, je cherchais une pension lorsque M. Thomas, fils du conducteur des travaux, vint me faire ses offres de service. Voyant que je n'adhérais pas à aller chez lui, il me pistonnait tous les jours ; enfin pour obéir à ses prétentions, j'y fus quelques temps, mais quand je vis qu'on était si mal servi pour le manger, j'ai descendu vivre dans un pays voisin. Alors huit jours après j'étais mis à la porte du chantier. » Signé : « Charles Treville, tailleur de pierre. »

« Lorsque je suis arrivé à Angicourt, je suis allé à la cantine du fils Thomas, installée sur le chantier.

« Dès le premier jour, ne me trouvant pas satisfait de la nourriture qui était servie pour le prix que je payais, j'en fis l'observation à la patronne, j'ai patienté pendant trois jours et après j'ai été manger ailleurs. Aussitôt mes camarades et moi avons trouvé mille entraves à notre travail : bois refusés, etc. Ayant appris par mon chef de chantier, que ledit Thomas fils tenait à mon égard des propos injurieux et diffamatoires, je mis ce dernier en demeure d'expliquer ses paroles malveillantes, quand M. Thomas père vint prendre fait et cause pour son fils. Ledit conducteur me prit par le bras en m'engageant de quitter le chantier.

« Ce dernier voyant que nous ne voulions pas accéder à son désir, c'est-à-dire aller manger chez son fils ou partir du chantier, intima l'ordre au garde

de l'Assistance publique de me faire sortir, à quoi le garde répondit que cela ne le regardait pas.

« Le lendemain, M. le conducteur Thomas faisait un ordre de service pour que nous ayons, mes camarades et moi, à quitter notre travail ou que la gendarmerie nous ferait sortir du chantier. La situation nous étant ainsi rendue impossible, nous avons été obligés de partir. » Signé : « Morin, ouvrier charpentier. »

La preuve de la réalité de ces faits, c'est qu'on a dit à celui qui avait réclamé le premier : Vous pouvez rentrer au chantier, vous y serez bien reçu et l'affaire sera liquidée.

M. Bassinet à son tour déclare ne pas mettre en doute les faits signalés et savoir par expérience « que chaque fois qu'une cantine est installée dans un chantier, c'est au détriment de la liberté des ouvriers ». Il a, dit-il, travaillé comme ouvrier et ceux qui à la fin de la semaine ne laissent pas à la cantine les neuf dixièmes de leur salaire sont de mauvais consommateurs et par suite de mauvais ouvriers. Il trouve immoral le jeton de présence. L'ouvrier paye avec ces jetons qui sont autant d'acomptes dont on fait la retenue sur le salaire. Il vaut mieux, dit-il, laisser les commerçants seuls, car la concurrence qui s'élève entre eux est un avantage pour l'ouvrier.

Et il dépose l'ordre du jour suivant qui est adopté : « Il est interdit à l'Administration d'autoriser l'ouverture de cantines sur les chantiers de construction des travaux exécutés au moyen de crédits inscrits aux budgets des diverses administrations municipales. »

Grève d'Halluin, du 22 novembre 1895. — Les ouvriers réclament leur salaire en argent et ne veulent plus en recevoir une partie en bons de pain. Ce fait ne serait pas isolé ; rien d'étonnant à cela, puisque la Belgique est près.

Ouvriers des ports de la Manche. — Une sentence du juge de paix de Rouen, du 22 janvier 1890, condamne un entrepreneur qui délivrait des bons à ses ouvriers. L'usage ainsi révélé a été confirmé par M. Ricard. « Dans certaines villes, et notamment à Rouen cet abus du paiement en jetons, à l'aide desquels l'ouvrier peut se procurer des consommations qui ne lui profitent en aucune façon, a été très souvent signalé. » Une délibération du Conseil municipal du Havre réclamant une loi destinée à réprimer ces abus fut apportée au Sénat à la séance du 24 avril 1894.

Voici ce jugement de Rouen :

« Le sieur V... occupe un grand nombre d'ouvriers sur les quais de Rouen. Il les payait à raison de 0 fr. 50 l'heure. Un premier acompte leur était servi à midi et le complément à la fin de la journée. Le paiement de midi était de 1 fr., dont 0 fr. 85 en numéraire et 0 fr. 15 en jetons métalliques donnant droit à prendre une consommation dans un débit que le sieur V... faisait exploiter par un gérant. Le 28 février 1889, le sieur Longuet, employé chez V..., quand on voulut lui remettre un jeton, refusa en exigeant du numéraire. Le préposé de V... et V... lui-même repoussèrent cette prétention. De là procès ; l'employeur alléguait l'usage, le juge de paix repoussa cette théorie ;

« Attendu que l'une des conditions essentielles présentées par l'article 1108 du Code civil pour la validité d'une convention manque absolument dans l'esèce fournie au tribunal, que si le contestant a pu parfois consentir précédemment à être réglé partiellement en jetons, ce consentement, en raison même de l'infériorité de l'ouvrier et de son état de dépendance vis-à-vis du patron, n'a pu être librement donné par lui ;

« Attendu qu'en supposant même l'existence de la convention invoquée par l'entrepreneur débitant, le tribunal aurait encore à se demander si cette convention est licite ou bien si elle n'est pas contraire à la morale publique ;

« Attendu que l'entrepreneur dont il s'agit, en créant des jetons métalliques, n'a eu d'autre but sous des apparences philanthropiques que de montrer à ses ouvriers le chemin de son débit ; de les inviter à employer en liquides non seulement la valeur des jetons métalliques remis en payement, mais encore la plus grande partie du salaire ;

« L'entrepreneur est condamné, etc. »

M. Cabouat fait remarquer que ce jugement n'est pas juridique ; le juge a condamné l'entrepreneur : 1° parce que la convention n'a pas été libre ; 2° parce qu'elle est contraire à la morale. Or la Cour de cassation n'a jamais admis le premier motif comme cause de nullité du contrat de louage. Quand au second, il n'est pas dans notre droit.

M. Hubert Valleroux, à propos de ce jugement, pense que l'on a considéré ce jeton d'une valeur

minime, comme une partie du salaire, alors qu'on aurait pu y voir un supplément analogue à cette pièce de 2 fr. destinée à payer le vin blanc dont parlait M. Lardelet dans l'enquête de 1884 pour certaines industries parisiennes. Dans certains métiers le patron met sur l'établi de l'ouvrier une pièce de 2 fr. en sus du salaire pour boire le vin blanc; et si la pièce n'est pas à sa place habituelle, l'ouvrier refuse de travailler.

§ 2. *Projets.*

Une loi serait donc nécessaire. En France nous n'avons encore que des projets. Cependant nous avons retrouvé deux ordonnances du XIII^e siècle; l'une du prévôt de Paris Hangest, datée d'octobre 1293, et l'autre du sieur Oudart de la Neuville, garde de la prévôté de Paris.

Voici la première ordonnance :

« En l'an de grace mil cc iiij et xiiij ou mois d'octobre, par Guillaume Hangest, lors prevost de Paris, de l'assentiment de tout le commun des mestres foulons de la ville de Paris et por le commun profit du mestier et du commun peuple, fu ajoint cest nouvel establissement avec l'autre desus dit :

« Pour ce que plusieurs fraudes et malices estoient fetes ou mestiers de la foulerie et dont damage avenoit au commun du mestier et au commun peuple en ce que les diz mestres, en solte et en paiement de leurs salaires des pareures de dras, prenoient d'autres denrées et plus chières qui il ne valoient et autrement ne pooient estre paieez de ceuls pour qui il paroient

leur dras, por quoi il perdoient bien la moitié ou le tierz es denrées, et ne pooient paier les menus ouvriers qu'il metoient en euvre, et en estoient les dras plus malvausement parez et l'euvre pire.

« Il est acordé et ordené que nuls mestres foulons ne preigne denrées d'ores en avant, queles que elles soient, bones ou mauvèses, pour leur salaires des dras parez, fors deniers ses (secs), sans nule fraude si (afin que) qu'il puissent meulz paier leur ouvriers et l'euvre mielz fère.

« Et quiconque i mesprandra en prenant denrées pour son salaire, il paie x s. d'amende toutes fois qu'il mesprendra : desquex x s. li Rois aura vj s. d'amende et li mestres jurez qui de ce se prendront garde iiij s. pour leur poine.

« Et ceste ordonnance est fête pour le commun profit de tout le mestier, si come tuit li mestre l'ont temoigné par leur seremenz et se sont obligiés a tenir et garder. Et nous le voulons et otroions et conmandons a tenir d'ores en avant a touz jourz, se par le Roy ou par les mestres de la court n'estoit rapelé. »

Il s'agit donc d'intermédiaires qui recevaient le prix de leur travail en denrées : là dessus il perdaient le tiers ou la moitié et ne pouvaient eux-mêmes payer leurs ouvriers. Le prévôt y coupe court en frappant non pas les grands fabricants, mais les intermédiaires, d'une amende de 10 sols. Il est curieux de voir le changement intervenu dans les pénalités : aujourd'hui c'est le patron qui serait responsable et frappé le premier, alors que l'intermédiaire n'arriverait qu'en seconde ligne.

Les *tisserands de draps* souffraient du trucksysteme depuis longtemps, puisque la même année le « commun des menuz mestiers tissaieuz de Paris » sollicite du prévôt Oudart de la Neuville de remettre en vigueur plusieurs ordonnances qui « on temps que sire Renaut Barbou fu prevost de Paris furent fetes entr'ex d'une part et entre ceuz qui font fère leur euvres à autrui d'autre part et en avoient eue lettres scellée du scel de la prevosté de Paris, laquelle lettre il avoient perdue ».

Dans le texte de la lettre qu'ils avaient transcrite, entre autres choses est dit :

« Et est accordé que se uns des menus mestres desus diz qui font ou feront euvre à autrui, ne peuvent prendre pour tistre les dras desus diz, denrées nules, se deniers ses non. Et qui les prandra il paiera double amende (elle était de cinq sous de Paris) dont li Rois aura sis soulz et li mestre et li jurez desus dit quatre soulz pour leur poine.

« Et est accordé que se aucun des menuz mestres desus diz fesoit aucune convenance par reson des choses desus dites, a autrui, par fraude, et il pavoit estre seu on prouvé, il poierait double amende dont li Rois aura siz sols et li mestre et li jurez desus diz quatre soulz pour leur poine, et se il ne pavoit estre seu ou prouvé, si en auroit le prevost de Paris le serement du menu mestre (celui accusé ou soupçonné de la contravention) que la dite convenance devoit avoir fete par fraude. »

Et après que Nicolas Astelin, maître des tisserands de Paris et plusieurs des autres grands maîtres

tisserands eurent témoigné que c'était le texte véritable, sans faire aucune réclamation, Oudart de la Neuville ordonne que les susdites ordonnances fussent obligatoires à nouveau « et ce fu fet et donné en l'an de grace mil cc iiij ** et cinc le lundi veille de Noël ».

Nous n'avons trouvé aucun monument législatif jusqu'au projet de loi de M. Leconte, déposé en 1890 à la Chambre des députés.

Débats parlementaires. — C'est le 25 mars 1889, au Sénat, que MM. Tirard et Pouyer-Quertier engagent la bataille sur la question du salaire en nature. A propos d'une loi adoptée par le Sénat, concernant la responsabilité des accidents des ouvriers, le Président du Conseil, défendant le projet, assure que certains patrons ne remplissent pas leur devoir et que les lois actuelles sont insuffisantes ; et comme preuve de son affirmation, il parle d'une « véritable exploitation » dont sont victimes des ouvriers de la Seine-Inférieure. Devant les négations de M. Pouyer-Quertier, M. Tirard cite les faits : paiement en jetons ; lieu de la spoliation « le Havre » et le dénonciateur : la Chambre de commerce de cette ville.

Nous savons comment le jugement du juge de paix de Rouen, rendu au début de l'année 1890, donna raison au président du Conseil.

Aussi le 20 janvier de cette dernière année, M. Maxime Leconte dépose-t-il devant la Chambre son projet sur le truck, féodalité industrielle, pour employer son expression.

Dans son discours, il débute par réfuter les objections à son projet : le principe de la liberté des conventions ! Mais, dit-il, « on n'en parle jamais tant que lorsque des mesures nécessaires de protection sont réclamées en faveur de l'ouvrier. » Ce principe ne résoudra pas les problèmes sociaux et le législateur ne peut rester neutre devant l'écrasement du plus faible par le plus fort, mais doit, au contraire, protéger le travailleur contre ses entraînements, ses faiblesses, en lui donnant aussi son aide.

Mais, objectera-t-on, en pratique, si l'on détruit quelques abus, on étouffe des institutions utiles ; le cabaret profitera des pertes de l'économat et l'intermédiaire fera de l'ouvrier sa proie. Il ne veut pas détruire ces institutions où le travailleur trouve à bon compte ce qui lui est nécessaire où le patron se fait un personnel fixe travaillant à de meilleures conditions de revient.

Des patrons cherchent le bonheur de l'ouvrier, d'autres ne veulent que la reprise du salaire. Il faut donc interdire les monnaies conventionnelles : les bons et les jetons, qui sont repris à bas prix ou sont dépensés au cabaret de l'usine. Un autre abus plus difficile à atteindre, c'est l'imprévoyance ; des achats considérables endettent l'ouvrier et l'empêchent de toucher de l'argent ; l'économat est alors « un instrument de servage et une cause de créance ».

Après ces observations fort justes, M. Leconte dépose le projet suivant :

Art. 1^{er}. — Le payement des salaires ne peut être fait aux ouvriers qu'en monnaie courante. Tout payement fait autrement est nul.

Art. 2. — Le payement des salaires ne peut être fait aux ouvriers dans des débits de boissons ou dans des magasins de vente au détail ou dans des locaux y attenant.

Art. 3. — Les patrons ne peuvent imputer sur le salaire le prix des marchandises qu'ils auraient livrées à l'ouvrier, sauf dans les cas prévus dans les articles suivants.

Art. 4. — Les patrons peuvent donner à bail à leurs ouvriers des maisons, appartements ou logements.

Art. 5. — Des avances en argent peuvent être faites par les patrons à l'ouvrier, mais il ne peut être retenu pour cet objet qu'un cinquième du salaire. Le prix d'un terrain à bâtir ou autre, vendu par le patron à l'ouvrier, est considéré comme avance faite sur le salaire.

Art. 6. — Les patrons peuvent fournir aux ouvriers, à charge d'imputation sur les salaires :

- a) Le logement;
- b) Les outils nécessaires au travail;
- c) Les matières ou matériaux dont les ouvriers ont la charge, d'après l'usage ou aux termes de l'engagement.

Art. 7. — Les patrons peuvent également fournir à leurs ouvriers, à charge d'imputation sur le salaire, les denrées alimentaires, habillement et chauffage, à la condition que ces fournitures soient faites au prix de revient ou que les bénéfices soient intégralement répartis chaque année entre les ouvriers, proportionnellement au compte de chacun d'eux à l'économat.

Art. 8. — Les conditions émises dans l'article précédent seront vérifiées par une délégation nommée chaque année par les ouvriers, parmi eux, et composée de trois membres. Si deux délégués le demandent, les comptes et le bilan de l'économat seront chaque année publiés dans un journal de l'arrondissement.

Art. 9. — Les interdictions faites aux patrons par la présente loi s'appliquent également à leurs enfants, femmes, directeurs, contremaîtres, employés et sous-traitants.

Art. 10. — Est présumée faite à l'ouvrier lui-même toute fourniture livrée à sa femme ou à ses enfants vivant avec lui.

Art. 11. — Les patrons ou autres personnes visées dans l'article 9 qui auront contrevenus aux interdictions portées par les articles précédents, seront passibles d'une amende de 16 à 1,000 fr., qui, en cas de récidive, sera de 50 à 3,000 fr.

Art. 12. — Toute action pénale à raison de l'article précédent est prescrite par un an, à dater du jour où l'infraction a été commise.

Art. 13. — N'est pas recevable l'action des patrons et des personnes visées dans l'article 9 pour fournitures faites aux ouvriers en contravention aux dispositions précédentes.

Art. 14. — La précédente loi ne s'applique qu'aux ouvriers, employés de l'industrie et ne concerne pas les ateliers où les ouvriers sont en nombre inférieur à quinze et sont logés et nourris chez le patron.

Ce projet est imité de la loi belge ; nous relèverons cependant des différences.

Les patrons seuls peuvent louer à bail une maison en France; en Belgique, les contremaîtres y sont aussi autorisés.

Quants aux éconômats, si M. Leconte est plus large en ce qu'il ne demande pas d'autorisation, il est plus restrictif aussi, puisqu'il emprunte à l'Angleterre la vérification des comptes par trois délégués ouvriers. La loi belge exige le prix de vente au prix de revient, ce qui peut être difficile à réaliser en pratique; mais M. Leconte autorise aussi la vente à un prix supérieur, à la condition que les bénéfices soient répartis entre les ouvriers. La loi reçoit ainsi plus d'élasticité.

Pourquoi soustraire aux obligations de la loi les ateliers de moins de quinze ouvriers? L'utilité de cette restriction n'apparaît guère, car il est bien certain que les patrons de la petite industrie ne créeront pas un magasin. Les législations étrangères sont du reste muettes sur ce point.

Si nous écoutons MM. Lyon Caen et Cabouat, nous trouverons la disposition de l'article 2 exagérée, car le payement fait dans un magasin autre qu'un débit de boisson a moins d'inconvénients, et dans les ateliers isolés, la caisse ne peut être ailleurs que dans une boutique.

M. Leconte aurait pu s'occuper de l'enrichissement indu de l'ouvrier par un double payement; nous avons vu dans l'étude de la législation allemande les inconvénients qui résultent de cette trop grande liberté laissée à l'ouvrier. Assuré qu'après un premier payement en nature il pourra en demander un second

en argent, sans qu'il n'ait rien à restituer, il n'hésitera pas à se faire donner deux fois le salaire de son travail. Pourquoi ne pas faire verser à une caisse de secours le profit qu'il aurait retiré indûment aux dépens de son patron.

Pourquoi ne pas viser aussi les opérations de commerce proprement dites ? Rien dans le projet n'empêche le patron de payer le salaire total en argent et d'obliger l'ouvrier à dépenser ce dernier dans le magasin ; le caissier de l'économat recueille l'or versé par son collègue de l'usine.

Le projet ne fut pas voté, mais la question resta à l'étude. En 1890, une enquête auprès des Chambres de commerce et des Conseils de prud'hommes a conclu, peut-être à tort, à l'inexistence du truck en France. En revanche, à la Commission extra-parlementaire du salaire, M. Lyon Caen réclame dans son rapport le paiement en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, sous peine de nullité, notwithstanding toute convention contraire. Le Conseil supérieur du travail, en février 1891, prend une résolution pour interdire les paiements en nature, bons ou jetons, ce qui lui valut la lettre du général Cosens dont nous avons parlé, et l'article de M. Leroy-Beaulieu dans l'*Économiste français* de 1891, I, p. 386. Il s'y range à l'avis du Conseil supérieur, mais comme à regret : « Du moment que les ouvriers en général trouvent contraire à leur dignité ce mode de paiement, il n'y a pas grand mal à l'interdire. » Il constate que les économistes ne sont pas d'accord pour améliorer le sort de l'ouvrier, puisque Le Play veut

que la subvention en nature tienne une large place dans le salaire. Pour lui, il est certain qu'un salaire payé en pain, viande, charbon, a moins de chance d'être dissipé, mais « cette méthode est contraire à l'esprit moderne, qui consiste essentiellement à garantir la liberté et la dignité de l'ouvrier, même aux dépens de son bien-être et de la sécurité de la famille ».

Le 6 mai 1891, M. Jules Roche, ministre du commerce, dépose un projet devant la Chambre, en demande et obtient le renvoi devant une Commission déjà saisie d'une question analogue.

Il introduisait deux articles : « Les salaires des ouvriers, gens de service et employés, doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant convention contraire. » — « Tout paiement fait en violation du précédent article est nul. » Le projet fut voté et devint la loi du 12 janvier 1895 « sur la saisie-arrêt des salaires ». Mais nos deux articles en avaient disparu, pour être intercalés dans une loi en discussion à cette époque sur les règlements d'atelier et votée par la Chambre le 5 novembre 1892.

L'article 6 était ainsi conçu : « Les patrons sont tenus de régler leurs ouvriers en monnaie ayant cours légal. » L'article 8 le sanctionnait : « Toute convention est, sans préjudice d'une responsabilité civile, passible d'une amende de 15 fr. » Cette loi, votée à la Chambre, fut renvoyée au Sénat, et nous verrons tout à l'heure ce qu'elle devint dans la séance du 24 avril 1894.

Car dans l'intervalle, le 2 mai 1893, M. Thellier de Poncheville fit une proposition relative à la protection des salaires ; le titre I, article 2, reproduisait les deux articles proposés par M. Jules Roche. Aussi faisant double emploi, il disparut du texte adopté par la Chambre le 27 juin 1893.

Le 24 avril 1894, M. Maxime Leconte, que les électeurs avaient enlevé à la Chambre pour l'envoyer au Sénat, déposa le rapport sur la loi concernant les règlements d'atelier. Mais la Commission parlementaire l'avait tellement modifiée qu'elle avait dû changer de nom ; et elle se présentait comme réglémentant le mode de paiement du salaire. Pourquoi cela ? Parce que la dite Commission a pensé qu'il y avait « intérêt général » à résoudre la question du mode de paiement des salaires, et que c'était faire une œuvre plus durable, plus utile, plus attendue.

On passe à la discussion ; l'article 1^{er} est adopté, ainsi conçu : « Les salaires des ouvriers doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, sous peine de nullité. »

L'article 2, fixant les époques de paiement, est renvoyé à la Commission.

L'article 3 est voté : « Les paiements ne peuvent être faits que dans l'usine ou dans l'un de ses bureaux et non dans les débits de boissons ou dans des magasins de vente au détail.

L'article 4, concernant les règlements d'atelier, et l'article 5, relatif à l'application de la loi dans les colonies, sont également adoptés.

Le rapport sur cette proposition de loi, adoptée par le Sénat le 24 avril 1894, a été déposé à la Chambre des députés le 1^{er} juillet 1897. Il conclut à l'adoption du texte voté par le Sénat ; celui proposé par la Commission est identique, pour ce qui nous intéresse, à celui que nous venons de citer, sauf que l'article 5 nouveau édicte des peines et est ainsi conçu :

« Sans préjudice de la responsabilité civile, toute contravention aux prescriptions de la présente loi sera portée devant le juge de paix jugeant en simple police et sera passible d'une amende de 15 fr. L'article 463 du Code pénal sera applicable. »

Le 6 décembre 1898 pourtant, le projet de loi vint à son tour en discussion.

L'article 1^{er} est adopté sans autre modification que l'adjonction du mot « employés » au mot « ouvriers ». Il résulte de la discussion engagée par M. Julien Goujon que ce mot « employés » fut ajouté pour rendre la loi applicable à tous les ouvriers quels qu'ils fussent, à ceux de la petite industrie, aux employés de chemins de fer, aux commis des marchands, à tout le personnel des grands magasins, etc., et non pas seulement aux ouvriers de la grande industrie. Il résulte aussi des discussions parlementaires que les gens de service et les travailleurs des champs sont soustraits aux effets de la loi.

L'article 3, fixant le lieu de paiement, donna lieu à de nombreuses discussions. MM. Renou et Lemire firent remarquer que les mots « usine ou dans l'un de ses bureaux » restreignaient trop l'article. En effet, des manufactures, ateliers, chantiers, il n'était pas

question. Aussi déposèrent-ils deux amendements presque semblables et pouvant se résumer ainsi « les paiements ne pourront être faits dans les cabarets et les magasins de vente ». Toutes les branches d'industries étaient ainsi comprises et non plus seulement les usines.

M. Balsan fit aussi remarquer que le paiement fait le dimanche entrave la liberté de l'ouvrier, et que le salaire devrait être obligatoirement remis un jour de travail.

M. Charles Ferry constata qu'il pourrait s'élever des difficultés au sujet des employés des cabarets et des magasins de vente et qu'il serait bon de faire une exception pour eux. Ces diverses modifications furent acceptées avec raison par la Commission; pour lui permettre de rédiger l'article à nouveau le renvoi en est demandé et à la séance du 8 il fut voté sous la forme suivante :

« Les paiements des salaires des ouvriers et des employés seront faits un jour de travail. Il ne pourront être effectués dans des débits de boissons, magasins de vente, économats, sauf pour les personnes qui y sont occupées. »

Le nouvel article 5, augmenté de la disposition suivante, est voté le 8 décembre : « les inspecteurs du travail, concurrement avec les officiers de police judiciaire, sont chargés de l'exécution de la présente loi ».

M. Renou avait proposé, inutilement d'ailleurs, un amendement tendant à faire rentrer les conventions dans la compétence des Conseils de prud-

hommes et à leur défaut seulement, dans celle des juges de paix ; à accorder une indemnité égale à deux jours de travail au moins aux ouvriers comparants ; et cela pour accorder plus de garantie à ces derniers et pour donner plus de rapidité à la procédure en empêchant le patron de faire défaut, aller en appel, etc.

L'article 6 étend la loi aux colonies : Algérie, Guadeloupe, Martinique et Réunion.

Le nouveau texte contient donc des innovations importantes que nous venons de constater ; entre autres l'exécution de la loi confiée aux inspecteurs et que nombre de législations oublièrent pour y revenir plus tard.

Il est donc permis d'espérer que sous peu la France possèdera une législation complète sur la garantie du salaire.

Nous avons pu remarquer le silence de la loi relativement aux économats ; c'est que si leur réglementation et celle du payement du salaire en argent avaient été présentées ensemble par M. Maxime Leconte, elles furent depuis lors séparées.

Le Conseil supérieur du travail s'occupait, en 1891, de la question des économats. C'est M. Jules Simon qui déposa le rapport. Il y constate leurs avantages, reconnaît leurs inconvénients et conclut en demandant pour eux l'application du régime de droit commun. Cette solution fut adoptée par le Parlement en 1895 ; mais auparavant les députés socialistes s'agitèrent.

Le 26 avril 1893, on discutait à la Chambre un

projet de loi sur les Sociétés coopératives, et l'article 30 *in fine* déclarait que : « les économats des Compagnies de chemins de fer, jusqu'au jour de leur transformation en sociétés coopératives, seront tenus aux obligations imposées à ces Sociétés et jouiront des avantages accordés par la présente loi, à la condition de ne se livrer à aucune opération de commerce et de ne procurer aucun bénéfice aux Compagnies. Les économats sont soumis à la surveillance de l'État ». Cet article fut voté.

Il est la preuve de l'évolution qui se fait en France : les magasins patronaux se transforment en sociétés coopératives. Du reste, il ne subsistait plus, en 1897, que quatre économats des Compagnies : un à la Rochelle, pour l'État ; à Paris, pour l'Ouest ; à Ivry, pour l'Orléans ; à Bordeaux, pour le Midi.

Les 4, 6 mai 1894, la discussion continue sur le projet adopté par le Sénat réglementant l'administration des sociétés coopératives. M. Basly proposa l'amendement suivant : « Les économats des Compagnies de chemins de fer, de mines, et de toutes sociétés industrielles, sont interdits lorsqu'ils prennent le titre de coopératives. Les propriétaires et directeurs d'usines, de fabriques et de tout industrie, ne pourront directement ou indirectement participer à l'administration d'une Société coopérative de consommation. »

Car, assure-t-il, si l'on ne prend pas des mesures nécessaires, le texte exigeant la transformation (art. 30) restera lettre morte, les jetons qui servent à payer en nature ne disparaîtront pas, les carnets

individuels subsisteront pour reprendre le salaire. Les compagnies pourront toujours dire qu'elles ne payent pas en nature et qu'elles font avec ces bons des avances. Puis il attaque à fond les éconômats : « ils ne servent qu'à faire connaître aux compagnies les dépenses des ouvriers pour permettre d'y proportionner leur salaire. Vous ne laisserez à l'ouvrier que la satisfaction d'avoir obéi au capital tout en l'aidant à organiser la misère dans sa famille. Vous vous réclamez tous de la liberté, eh bien ! si vous n'acceptez pas mon amendement, vous montrerez que pour les travailleurs il n'y a pas l'ombre de liberté. »

Jules Guesde à son tour vient crier que les éconômats sont à la fois « un instrument de famine et un instrument de servitude ».

Malgré tout, 434 voix, contre 81, repoussent l'amendement.

Mais ce que nous venons d'entendre à la Chambre ne s'appliquait qu'aux éconômats de chemins de fer, alors qu'une loi générale était nécessaire; nous en avons un essai dans la loi du 12 janvier 1895, réglant la saisie-arrêt sur les salaires des petits traitements des ouvriers et employés. Elle intervient dans la compensation entre patrons et ouvriers, pourquoi? parce qu'elle ne s'exerce pas ici comme entre personnes ordinaires; ces dernières indépendantes, n'ayant que certains rapports d'affaires, jouissant d'une complète liberté vis-à-vis l'une de l'autre, ne peuvent craindre aucune spoliation. Ce mode de paiement est régulier et le serait pour l'ouvrier; mais pour lui la situation change, il n'a qu'un

débiteur : le patron ; il n'a qu'un créancier : le patron encore, et les fournitures et les avances de ce dernier peuvent très facilement absorber le salaire total du travailleur ; plus de numéraire à toucher le jour de paye ; le paiement en nature est rétabli. Aussi toutes les législations réglementent le payement par compensation ; nous avons vu qu'elles établissent des systèmes différents suivant les causes des créances, surveillant d'une manière spéciale les fournitures de vivre : c'est le système de l'énumération.

Notre loi de 1895 établit seule une règle générale : « Aucune compensation ne s'opère au profit des patrons entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature, à l'exception toutefois : 1° des outils ou instruments nécessaires au travail ; 2° des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage ; 3° des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets » (art. 4).

Le texte paraît formel. Sauf exceptions sus-énoncées, aucune compensation ne s'opère, *quelle que soit la nature des fournitures*. Un doute cependant peut exister, car au Conseil supérieur du travail, à la Chambre, au Sénat, on n'a parlé que des économats. Que penser dès lors des fournitures de logement, de terrain, par exemple, qui ne sont pas de leur ressort ? La question n'a pas été examinée cependant.

Dans la séance du 6 décembre 1898, M. Guillemin essaya de faire ajouter le logement aux fournitures autorisées, mais en vain.

On peut remarquer que notre loi ne déclare pas nul tout contrat contraire à l'article 4. La disposition est-elle d'ordre public ou non ? Les travaux préparatoires nous permettent de répondre par l'affirmative. Par conséquent le patron ne pourra se prévaloir des conventions expresses ou tacites, du consentement de l'ouvrier. Ce dernier, comme tout intéressé aussi, pourra invoquer la nullité absolue d'un acte consentant une compensation quelconque.

Les économats, comme en 1891 le demandait M. Jules Simon, sont rentrés dans le droit commun. Comme un créancier ordinaire, le patron ne retiendra qu'un dixième du salaire, si l'ouvrier lui en fait cession (art. 2), ne saisira qu'un autre dixième (art. 1) pour lequel il viendra au marc le franc avec les autres créanciers. Il pourra encore retenir un autre dixième pour se rembourser de ses avances (art. 5). Ces trois dixièmes sont tout ce que la loi lui accorde au maximum.

En droit c'est bien ; mais en pratique le patron fera ce qu'il voudra : l'ouvrier ne se plaindra pas de crainte de renvoi, ou s'il se plaint, c'est qu'il sera déjà renvoyé. Il est vrai que si un préjudice lui a été causé, l'article 1382 du Code civil lui permettra de demander des dommages et intérêts ; et encore rien de plus facile que de donner le salaire en argent, pour le faire reprendre par le caissier de l'économat au guichet voisin.

Nous avons donc en France une législation contre les économats, mais fort sommaire. Aussi M. Cabouat, dans sa réglementation du salaire (*Revue cri-*

tique, 1894), nous propose-t-il une réglementation. Sans imposer telle ou telle règle d'exploitation dont le contrôle serait difficile, il doit suffire d'assurer la liberté de l'ouvrier, car si l'institution est humanitaire, il s'en servira, sinon il s'en écartera. Le but sera ainsi atteint par le simple jeu du caractère humain.

D'abord il interdit le paiement en jetons, car ce mode de règlement enlève toute liberté à l'employé ; le paiement en argent, d'autre part, en lui rendant la libre disposition de son salaire, ne l'éloignera pas de l'économat, à moins toutefois que ce dernier ne soit qu'une maison de commerce, mais ce sera alors un heureux résultat que sa disparition forcée.

Ensuite nullité de la clause du contrat de louage obligeant l'ouvrier à se servir dans tel ou tel magasin, car il est évident que cette clause a le même but que le paiement en jetons, celui de forcer la volonté de l'ouvrier.

Liberté complète d'ouvrir un économat, car il est dangereux d'exiger une autorisation. Si l'on attache, en effet, l'exercice d'une faculté légale à l'octroi d'une faculté administrative, il faut bien prendre garde que l'inquisition de l'administration, le risque d'un refus, sont capables de faire reculer une bonne volonté et de priver ainsi l'ouvrier d'un aide.

Liberté du prix de vente. Il est injuste d'imposer le prix de revient, car c'est faire supporter les frais généraux au patron et nul n'est tenu à la générosité : c'est l'avis de M. Lyon Caen. Si à la liberté du prix de vente, on ajoute, comme M. Leconte, l'obligation

du partage des bénéfices, c'est empiéter sur l'indépendance du patron, sur les conditions de sa bienfaisance ; pour la même raison il faut repousser l'ingérence des ouvriers dans l'administration.

Sanction. L'énergie des intéressés et la résistance individuelle étant nulles, il faut une pénalité. Qui poursuivra ? Écartons le ministère public, car les associations professionnelles sont meilleures, et l'on a remarqué que le truck fleurissait dans les professions qui n'ont pu se constituer en Trades-Unions. Chez nous les syndicats professionnels créés d'après la loi de 1884 pourraient remplir ce rôle.

Vente au comptant. Cette vente n'empêche pas le fonctionnement de l'économat, mais rend impossibles les abus de la vente à crédit en exigeant plus tôt le paiement.

Le projet de M. Cabouat semble pouvoir être adopté dans son ensemble. Cependant la vente au prix moyen des denrées dans le pays pourrait être préférée. Il ne fera pas supporter les frais généraux au patron et ne le lèsera pas dans sa liberté.

Du reste, des modifications de la loi de 1895 sont étudiées au Sénat, et peut-être en sortira-t-il d'heureuses innovations.

II. — ITALIE.

§ 1. *Ouvriers agricoles.*

Ceux-ci souffrent du trucksysteme. Dans le *Temps* du 7 mai 1898, sous la rubrique « lettre d'Italie »,

on pouvait lire qu'une grève avait éclaté parmi les ouvrières des rizières, dans la province de Bologne, à Molinella. La baisse du prix du riz, l'émigration agricole vers ce centre important de culture, amenèrent les propriétaires à perfectionner leur outillage, surtout à remplacer les hommes par des femmes et des enfants et à employer le trucksysteme, ce qui causa l'abaissement des salaires, la misère, le manque de travail ; d'où la grève.

Un homme ne travaillait plus que quatre à cinq mois par an, les femmes six mois ; et pour une journée de dix heures au minimum, le premier gagnait 1 fr. 50 à 2 fr. et la seconde 0 fr. 60 à 0 fr. 80 ; ce maigre salaire réduit encore par l'emploi du truck.

La grève devint générale et les ouvrières, pour reprendre le travail, réclamèrent notamment l'ancien salaire de 1 fr. à 1 fr. 10 par journée, le paiement du salaire au comptant et non en denrées.

§ 2. *Ouvriers industriels.*

Le truck est assez employé. Un rapport du marquis San Guiliano, à la Chambre des députés, montre que de 1860 à 1878, il y eut cinq grèves ayant pour cause des soupçons de fraudes ou d'abus dans l'acquiescement de la rémunération en nature ou dans les fournitures de subsistances.

C'est en Sicile surtout, dans les mines de soufre, que les abus se font sentir.

Le minerais effleurant la terre, les mines sont louées à des entrepreneurs. Le travail intérieur est confié à

des tâcherons, ceux-ci ont sous leurs ordres des équipes de piqueurs, qui eux-mêmes commandent à deux ou trois ouvriers appelés « carusi ». Ce sont des enfants ou des femmes qui extraient le minerai après l'explosion de la mine ou les travaux des piqueurs « piccionieri ».

Le tâcheron est payé tant par pain de soufre livré et reçoit des avances. Il paye ses piccionieri et ceux-ci leurs carusi, d'où nécessité des acomptes. Le salaire des manœuvres journaliers varie de 0 fr. 50 à 0 fr. 85 pour les jeunes, de 1 fr. 40 à 1 fr. 70 pour les adultes. Les hommes touchent 2 fr. 25. Ils sont payés à la fin de la semaine par les tâcherons, aussi ont-ils pendant les sept jours le droit de prendre à crédit à la cantine tous les comestibles et boissons spiritueuses dont ils ont besoin. Un ouvrier qui gagnait 2 fr. 25 y a pris dans la semaine, pour lui et sa famille, pour 14 fr. 23 de denrées ; au marché il ne les eut payées que 12 fr. 24 ; d'où perte de 2 fr. 08 par semaine, 100 fr. par an. Si le tâcheron paye à la fin de la semaine, c'est qu'il se ménage ainsi une fructueuse circulation de 1,000 fr., par exemple, pour gagner sur les vivres fournis par anticipation à l'ouvrier à un prix supérieur au prix d'achat. Il s'assure ainsi le travail de l'ouvrier pour des semaines et des mois. En 1889, un ouvrier disait à M. Santangelo, avocat à Palerme, en montrant M. X... : « Voyez ce Monsieur en carosse, il s'est enrichi en me volant honnêtement moi, mes enfants et mes camarades, il se fait des millions en détournant un sou par jour sur notre gain, en fraudant sur notre salaire ».

Ces malheureux sont si pauvres qu'ils ne peuvent rien distraire de leur paye pour s'associer, et ce ne sont pas les industriels qui veulent commencer.

Le 4 juin 1897, le *Bien public*, de Gand, rapporte qu'une enquête faite par le Gouvernement a révélé des abus extrêmement graves, bien plus révoltants et plus odieux que tout ce qu'on a entendu dire à ce sujet. Il a été démontré que dans certaines localités on ne réglait les salaires qu'à l'aide de bons, dont les ouvriers devaient faire l'échange chez certains individus en payant un escompte de 5 %. C'étaient là, prétendait-on, des avances faites aux ouvriers jusqu'à la liquidation de la paye. Les 5 % pour une avance de moins d'une semaine représentent 260 % l'an.

Dans la province de Caltanissetta, tous les exploitants de soufrières imposaient aux contremaîtres l'achat d'une quantité déterminée de marchandises détestables à des prix excessifs; les contremaîtres, en percevant à leur tour un honnête bénéfice, les revendaient à leurs carusi.

Des raffinements inouïs étaient encore apportés : le publiciste Antonio Maffi assure avoir vu en 1889, en Sardaigne, de jeunes enfants employés au transport des terres; ils devaient compter les paniers qu'ils avaient portés avec des fiches, celles-ci étaient des figes sèches fournies par l'entrepreneur; à la fin du mois le nombre de figes représentait le nombre de paniers transportés, les seuls payés. Fréquemment les enfants mangeaient ou perdaient ces figes. Tant pis pour eux.

§ 3. *Projets.*

Comme en France il n'existe que des projets.

En 1893, le Ministre du commerce déposa un projet de loi rendant le payement des salaires en argent légalement obligatoire. Il était surtout question des soufrières de Sicile. Le projet ne s'étendait pas aux ouvriers agricoles à cause de l'absence de monnaies divisionnaires dans les campagnes.

En 1897, le Parlement italien fut saisi d'un projet de loi sur le trucksysteme, après l'enquête dont nous avons déjà parlé ; le projet a deux défauts : il limite la loi nouvelle à quelques industries au lieu de l'étendre à toutes ; il n'impose pas l'obligation de payer les salaires à date fixe.

III. — HOLLANDE.

§ 1. *Projets.*

Les ouvriers paraissent souffrir du trucksysteme, puisque dès 1886 le chef du parti socialiste, M. Domela Nieuwenhuis, dépose un projet. Il voulait :

L'obligation pour les patrons de payer chaque semaine leurs ouvriers en monnaie néerlandaise ;

L'interdiction du payement dans les cabarets ;

La défense d'exercer une contrainte quelconque sur les ouvriers pour les obliger à s'approvisionner dans les boutiques tenues indirectement ou directement par le patron ;

L'interdiction de vendre à un prix supérieur au taux du tarif arrêté par le bourgmestre, conformément au prix des autres boutiques de la localité.

Des peines sévères ;

Une mesure transitoire qui libérerait les ouvriers des dettes contractées de ce chef au moyen du paiement par l'État des deux tiers des sommes dues.

Il motivait le dépôt de son projet par la nécessité de réprimer les abus introduits dans certaines industries, particulièrement dans les districts houilliers où les patrons, disait-il, exploitaient et asservissaient leurs ouvriers en les obligeant à se fournir chez eux.

Une enquête fut faite ; elle révéla les abus de certains patrons. Les uns payaient en monnaie belge ou allemande, avec la perte du change à la charge de l'ouvrier. D'autres donnaient des bons que l'ouvrier allait toucher en nature dans des boutiques désignées, tenues quelques fois par le patron lui-même. D'autres par des ventes à crédit pendant l'hiver, tenaient leur personnel à leur merci pour l'été, et fixaient alors arbitrairement la rémunération. De là est né le projet de M. Ruys van Beerembroeck en 1889. Il définit le salaire : « Le dédommagement pour l'exécution d'un travail matériel quelconque par des ouvriers, artisans, manœuvres, journaliers et toute autre personne qui engagent leurs services moyennant paiement, en vue d'un travail de ce genre.

Voici les principales dispositions :

1° Le salaire ne peut être acquitté qu'en monnaie néerlandaise et en billets de la Banque des Pays-

Bas, et dans les communes frontières en monnaie légale des pays limitrophes ;

2° En nourriture à prendre sur place ;

3° En une certaine quantité de produits ou matériaux se rattachant à la profession du salarié ;

4° Dans l'usage d'une habitation, d'une grange, d'un magasin, écurie ou terrain ;

5° En travaux déterminés par le patron ou pour son compte.

Les paiements décrits de 2 à 5 ne peuvent être faits que si une convention est intervenue entre les parties.

Le paiement sera hebdomadaire, si le salaire de la semaine est de moins de 15 florins ; des exceptions pour le salaire mensuel peuvent être autorisées par le Ministre de la justice.

Défense de payer le salaire dans des débits de boissons ou autres magasins. Défense d'obliger le salarié à contribuer à un fonds quelconque, administré par le patron ou en son nom, à moins d'une convention spéciale, rédigée en double exemplaire et mentionnant les droits et les conséquences qui résulteront de cette participation.

Est prohibée la convention par laquelle les salariés s'engagent envers le patron ou son contremaître, à employer tout ou partie de leurs salaires ou de leurs revenus, contrairement aux prescriptions de la présente loi, ou à se fournir chez une personne ou dans un endroit déterminés.

Une amende de 200 florins est encourue par le délinquant ; s'il récidive dans le délai de deux ans,

l'amende pourra être remplacée par deux mois de prison ; dans le cas de seconde récidive l'emprisonnement pourra être de trois mois.

L'article 13 déclare que la loi n'est pas applicable au salaire des domestiques demeurant chez leur maître, des bateliers, matelots, pêcheurs et de toutes les personnes au service de l'État, de la province, de la commune ou d'un syndicat de polders.

Telle était la loi qui fut présentée aux États généraux. Elle s'inspirait du projet socialiste en l'atténuant parfois, en l'aggravant aussi.

Ce projet souleva des objections au cours de l'examen des sections de la seconde Chambre. Le Gouvernement invoqua l'exemple des législations anglaise et allemande, la nécessité de mettre un terme aux abus pratiqués dans les tourbières, et cela non par pensée philanthropique, mais pour assurer à l'ouvrier la propriété de son salaire, et la mesure d'indépendance, qui convient à sa position sociale. Il ne veut pas porter atteinte à son droit de jouir du crédit, mais seulement le garantir contre les exigences de certains créanciers, et la retenue de la totalité de son gain, en raison de dettes anciennes. Il n'interdit pas les achats chez le patron, mais empêche qu'ils ne soient obligatoires.

Bien que ce soit un contrat civil, il emploiera des dispositions pénales ; parce que les caractères exceptionnels de la question permettent de s'écarter des principes du droit commercial ; parce que c'est le seul moyen d'assurer l'exécution de la loi ; parce que le droit positif doit se régler d'après les exigences sociales.

C'était une immixtion caractérisée de l'État dans un domaine qui lui était resté fermé jusqu'alors. En effet, la tendance néerlandaise est de laisser les questions ouvrières dans le domaine de la liberté individuelle et de l'initiative privée ; aussi un ministre postérieur à M. Beerembrock retira-t-il la proposition.

En 1889 pourtant, une réforme fut obtenue. Après la grève des ouvriers chargeurs de Rotterdam, défense fut faite aux intermédiaires d'engager et de régler les ouvriers, dans des débits de boissons. Il était en effet d'usage que les ouvriers, qui ne sont jamais payés directement par les armateurs, reçussent chaque semaine leur paye des mains des contre-maitres, dans des cabarets où ceux-ci avaient des intérêts. Naturellement les chargeurs y dépensaient leur paye et se faisaient ouvrir des crédits.

M. Domela ne se tenait pas pour battu. Le 10 juillet 1891, il déposait une nouvelle proposition non mise encore en discussion. Il a cependant déclaré à M. Bodeux qu'il avait perdu toute confiance en de semblables mesures législatives, et qu'il n'espérait plus que dans l'abolition du salariat.

En 1894, la Commission royale du travail nommée en 1889 pour enquêter sur la situation ouvrière déposait son rapport et réclamait une loi pour faire disparaître certains abus. Elle proposait les mesures suivantes :

1° Défense de payer le salaire en monnaie étrangère ;

2° Défense de forcer les ouvriers à acheter dans des magasins ou boutiques spécialement désignés par le patron. Nullité de tout contrat contraire ;

3° Défense de payer les salaires dans les endroits où l'on vend des boissons distillées.

§ 2. *Luxembourg.*

Les mêmes abus existent ici, les ouvriers mineurs surtout sont exploités par des sous-entrepreneurs, ceux-ci emploient le moyen des bons et jetons.

En 1890, M. Eyschen, ministre d'État, président du Gouvernement du Grand-Duché, dit que l'intérêt général réclame une loi réglant le mode de paiement des salaires dus aux ouvriers, afin de prévenir les abus scandaleux du trucksystème.

Ce n'est qu'en août 1895 qu'une loi ordonna le paiement en argent.

CHAPITRE III

États où la législation est inconnue.

I. — PORTUGAL.

Ici encore pas de législation industrielle ; les salaires sont des plus modestes et s'établissent par le marchandage. Le mode de payement est abandonné à la volonté du patron, aussi le truck règne-t-il en maints endroits, et il est facile de comprendre qu'avec ces deux circonstances le sort des ouvriers ne doit pas être des plus heureux. Il est cependant difficile de se faire une idée exacte de leur situation, car les statistiques officielles sont rares.

II. — ESPAGNE.

L'Espagne est un des pays où la législation industrielle n'existe pour ainsi dire pas ; il est donc naturel

qu'aucune loi sur le payement du salaire n'ait été encore votée. Le Code civil de 1888, lui-même, ne contient aucune disposition industrielle.

Ouvriers agricoles. — Leur salaire n'est pas très fort ; le recueil des rapports indique comme moyenne leur situation à Cadix : ils touchent de 0 fr. 60 à 0 fr. 70 en espèces, outre la nourriture, c'est-à-dire le pain blanc à discrétion ; deux fois par jour une soupe chaude ou *ajo* en hiver ; une soupe froide ou *gaspa-cho* en été.

Ouvriers industriels. — Nous avons dit que la législation ouvrière n'existait pas ; nous ne connaissons qu'une seule loi sur le travail des enfants, et encore elle n'est pas observée. Les pouvoirs publics n'interviennent jamais entre contractants ; ouvriers et patrons ont alors recours aux autorités administratives pour se mettre d'accord. Ainsi à Barcelone, l'industrie du coton s'est donnée un règlement sur le taux du salaire, les heures de travail, etc., en nommant cinq délégués ouvriers et cinq délégués patronaux. Ceux-ci réglementèrent sous la présidence du gouverneur civil de la province.

Le truck existe pourtant. En Catalogne notamment les ouvriers en ont longtemps souffert, mais les efforts de l'administration firent cesser ces abus ; ils n'existent plus que dans de rares fabriques isolées. Les salaires étaient acquittés en bons sur des fournisseurs associés au patron ; l'ouvrier fourni de denrées était forcé de négocier les bons restants à un taux usuraire.

Le truck existe cependant, puisqu'on pouvait lire dans le *Journal* du 5 mai 1898 : « Gibraltar. Les charbonniers se sont mis en grève, demandant à être payés en numéraire. La force armée dut faire usage de ses armes. Les grévistes jetèrent des pierres à la police ainsi que contre les établissements des commerçants en charbons. De nombreuses personnes ont été renversées, foulées aux pieds et blessées. De nombreuses arrestations furent effectuées ».

Ces événements indiquent clairement le caractère aigu des vexations et de l'excitation des salariés.

III. — SUÈDE.

Ouvriers agricoles. — Le payement en nature et les subventions sont fréquents chez ceux-ci. Le stat-folk est engagé à l'année pour mettre en culture les terres du patron ; un homme reçoit un salaire variant de 350 à 700 fr., une femme ne voit pas son gain dépasser 225 fr. Le propriétaire donne en outre le logement, le chauffage, des denrées alimentaires, un coin de terre.

Un valet de ferme nourri touche 100 à 200 fr. par an. Un domestique loué pour un an et qui se nourrit lui-même, gagne en moyenne 100 fr. en espèces et 320 fr. en nature.

Pour les journaliers, voici la moyenne qu'on a pu établir pour un jour. Ces prix sont évalués en couronnes, qui valent 1 fr. 30 :

Homme nourri	1,09
— non nourri	1,69
Femme nourrie	0,52
— non nourrie	0,98

Ouvriers industriels. — Le système des rémunérations en nature est moins général qu'en agriculture. On en trouve cependant des applications.

A Stockolm, il n'est pas rare de voir les manufacturiers assurer à leurs ouvriers d'élite, qu'ils veulent garder, la jouissance gratuite d'une chambre et d'une cuisine s'ils sont mariés. Dans le cas contraire ils leur allouent une indemnité de logement de 75 à 150 fr.

Dans la même ville le patron fournit quelquefois les repas pour 7 fr. par semaine : déjeuner, dîner avec viande, souper. Les mineurs et fondeurs de minerais habitent généralement chez leur patron ; ils reçoivent une part de leur salaire en denrées ; elles leur sont fournies à des prix fixés d'avance, et toute fluctuation un peu considérable de prix est compensée, par une augmentation ou une diminution correspondante du salaire.

Dans les usines de coton de Norrköping, les ouvriers sont tous logés, mais aucun n'est nourri ; les travailleurs habiles gagnent 1 fr. 45 à 3 fr. 40 ; les maladroits, les femmes et les enfants, de 1 fr. 20 à 2 fr. 40.

Des maîtres de forges, propriétaires de forêts, emploient des paysans pour préparer le charbon de bois. Ils fournissent une maison, un champ, divers

produits naturels ; le paysan donne gratuitement en retour un certain nombre de jours de travail.

Dans la métallurgie, en général, les bons ouvriers et chefs d'ateliers sont logés, comme à Stockolm ; ils ont le chauffage, la jouissance d'un pré ou d'une terre et gagnent 1 fr. 50 à 2 fr. 50 par jour ; à Sandvik tel est le système.

A Eskiltuna les bons ouvriers ont 0 fr. 20 à 0 fr. 30 par heure, les médiocres 0 fr. 10 à 0 fr. 15 ; ils travaillent douze heures. Une partie des premiers est nourrie et logée ; les salaires subissent alors une forte réduction et sont réglés par semaine.

A Arboya les ouvriers des fabriques de fer touchent de 2 fr. 50 à 2 fr. 90 pour une journée de onze heures, et reçoivent gratis le logement avec un hangar, un cellier, le chauffage, un terrain, les secours du médecin et les remèdes.

Législation. — Elle est muette sur la fixation du payement du salaire.

Économats. — Sociétés de consommation. — On avait fondé de grandes espérances sur les sociétés de consommation ; elles ne se sont pas réalisées et les institutions de cette nature sont en pleine décadence. On en signale bien quelques-unes dans le Jemtland, mais elles languissent et ne tarderont pas à disparaître complètement.

IV. — DANEMARK.

M. de Queker affirme que le trucksysteme n'y a pas pris grand développement, mais que cependant, en l'absence de toute législation, les patrons ont toute liberté, pour exercer cette odieuse exploitation.

En province l'ouvrier vit assez souvent avec son patron. Dans ce cas, un charpentier par exemple reçoit 11 fr. 25 par semaine avec la nourriture et le logement.

Les cantines exercent aussi une influence désastreuse sur l'ouvrier. Ils y sont rançonnés comme dans les autres pays.

TROISIÈME PARTIE

LÉGISLATION COMPARÉE

On peut ramener à trois points principaux les questions relatives au payement du salaire en nature :

L'obligation de payer en monnaies courantes ;

Les exceptions au principe du payement en espèces ;

La pénalité et la recherche des contraventions.

Nous allons comparer ici en quelques mots les différents systèmes adoptés par les législations anglaise, belge, russe, suisse et allemande, et le projet français.

I. — OBLIGATION DE PAYER EN MONNAIES COURANTES.

Les législations sont unanimes pour réserver l'application de cette loi aux ouvriers industriels et pour y soustraire les ouvriers agricoles et les domestiques.

Toutes exceptent formellement ces derniers, et ne s'en occupent pas autrement. Pourtant la loi anglaise de 1887 fait une réserve purement platonique, et pour sauvegarder le principe général du paiement en espèces, elle indique que les subventions en nature fournies par le patron seront un *complément* du salaire, sans composer le salaire lui-même. La loi russe seule a deux articles formels : l'un, sans défendre le paiement en nature pour les ouvriers agricoles, leur réserve le droit d'exiger leur salaire en argent, et le second impose pour les ouvriers nourris par leurs patrons une nourriture de même nature et de même qualité que celle de la moyenne de la population de l'endroit.

Cette disposition, si elle est en général inutile, peut empêcher pourtant certains abus de se commettre ; malgré leur rareté ils existent, et se sont montrés assez violents en Russie, pour intéresser le législateur.

Des tempéraments sont apportés à l'obligation de payer en espèces légales. Les lois suisse et belge permettent dans les régions frontières de régler les ouvriers en monnaie du pays limitrophe, il est certain que la difficulté d'écouler cet argent n'existe plus.

Le paiement en monnaie de papier a inquiété certains législateurs. La loi anglaise permet de rémunérer en chèques ou billets de banque, si la banque n'est pas éloignée de plus de 15 milles. La loi russe défend expressément le paiement en coupons échus ou non échus. Quant aux autres législations,

elles autorisent sans condition le paiement en monnaie de papier, puisqu'elles n'en parlent pas.

Toutes les législations défendent aussi le paiement au cabaret ou au magasin.

Le projet français apporte une heureuse innovation en interdisant le paiement un jour férié ou un dimanche, et pour le paiement au cabaret ou au magasin, en établissant une exception pour les personnes employées dans ces établissements.

II.— EXCEPTIONS AU PRINCIPE DU PAYEMENT EN ESPÈCES

Il était impossible d'interdire absolument les fournitures patronales, et nous avons relaté les nombreuses discussions parlementaires à ce sujet. Nous touchons ici au fonctionnement de l'économat.

La première exception est la location d'un logement ou d'un terrain ; la loi anglaise l'autorise sans conditions ; la loi belge, plus étroite, exige un bail librement consenti ; la loi allemande veut qu'on se conforme à l'usage du pays. Cette dernière, par un moyen plus élastique, arrive comme la loi belge, à empêcher une location trop élevée, abus connu en Angleterre sous le nom de *cottage systeme* ; la loi autrichienne demande une convention librement consentie et se rapproche ainsi de la loi belge. En Russie, les ouvriers jouissant d'un logement dépendant de la fabrique ne peuvent subir une retenue que d'après un tarif approuvé par les inspecteurs. En France on n'a pas examiné la question.

La seconde catégorie d'exceptions comprend le chauffage, les soins médicaux, le matériel, l'outillage, le fourrage pour les bêtes employées dans les mines, la nourriture préparée et mangée sur place, les cotisations pour les sociétés protectrices, pour les caisses de secours, pour les frais d'instruction.

L'Angleterre exige que le patron fournisse un compte rendu détaillé de ses recettes et de ses dépenses à l'examen de deux ouvriers délégués. La Russie interdit formellement de faire payer les secours médicaux, l'éclairage et l'usage des instruments. L'Allemagne n'exige que la vente au prix coûtant moyen. La Belgique n'autorise à porter en compte que les outils et leur entretien, les matériaux ou matières premières, l'uniforme : le tout au prix de revient. En France le paiement par compensation est autorisé pour les outils, les matières premières, les sommes avancées pour l'acquisition de ces objets.

Les retenues sur les avances sont formellement interdites en Angleterre, en Russie, en Belgique.

La troisième exception est relative à la fourniture des objets de consommation, d'habillement, par les magasins patronaux. La règle générale est que l'ouvrier doit rester libre de s'y fournir ; que la vente se fasse au comptant.

En Angleterre les retenues sont prohibées, et toute action en paiement est refusée au patron. La loi hongroise (art. 118 et 119) est analogue à l'anglaise.

En France, aucune compensation ne s'opère au profit des patrons entre les salaires dus par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur seraient dues à

eux-mêmes pour fourniture (art. 4), mais une action en justice est donnée au patron. M. Leconte, dans sa proposition de 1890, réclamait la vente au prix de revient, ce qui aurait fait crier le commerce, ou le partage entre les ouvriers avec une Commission de surveillance composée de trois des leurs.

En Suisse la liberté est complète, sauf dans quelques cantons. Une loi d'Argovie de 1862 exige l'autorisation cantonale pour la vente des denrées ; une autre du canton d'Unterwald de 1887 exige la même condition pour les entreprises de travaux publics.

Ailleurs, la réglementation est étroite.

En Belgique il faut :

- L'autorisation de la députation permanente ;
- L'obligation de fournir au prix de revient ;
- L'acceptation des conditions spéciales exigées par la députation ;
- L'avis du Conseil d'industrie ;
- La liberté complète pour l'ouvrier ;
- La révocation d'autorisation est permise en cas d'abus graves.

En Russie sont exigées :

- L'autorisation de l'inspecteur ;
- La vente au prix du marché ;
- L'approbation du tarif par l'inspecteur chaque mois ;

Son affichage sous peine de fermeture.

En Allemagne on permet :

La vente au prix d'achat et à crédit pour les aliments, mais l'on exige la vente au comptant pour les autres fournitures.

En Autriche les dispositions législatives sont semblables à la loi allemande.

Toutes les lois avec ensemble, pour sauvegarder la liberté de l'ouvrier, interdisent le paiement en jetons ; l'ouverture des magasins par les parents ou employés du patron est partout défendue, sauf en France.

III. — PÉNALITÉS ET POURSUITES.

L'amende d'abord et la prison en cas de récidive sont les deux peines infligées actuellement. On a renoncé aux sanctions anciennes : punition de la victime et du patron ; interdiction pour ce dernier d'exercer sa profession pendant un certain temps.

En Russie pourtant, si la force armée a dû intervenir pour réprimer les troubles, le patron pourra être déchu pour toujours, du droit de diriger une fabrique.

La loi anglaise de 1831 ne punit que l'employeur, à l'exclusion de ses contremaîtres ; celle de 1887, à la suite des abus faciles à prévoir et dont nous avons parlé, autorise le patron à établir qu'une tierce personne est coupable ; celle-ci est alors poursuivie : mais il faut que le premier prouve que la contravention a été commise à son insu et malgré ses efforts.

La loi allemande aggrave les responsabilités en poursuivant le patron indépendamment des préposés ; alors qu'en Grande-Bretagne l'un ou l'autre seulement est susceptible de subir une condamnation. La loi belge affecte une sévérité plus large en frappant

le préposé qui a manqué à la loi, même lorsqu'il a agi d'après les ordres du patron et sans avoir d'intérêt personnel. Les directeurs sont assimilés aux patrons pour la peine; cependant s'ils n'ont pas agi de leur propre autorité, l'amende infligée est moins forte.

En France la contravention à l'obligation du payement en argent est du ressort du juge de paix et punissable d'une amende de 15 fr.

Toutes les législations admettent que l'ouvrier payé en nature peut réclamer un second payement en argent, sans que le patron puisse opposer la dation primitive. C'est très juste; le patron coupable est ainsi condamné par le fait à une amende; celle-ci restant aux mains de l'ouvrier devient une indemnité pour le dommage causé. Mais il devait arriver que l'ouvrier, pour jouer un mauvais tour au maître et pour se faire payer deux fois son travail, acceptât un premier payement en nature, et celui-ci reçu réclamât en argent l'équivalent de son labeur. Le système étant très simple, ne pouvait manquer de réussir avec l'aide et la protection de la loi. Il est curieux de voir que les lois allemandes et autrichiennes, seules, prévoient cette indignité de l'ouvrier; elles déjouent son calcul et font verser le profit résultant de ce double payement, à des caisses de secours.

La loi anglaise de 1831 laissa aux ouvriers le soin de se plaindre et de dénoncer les spoliations dont ils étaient victimes. Ils ne réclamèrent jamais, le renvoi en effet était menaçant, et plutôt que de rester sans travail ils souffraient en silence, si bien que les

patrons s'associèrent pour poursuivre leurs collègues récalcitrants. Ce ne fut pourtant pas la pure philanthropie, mais bien l'intérêt personnel qui souleva ce beau mouvement, car par la reprise du salaire les industriels aux usines à magasins payaient moins cher la main-d'œuvre et pouvaient livrer leurs marchandises à un plus bas prix que leurs rivaux plus scrupuleux ou plus craintifs. Aussi une loi postérieure charge les inspecteurs de fabriques de poursuivre les délinquants. En Belgique même oubli ; ce n'est qu'une loi de 1896 qui le répare. En Allemagne, en France, en Autriche, en Russie, cette négligence ne s'observe pas, et ce sont les inspecteurs qui surveillent l'exécution de la loi.

Nous atteignons ainsi la borne fixée à cette étude ; et si nous regardons en arrière, nous découvrons quelques idées qui feront l'objet des conclusions.

CONCLUSIONS

« Nous avons trop pour mourir et pas assez pour vivre. » La réponse laconique des ouvriers de Zele aux membres enquêteurs de la Commission belge, condense exactement la situation des travailleurs en proie aux tortures du truck.

S'il fut créé dans un but humanitaire, alors que les usines s'élevaient dans les régions désertes de l'Angleterre et de l'Amérique, il ne tarda pas à dévier, comme toutes les institutions qui survivent aux besoins qui furent leur raison d'être. La suppression des abus engendrés par ce système du troc fut la tâche que se fixèrent les législateurs ; et déjà l'étude de leurs labeurs n'a plus qu'un intérêt rétrospectif. Mais s'il est du rôle des gouvernements d'empêcher l'injustice de régner, ils ne peuvent guère devenir l'État providence, améliorant la situation de l'ouvrier. Ici l'initiative privée apparaît pour créer

l'économat, et nous voyons deux idées diriger les volontés : la première, perverse, égoïste, intéressée, ravive le truck sous l'apparence de philanthropie ; la seconde, charitable, généreuse, pousse d'autres patrons à répandre le bien-être parmi leurs ouvriers, et ce furent certainement les économats par elle dirigés, qui l'emportèrent en nombre.

Mais alors comment expliquer cette haine de la classe pauvre pour lui ? C'est que l'on n'apprécie guère ce qui ne coûte aucune peine à obtenir ; on s'habitue à voir un droit dans une faveur trop souvent répétée. L'idée de charité, idée morale, par conséquent libre et individuelle, va s'affaiblissant aussi bien dans les hautes classes dont la dureté de cœur augmente, que dans les classes inférieures où les sentiments de fierté et d'orgueil grandissent ; l'ouvrier conscient de sa personnalité, de sa force, ne tend plus la main, il n'accepte plus l'aumône de l'économat ; et l'idée de solidarité fait son apparition : idée sociale, donc pesant sur tous.

L'ouvrier brise alors le lien de l'économat qui l'attache trop fortement à l'usine ; dorénavant, il veut franchir libre, le seuil de la société coopérative ; il n'y rencontrera que ses égaux ; il y dirigera lui-même ses affaires et ne peindra plus sous le lourd fardeau de la reconnaissance. Il ne devra l'amélioration de son sort qu'à son union avec ses frères. Son initiative grandit, son éducation économique se forme ; il apprend à compter sur lui seul, à gérer ses affaires, en un mot il atteint sa majorité, secouant la tutelle patronale dont l'initiative à créé

l'économat. Celui-ci, battu en brèche, est bientôt tombé en ruines : sur elles, soit les patrons, soit les ouvriers, ont édifié l'association coopérative.

Fallait-il à ce moment laisser les ouvriers agir à leur guise ? Oui évidemment, car tout lien entre l'employeur et l'employé doit disparaître, à la condition pourtant que ce dernier soit capable de se conduire. Et ce n'est guère qu'en Angleterre que son éducation est faite ; en France le patron ne doit pas encore se désintéresser ; l'instruction économique de l'ouvrier est encore rudimentaire ; en effet souvent après avoir obtenu la suppression d'un économat, il n'a pas songé à le remplacer par une société coopérative ; le patronage ne doit donc pas disparaître, mais se transformer.

Dans les régions de l'Europe centrale, il règne encore patriarcal, malgré les efforts des socialistes ; mais en même temps ces pays ont une législation protectrice beaucoup plus développée. Ainsi nous sommes amenés à nous demander, quelle peut être la part de l'État dans ce mouvement, après avoir salué l'œuvre de l'initiative personnelle.

Puisqu'en France seulement, est à peu près terminée l'évolution de l'économat vers la société coopérative, sans que l'État soit jamais intervenu, le libre jeu de ces deux institutions ayant suffi à montrer la supériorité du principe coopératif, concluons-nous à la nécessité du laisser-faire absolu de la part du législateur ?

M. Valleroux pense que oui ; il ne voit aucun abus dans l'économat ; il se plaint de voir à la Chambre

des députés déposer des projets dirigés en apparence contre le truck, mais en réalité contre les économats, c'est l'œuvre des socialistes, qui veulent établir une confusion entre eux, car ces institutions peuvent adoucir les rapports entre employés et employeurs.

Dans sa réponse au questionnaire dont nous avons parlé, le gouvernement de Soleure soutient l'idée libérale « les actes législatifs, outre les inconvénients qui se produisent dans le domaine du travail, sont souvent des lois de circonstance, des palliatifs défectueux, d'un mauvais fonctionnement ».

Pour l'un tout est pour le mieux, pour l'autre tout est parfaitement inutile. Optimiste et sceptique ne veulent pas de loi.

Or, nous pensons que l'État doit intervenir précisément, parce qu'il est de son rôle de protéger, et après avoir pris la défense du salaire contre le truck, il doit le sauver encore des spoliations modernes.

De plus, si chez nos voisins, où la réglementation est étroite, l'évolution n'est pas achevée, elle n'en avance pas moins. En France, sa marche rapide n'a pas été sans secousses, sans violences, sans grèves : le drame de Decazeville est une victoire trop brutale. Aussi convient-il de préférer une transformation lente, mais calme et douce, sous la protection de la loi.

Et nous constaterons avec regret qu'à ce point de vue nous suivons péniblement toute l'Europe, ne dépassant plus que l'Italie, l'Espagne et la Turquie. En effet, le contrat de salaire dont nous parlions dans notre introduction, et qui régit les trois quarts

de la population, pèse si peu dans la main du législateur, que deux articles du Code lui suffisent. Il a cru faire assez en reconnaissant le droit de grève, en garantissant le salaire contre la faillite en 1803, puis en réglementant, mais en 1895, sa saisie et sa cession. Une loi pour ouvrir le siècle, une autre pour le fermer ! Quelques projets ballottés longtemps du Sénat à la Chambre, et de la Chambre au Sénat, semblent heureusement sur le point d'aboutir et compléteront peut-être bientôt l'œuvre entreprise, si incomplète encore que M. Gide a pu dire dans la préface à l'ouvrage de M. Lambert sur la protection du salaire : « C'est aussi un signe des temps qu'après 27 ans de République démocratique, on n'ait encore à peu près rien fait pour combler cette lacune. »

Le philosophe Emerson, recherchant la marche de la connaissance, dit qu'elle ne s'avance pas d'une façon continue et régulière, mais qu'elle dompte l'erreur par victoires successives et intermittentes. En effet, nous la voyons naître timide et faible ; elle s'entoure de barrières pour se protéger, puis subitement les brise, s'élance et triomphe, pour apparaître plus vive et plus éclatante. Elle s'arrête alors sur les positions nouvellement conquises, pour repartir plus tard et plus loin, jusqu'à ce qu'un esprit plus puissant, la prenne et la dresse éclatante et vierge devant les foules haletantes.

Le droit, qui est une partie de la connaissance, n'échappe pas à cette évolution, et dans la question que nous venons d'étudier, la vérité n'a pas marché autrement. Si nous faisons abstraction de nationa-

lités, nous constatons qu'en 1831 la loi anglaise donne une forme sociale et générale à la législation du salaire ; arrêt jusqu'en 1859, où la *geverbe ordnung* autrichienne marque pour la justice une nouvelle victoire. En 1869, en Allemagne ; en 1886, en Russie ; en 1887, en Belgique ; en 1897, en Suisse ; et peut-être en 1899, en France, de nouveaux triomphes marquent les étapes de la vérité. En Italie, en Hollande, la lutte est encore engagée ; les parlements y sont saisis de projets. Mais en Portugal, en Espagne, en Suède, en Danemark, la question du salaire ne paraît pas même soupçonnée.

Dans chaque nation la marche évolutive est identique. A l'origine nous rencontrons des édits spéciaux à telle ou telle corporation : l'édit d'Édouard IV, daté de 1464, pour les maîtres drapiers, ouvre une longue série d'escarmouches qui préparent la victoire définitive de la loi de 1831. En France, l'ordonnance du prévôt Hangast ; en Belgique, le ban de 1280 des comtes de Flandre ; en Allemagne, le règlement des mines de la vallée de Joachim, de 1548, ouvrirent l'ère des réclamations ouvrières et des statuts accordés à chaque corporation.

On peut aujourd'hui espérer la promulgation prochaine du code du travail. Il est réclamé par la partie la plus nombreuse de la population ; lui seul mettra fin à une situation comparable à celle où se trouvaient nos ancêtres avant le Code civil. Le silence de celui-ci dans les questions relatives au contrat de louage de services laisse, en effet, le champ trop libre au bon vouloir du patron et surtout à la cou-

tume, dont Stuart Mill a dit (livre II, ch. IV) qu'elle est le protecteur le plus puissant du faible contre le fort, mais aussi l'agent conservateur, par excellence, du mal contre le bien.

Vu :

Lyon, le 1^{er} mars 1899.

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

P. PIC.

Vu :

Lyon, le 4 mars 1899.

LE DOYEN DE LA FACULTÉ,

E. CAILLEMER.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 4 mars 1899.

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE,

PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,

G. COMPAYRÉ.

BIBLIOGRAPHIE

LAVALLÉE. — Les classes ouvrières.

CAUVÈS. — Cours d'économie politique, tome III, p. 93, 3^e édition.

COMTE DE PARIS. — Situation des ouvriers en Angleterre, p. 273, 278.

GIDE. — Principes d'économie politique, p. 78, 209.

BODEUX. — Études sur le contrat de travail.

L. BEAULIEU. — Traité théorique et pratique d'économie politique, tome II, p. 503, 381.

STOCQUART. — Contrat de travail, p. 168, 170.

BRICE. — Les institutions patronales.

MARION. — Les institutions patronales des grandes Compagnies de chemins de fer.

LYON CAEN. — Rapport au nom de la Commission extra-parlementaire du salaire. Paris, Imprimerie nationale, 1890.

VAN MARK. — La question ouvrière à la fabrique néerlandaise de levure d'alcool. Chaix, 1881.

BRASSEUR. — Travail des ouvriers, femmes et enfants dans le grand-duché de Luxembourg.

CORNIL. — Du louage de service ou du contrat de travail.

- VALLEROUX. — Du contrat de travail.
- LAMBERT. — Thèse de doctorat : Étude sur la protection du salaire à l'égard du patron.
- DEPPING. — Règlement sur les arts et métiers de Paris, p. 400.
- BARBERET. — Monographies professionnelles.
- LÉON SAY. — Rapport général du groupe d'économie politique à l'Exposition de 1889, p. LXXXVIII.
- CHEYSSON. — Rapport sur les institutions patronales à l'Exposition de 1889.
- LE PLAY. — Les ouvriers européens.
— Les ouvriers des Deux-Mondes.
- SISMONDI. — Études sur l'économie politique, xiv^e essai, tome II, p. 293.
- LEVASSEUR. — Les ouvriers américains.
- WALKER. — The Wages Question, 1886.
- STIMSON. — Handbook to the labor law of the United States.
- DU MARROUSSEM. — La question ouvrière.
- DE LA SIZERANNE. — Ruskin et la religion de la beauté, p. 44.
- DE QUEKER. — Études sur les questions ouvrières, p. 338, 356, 350.
- BRENTANO. — La question ouvrière (traduction Caubert).
- LEFORT. — Études sur le salaire.
- BEAUREGARD. — Essai sur la théorie du salaire.
- BERTRAND. — Essai sur le salaire.
- CHEVALIER. — Les salaires au XIX^e siècle.
- BENDER. — Du salaire effectif, sa protection par la loi.
- Archiv fur soziale gesetzgebung und statistik.
- Revue critique, 1894. De la réglementation du salaire. Ca-
bouat.
- Enquête de la Commission du travail belge.
- Revue d'économie politique, mars 1896.
- — — décembre 1892.
- — — mai 1893.

Recueil des rapports sur les conditions du travail dans les
pays étrangers.

Économiste français, 1891, tome I, p. 386, 492.

— 1892, tome II, p. 33.

Handvorterbuch der Staatswissenschaften, 6^e vol., 1894.

Annuaire de législation étrangère, 1887, p. 108, 701.

— — 1890, p. 183.

— — 1891, p. 16.

Revue socialiste : Le peuple russe et son gouvernement,
1890, tome XI.

Bulletin de législation comparée, 1890-1891, p. 168, 294,
300, 581.

Id., 1892, p. 167.

Revue des Deux-Mondes, 1^{er} août 1897. Leroy-Beaulieu : Les
transformations de la Russie.

Bulletin de l'Office du travail.

Rapports des inspecteurs fédéraux suisses, 1892-1893, p. 184.

— — 1884-1885, p. 32.

Bulletin consulaire, 1880, p. 73.

Journal des tribunaux (Belgique), 1895, n° 1107.

Documents parlementaires (belges) :

— Annexes Chambre des représentants, 1886, p. 1789.

— — — p. 1731.

— — — p. 1736.

Documents parlementaires (français) :

Sénat : Débats parlementaires, p. 332, 1889.

Chambre : documents — p. 119, 1890.

— — — p. 1299, 1891.

— débats — 5 novembre 1892.

— — — p. 1235, 1893.

— documents — 2 mai 1893.

Sénat : débats — p. 275, 1894.

Chambre : débats — p. 699, 1894.

— — — p. 722, —

— — — 6 et 8 décembre 1898.

Investigation of Senate Committee on Education and Labor,
I, 622.

Second annuel rapport : Connecticut, 1886.

Reforme social, 1884, p. 160.

Rapports des consuls anglais.

Circulaire 13, série B, du Musée social, à Paris.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
PREMIÈRE PARTIE. — Théorie du trucksystème	15
Chapitre I. — Pourquoi le salaire doit-il être payé en argent.	15
Chapitre II. — Histoire du trucksystème.....	27
§ 1. Origine et nature du truck.....	29
§ 2. Différents aspects du truck.....	31
§ 3. Inconvénients du truck.....	32
§ 4. Truck moderne.....	36
§ 5. Économats.....	39
DEUXIÈME PARTIE. — Étude du salaire en nature dans les états européens et aux États-Unis	51
Chapitre I. — États possédant une législation.....	51
I. — Grande-Bretagne.....	51
§ 1. Ouvriers industriels.....	51
§ 2. Législation.....	65
II. — États-Unis.....	84
§ 1. Ouvriers industriels	84
§ 2. Législation	87
§ 3. Mexique.....	88
III. — Russie	89
§ 1. Ouvriers agricoles.....	89
§ 2. — industriels	92
§ 3. Législation	97
IV. Allemagne	102
§ 1. Ouvriers agricoles.....	102
§ 2. — industriels.....	104
§ 3. Législation.....	106
V. — Belgique.....	118
§ 1. Ouvriers agricoles.....	118
§ 2. — industriels.....	118
§ 3. Législation.....	123

VI. — Suisse	150
§ 1. Ouvriers agricoles	150
§ 2. — industriels.....	150
§ 3. Législation	157
VII. — Autriche.....	163
§ 1. Ouvriers industriels... ..	163
§ 2. Législation.....	165
VIII. — Hongrie.....	168
§ 1. Ouvriers industriels.....	168
§ 2. Législation	169
IX. — Norwège.....	170
§ 1. Ouvriers agricoles	170
§ 2. — industriels.....	171
§ 3. Législation.....	171
Chapitre II. — États où la législation est à l'état de projets..	172
I. — France	172
§ 1. Ouvriers industriels.....	172
§ 2. Projets.....	182
II. — Italie.....	201
§ 1. Ouvriers agricoles.....	201
§ 2. — industriels.....	202
§ 3. Projets	205
III. — Hollande.....	205
§ 1. Projets	205
§ 2. Luxembourg.....	210
Chapitre III. — États où la question est inconnue.....	211
I. — Portugal.. ..	211
II. — Espagne.....	211
III. — Suède.....	213
IV. — Danemark.....	216
TROISIÈME PARTIE. — Législation comparée.....	217
I. — Obligation de payer en monnaies courantes.....	217
II. — Fournitures autorisées.....	219
III. — Pénalités et recherches des contraventions.....	222
CONCLUSIONS.....	225
BIBLIOGRAPHIE.....	233
TABLE DES MATIÈRES	237

